

L'escalade de M. Reagan

En septembre 1986, M. Gorbatchev avait montré sa détermination en répondant du tac au tac aux mesures d'expulsion prises par M. Thatcher à l'encontre de ses diplomates en Grande-Bretagne. Trente et un Britanniques en poste à Moscou, exactement autant que de Soviétiques à Londres, avaient été invités à faire leurs bagages. Réagira-t-il de la même manière aujourd'hui, alors que M. Reagan vient de faire monter spectaculairement les enchères en répondant au renvoi de cinq Américains d'URSS par l'expulsion de cinquante-cinq représentants soviétiques, pas un de moins, de Washington et de San-Francisco ?

Le geste de M. Reagan paraît étonnant au lendemain du sommet de Reykjavik, évoqué des deux côtés maintenant beaucoup moins comme un « échec » que comme l'occasion d'un rapprochement sans précédent des deux Super-Grands sur une série de sujets. Il confirme que le président américain, peut-être pour satisfaire ses « durs », entend mener sans complexes son dialogue avec Moscou et que ce dialogue ne se confond pas avec une « détente » de mauvais souvenir. Et aussi que le petit jeu de l'espionnage et du contre-espionnage a sa propre logique, indépendante des grandes affaires dont discutent les chefs d'Etat.

Il est vrai que M. Reagan peut évoquer les lois de l'Union. Aux termes d'un texte adopté l'an dernier par le Congrès les missions diplomatiques de l'URSS et des Etats-Unis devaient être ramenées à un effectif égal dans un délai de trois ans. Une autre loi votée ce mois-ci donne également trois ans à l'exécutif pour faire de même avec les missions des deux pays auprès des Nations unies. C'est ce dernier texte qui avait justifié le départ de New-York, imposé au beau milieu des préparatifs de Reykjavik, de vingt-cinq diplomates soviétiques.

En cas de représailles, avait alors averti Washington, le gouvernement américain appliquerait plus résolument encore cette formule de parité. Et c'est précisément parce que ces représailles ont eu lieu, avec l'expulsion récente de cinq diplomates américains de Moscou et de Leningrad que M. Reagan, non content de faire de même avec cinq Soviétiques officiellement déclarés « personnes non grates », accède et perache le processus en ajoutant cinquante autres noms à la liste.

M. Gorbatchev est probablement embarrassé, car il a plus à perdre que les Américains à poursuivre ce petit jeu : ses divers services de renseignement, KGB et GROM (l'espionnage militaire), ont infiniment plus à faire à exploiter, par les moyens légaux ou illégaux, l'énorme potentiel technologique des Etats-Unis que les agents de la CIA à Moscou. D'où la pléthore observée depuis toujours par l'URSS en ce qui concerne ses représentations à l'étranger. En France, la disproportion entre les centaines de représentants soviétiques de toutes catégories présents dans l'Hexagone et les quelques dizaines de nos concitoyens en poste en URSS a souvent été dénoncée.

Faut-il en conclure que la règle de l'égalité devrait être appliquée entre tous les Etats et en toutes circonstances ? Ce serait aller un peu vite en besogne, car la dimension et le rôle des pays doivent entrer en ligne de compte. Washington a pris le risque de se voir imposer la même revendication par d'autres gouvernements et a peut-être mal choisi son moment pour l'appliquer à l'autre superpuissance. Mais M. Gorbatchev peut difficilement lui contester ce droit.

(Lire nos informations page 32.)

Le retrait d'IBM

L'isolement industriel de Pretoria s'accroît

Après General Motors, un autre géant de l'industrie américaine, IBM, a annoncé, mardi 21 octobre, qu'il se retirait d'Afrique du Sud.

Cette décision, qui n'était pas attendue dans les milieux d'affaires, a créé une certaine surprise. La Maison Blanche a fait savoir qu'elle « regrettait » le retrait des deux grandes compagnies.

Même si ces décisions de retrait n'auront pas d'effets immédiats — les deux sociétés ayant décidé de vendre leur capital à des cadres sur place — elles signifient cependant que le mouvement de désinvestissement américain s'amplifie, en Afrique du Sud, dans la foulée des sanctions votées par le Congrès contre le vœu de la Maison Blanche.

En outre, la fermeture d'IBM ne peut être qu'inquiétante pour l'économie sud-africaine, qui, tout en conservant un pied dans le tiers-monde, dispose de secteurs très avancés, et se trouve donc tributaire d'indispensables transferts de technologie. A moyen terme, Pretoria risque de ne plus avoir accès aux ordinateurs les plus perfectionnés.

Enfin, on constate aujourd'hui qu'en l'espace de cinq ans les investissements américains en République sud-africaine ont baissé des deux tiers, et que ce mouvement se poursuit. Même si l'Europe occidentale n'embotte pas le pas aux Etats-Unis dans ce domaine, l'isolement industriel de l'Afrique du Sud s'accroît, et

rien ne laisse prévoir un renversement de cette tendance.

J.-C. P.

(Lire nos informations page 6.)

Le statut des immigrés



(Lire nos informations page 10)

Un rapport à M. Monory

La semaine scolaire devrait être allégée

Le docteur Pierre Magnin, ancien recteur, a remis, ce mercredi 22 octobre, à M. Monory, ministre de l'éducation nationale, un rapport sur « l'organisation des rythmes scolaires ». Ce document, qui doit servir de base à la réforme des lycées, propose l'allongement de l'année scolaire, compensé par une diminution sensible de l'horaire de travail hebdomadaire des élèves.

La plus remarquable avec la question des rythmes scolaires est... le rythme régulier des débats qu'elle suscite. Ce serpent de mer a déjà alimenté des dizaines de

rapports et de colloques, agité tous les ministres de l'éducation nationale pour des résultats somme toute modestes. Seule la critique de l'organisation de l'année scolaire a toujours fait l'unanimité.

Avec cent cinquante-huit jours par an de cours, les élèves français détiennent en effet le record absolu de la durée des vacances, alors que les programmes qu'ils doivent assimiler sont parmi les plus lourds et les plus encyclopédiques du monde.

Cette contradiction se traduit par de longues et pénibles journées et se paie en fatigue, manque de sommeil et d'attention. Les velléités de réformes n'ont pas manqué, qu'il s'agisse d'aménager les rythmes scolaires annuels en écourtant les vacances d'été pour allonger les congés intermédiaires ou d'adapter le rythme quotidien aux capacités de concentration et au besoin d'activité physique et culturelle des élèves.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 15.)

L'affaire d'Antigua

Comment une garantie officielle a été obtenue pour la réfection de l'aéroport de cette petite île caraïbe.

PAGE 14

Accord à l'OPEP

Les producteurs de pétrole ont trouvé un compromis fragile et provisoire.

PAGE 28

Le 30^e anniversaire de l'« octobre polonais »

Epitaphe optimiste pour une révolution ratée...

PAGE 3

Les choix stratégiques en URSS

Les militaires soviétiques sont-ils tous d'accord entre eux ?

PAGE 5

Prisons privées

M. Chandon est pressé.

PAGE 10

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- John Boorman tourne « Hope and Glory ».
- Photographies de mode à Beaubourg et au palais Galliera.
- Rétrospectives Raoul Hausmann en Limousin et Estève au Grand Palais.

Pages 17 à 19

Le sommaire complet se trouve page 32

Les élections du 4 novembre aux Etats-Unis

Floride : quand la vertu courtise le vice

Les électeurs américains sont appelés, le 4 novembre, à désigner la totalité des membres de la Chambre des représentants, le tiers des membres du Sénat et trente-six gouverneurs sur cinquante.

La campagne a été marquée par des affrontements locaux que nous illustrons dans une série de reportages, en commençant aujourd'hui par la Floride.

MIAMI de notre envoyé spécial

Comment peut-on être mormon et sénateur de cette langue de terre à la nonchalance exotique qui s'appelle la Floride ? Cette gageure, M^{me} Paula Hawkins, convictions réaganiennes en bandoulière, l'assume avec une totale satisfaction, comme s'il s'agissait, après tout, d'un hommage normal du vice à la vertu. Séduite, voilà un quart de siècle, par l'appel du Sud, elle n'a nulle envie aujourd'hui de retourner sur les

bords du lac Salé, dans ce lointain Utah où ses aînés frères en religion ont établi leur royaume.

La Floride est accueillante — il y arrive mille nouveaux immigrants par jour — et le sénateur Hawkins y est devenue, elle n'a pas peur des mots, « irremplaçable ». Mieux : « unique et irremplaçable », répète-t-elle, tel un leitmotiv, les spots publicitaires qui, de Jacksonville à Tampa et d'Orlando à Miami, ponctuent sa campagne publicitaire sur les multiples stations de télévision du « Sunshine state ». Ce n'est tout de même pas parce que la

pugnace Paula est entrée par surprise, en 1980, dans le club fermé, quelque peu aristocratique et très masculin des sénateurs américains — portée par la vague réaganienne qui déferlait alors sur l'Amérique — qu'elle va céder son siège sans combattre. Cette victoire lui avait valu, en 1981, le titre symbolique de « femme républicaine de l'année ». Un honneur qu'elle n'avait pas refusé malgré son peu de goût pour les causes féministes.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 6.)

Action humanitaire et politique

Il n'y a pas de bons et de mauvais morts

par BERNARD KOUCHNER Fondateur de Médecins sans frontières et de Médecins du monde

Grandes manœuvres sur l'humanitaire sous l'effet d'une rentrée littéraire et d'intérêts particuliers. Ces activités charitables qui faisaient naguère sourire les politiques et les révolutionnaires deviennent le dernier refuge des égarés. On se rue sur le succès ou on s'acharne contre lui. Rastignac, aujourd'hui, émerge à la Croix-Rouge.

Nous sommes quelques-uns à nous en réjouir avant de nous en méfier et à déplorer que les thèses en présence et les colloques en préparation réduisent trop singulièrement le propos. Des invectives excessives publiées par une presse complaisante tiennent trop souvent lieu d'arguments. L'amal-

game et la caricature seront mal ressentis par un public français ombrageux qui, par nature, se méfie des solidarités exotiques. Puisque les humanitaires se disputent, ne leur donnons plus les moyens d'agir chez les sous-développés ! Une nécessaire réflexion se transforme en joute éditoriale. Ce n'est pas ce que souhaitaient Glucksmann, Wolton et Ruffin, qui ont ouvert les vannes dans leurs récents ouvrages et se trouvent emportés par le torrent.

Aide-t-on la sanglante dictature éthiopienne en empêchant de mourir les Ethiopiens ? A-t-on rendu service à la cause des droits de l'homme en ameutant les opinions mondiales et en les incitant à secourir les affamés sans dénoncer les déplacements forcés de populations, à l'instar de Bob Geldof qui frôla le prix Nobel et pro-

cure, aujourd'hui, de l'urticaire aux nobélisables des bords de Seine ? Notons que la majorité des organisations internationales de secours, comme l'UNICEF ou Care, firent de même, qu'elles poursuivent leurs efforts et que Bob Geldof n'a rien d'un suppôt des dictatures, même s'il fit preuve de plus de brio dans l'action que dans la réflexion.

En effet, ces activités de samaritains muets et soumis servent-elles les oppressions du marxisme africain, sous l'inattaquable prétexte de panser des corps meurtris ? Médecins sans frontières, qui fit, à grand tapage, le marketing de son entrée en Ethiopie, eut-elle raison de dénoncer les exactions du régime d'Addis-Abeba et de faire alors le marketing de sa sortie ?

(Lire la suite page 2.)

Débats

Silence, on réfléchit ?

Le cas de l'Ethiopie risque d'être l'arbre qui cache la forêt, mais il sert de révélateur

par LAURENT ZECCHINI

AIDE HUMANITAIRE ET POLITIQUE

« L'aide humanitaire conforte les dictatures ! » « Non, aider les autres à ne pas succomber, c'est permettre à la démocratie de passer à l'attaque. Il est impératif de rester présent. » La querelle s'est ouverte à propos de l'Ethiopie et de la publication de deux livres : *Silence, on tue*, de Thierry Wolton et André Glucksmann, et *Le Piège*, de Jean-Christophe Rufin. Bernard Kouchner et Laurent Zecchini s'efforcent de centrer le débat, qui aurait, hélas ! tendance à « tourner », comme la mayonnaise, du côté de l'intelligentsia parisienne.

« QUI ne dit mot consent », « La pitié dangereuse », « Charité business », « Silence, on tue », « Le piège »... Quoi encore ? Par ouvrages, colloques, tribunes libres, débats, bien sûr, pétitions, interposés, le débat sur l'aide humanitaire devient franco-français, comme toujours. Depuis le départ fracassant d'Ethiopie de l'organisation Médecins sans frontières (MSF) qui — dans des conditions dont on peut discuter — a eu le mérite de

rendre publique, en la dénonçant, l'utilisation à des fins politiques de l'aide internationale reçue par le gouvernement d'Addis-Abeba, les prises de position plus ou moins définitives, voire les invectives, se multiplient pour la bonne cause, celle des populations qui souffrent de la famine.

Les organisations humanitaires, celles qui sont sur le terrain ou celles qui ont renoncé à y être, se

livrent à un exercice d'introspection, et les intellectuels de tous bords semblent se précipiter avec délectation sur — enfin — une nouvelle « grande querelle ». Le débat, à première vue, paraît circonscrit aux bords de la Seine.

En réalité, il est d'une tout autre ampleur. Le cas de l'Ethiopie risque d'être comme l'arbre qui cache la forêt, mais, à tout prendre, il sert de révélateur. Faut-il cesser de faire appel à la générosité et à la solidarité internationale, au motif que le régime du président Mengistu utilise l'argent et les vivres collectés pour accélérer la concrétisation de son projet politique né d'une réflexion « marxiste-léniniste » nébuleuse et visant à créer l'« Homme nouveau » éthiopien ?

Faut-il cesser d'acheminer des secours, dans la mesure où on sait qu'on ne sait pas à qui ils sont destinés ? Mais, objectera-t-on dans le cas de l'Ethiopie, on n'ignore pas que les détonnements sont nombreux et que le gouvernement éthiopien a donné un caractère massif aux opérations de transfert de populations et de « villagisation » parce que la bonne conscience internationale lui a donné les moyens logistiques qu'il n'avait pas jusqu'alors. Avant le déclenchement de la formidable mobilisation médiatique consistant à montrer, dans les journaux et sur les écrans de télévision du monde entier, les images terribles d'enfants aux yeux vides et aux corps desséchés. Si cela est acquis, que faut-il faire ? Arrêter tout, rétroceder, demander des comptes, exiger des « enquêtes internationales », des contrôles ? Et pendant ce temps « on » — les — laisse mourir ?

Un débat fécond si...

Le débat actuel sera sans doute fécond s'il permet une prise de conscience de tous ceux — dispensateurs de l'aide ou bailleurs de fonds — qui agissent pour lutter contre la famine. Mais ce débat est d'ores et déjà faussé. Si MSF a tiré le signal d'alarme, si d'autres — Médecins du monde, AICF (Action internationale contre la faim) notamment — sont prêts à se remettre en cause, à chercher des solutions, voire une attitude commune, combien d'ONG (organisations non gou-

vernementales) sont présentes sur le terrain et continuent à assister, témoins ou complices, au « scandale de l'aide humanitaire ». Surtout, que font pour contraindre la distribution de l'aide les plus grands donateurs, c'est-à-dire les gouvernements ?

La réponse est, hélas, évidente : rien. On chercherait en vain, par exemple, une déclaration officielle du gouvernement français ou, plus grave, de la Communauté économique européenne, qui est le plus grand pourvoyeur d'aide à l'Ethiopie, sur la question du détournement de l'aide humanitaire. A Addis-Abeba, il y a plusieurs centaines de fonctionnaires internationaux, de diplomates, d'« experts » qui ferment les yeux, pour ne pas « s'engager dans les affaires intérieures » d'un Etat.

André Glucksmann et Thierry Wolton viennent de faire paraître un ouvrage sur le problème de l'aide humanitaire, ainsi que Jean-Christophe Rufin (1). Des livres qui apportent des éléments de réflexion. Le 29 octobre, un colloque réunit à Paris beaucoup de « spécialistes » de cette question (2). Si cet échange de vues ne tombe pas dans le piège de l'investitive, si, comme le souhaite l'AICF, il est suivi par une manifestation internationale réunissant les représentants des gouvernements et tous ceux des ONG, d'où sortirait la décision de créer une autorité unique chargée de coordonner l'aide humanitaire et d'en vérifier la destination, alors la réflexion sera utile. Mais tant que rien de concret n'est décidé, ne vaudrait-il pas mieux mettre une sourdine aux polémiques ? Car celles-ci sont aussi un piège : il y a, en Ethiopie, au Sahel, ailleurs, des milliers de volontaires qui, sur le terrain, sauvent des vies humaines et qui ne sont pas forcément, loin de là, des « collaborateurs » des pouvoirs en place, et que l'on risque de décourager. Et puis, il y a tous les anonymes, pour qui « charité » n'est pas encore un vain mot, et que l'on commence peu à peu à dégoûter de « faire quelque chose ». Il ne faudrait pas que la solidarité internationale se retourne contre les victimes de la famine.

(1) *Silence, on tue*, par André Glucksmann et Thierry Wolton. Editions Grasset, 285 pages, 79 F. *Le Piège*, par Jean-Christophe Rufin. Editions Jean-Claude Lattès, 335 pages, 89 F.

(2) Organisé par le Comité de vigilance sur les droits de l'homme en Ethiopie, il réunira (Maison de la chimie) des représentants de plusieurs organisations humanitaires, des écrivains, ainsi que MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, et Laurent Fabius, ancien premier ministre.

Il n'y a pas de bons et de mauvais morts

(Suite de la première page.)

La question vaut d'être posée, mais pas seulement dans la corne de l'Afrique, ce serait trop facile et nettement partisan. A critiquer l'Ethiopie sans évoquer le Soudan voisin, l'Afrique du Sud, le Chili, les « boot-peoples », le Nicaragua et les autres, on risque de retomber dans ce travers typiquement français des affrontements truqués de la gauche et de la droite sur le dos des autres.

Qui et comment peut-on aider dans ce tiers-monde qui nous cernent et semble parfois nous menacer ? Nous sommes quelques-uns qui, ayant inventé dans les années 60 cette spécialité bien française de l'aide d'urgence privée, affirmons qu'il convient de joindre la parole au geste, qu'il faut aider tous les hommes et en parler tout le temps. Oui, comme l'affirme le titre de l'excellent livre de Thierry Wolton et André Glucksmann : le silence tue. Il assassine aussi, en ce moment, au Kurdistan, au Salvador, au Cambodge, au Liban, en Afghanistan, ailleurs, partout. Cette génération d'après les luttes anticoloniales ne l'a appris que depuis le Biafra : il n'y a pas de bons et de mauvais morts. Un enfant qui s'affaisse n'est pas situé idéologiquement, même s'il est éthiopien.

En ces temps d'otages et d'assassinats, n'est-il pas trop tard pour parler Ethiopie et aide humanitaire ? Le fracas des bombes dans les rues de Paris n'ouvre-t-il pas un requiem pour les droits de l'homme, cette tentative inachevée de langage universel ? Là-dessus, et bien que la réponse demeure entièrement et nécessairement individuelle, les médecins et les secouristes ont tranché. Nous les aidons jusqu'à ce qu'on ne veuille plus de nous, car nous secourons des hommes, un par un, de la main à la main, et jamais des Etats ou des idéologies. Nous ne sommes ni un parti politique ni la légion étrangère : jusqu'à être chassés par des dictatures, nous nous tiendrons aux côtés des peuples qui font appel à nous. C'est la règle de la tyrannie minimum : nous l'appliquons sans illusions. Et nous pouvons le faire parce que les organisations de secours viennent des seuls pays démocratiques.

Le départ est échec

Aider les autres à ne pas succomber, c'est permettre à la démocratie de passer à l'attaque. Pour cela, il est impératif de rester présent, coûte que coûte. Dans l'aide humanitaire, le départ est échec. Pour éviter ce fiasco, les agences de secours doivent, ensemble, faire pression sur les autorités du pays hôte. Vous n'aurez votre argent et vos efforts que si nous en contrôlons l'usage ! Le chantage doit être exercé à titre préventif, sinon on risque d'abandonner à leurs oppresseurs, et en situation pire, les populations que l'on est venu protéger. Mais les organisations sont trop concurrentes pour pouvoir s'entendre sur ce point. Que ce soit les hypocrites : nous n'intervenons presque jamais dans des pays démocratiques mais dans des pays pauvres et dictatoriaux. C'est une règle triste, inacceptable et réversible. A nous de changer les choses.

J.-C. Rufin, dans un livre érudite, a raison de souligner que les activités de secours se déploient sur le terrain politique à chaque fois et que celle soit la nature des régimes en cause. Si elles sont une part essentielle du politique, elles ne se réduisent pourtant pas à cela. Parler aux hommes, affronter la réalité du monde, sauver parfois un blessé, aimer ou détester ceux qu'on rencontre, rire en plusieurs langues ne peut pas se résumer seulement à un acte politique. C'est une espérance sans cesse ravivée, un équilibre toujours instable et une des rares aventures individuelles de notre époque. Malheureusement, cela devient un métier.

Les confrontations qui s'annoncent se renforcent de la sortie des deux ouvrages déjà cités. Le premier, *Le Piège*, a été écrit par un praticien, J.-C. Rufin, et le second, *Silence, on tue*, par deux intellectuels, Thierry Wolton, journaliste au Point, et le philosophe André Glucksmann. Ces différences d'expérience se sentent à la lecture. Affirmer que l'aide humanitaire conforte les dictatures est plus facile que de se séparer du regard d'un enfant ou d'une famille innocente à qui on aura accordé ses soins. Ethiopie ou Afrique du Sud, après vingt ans d'aide humanitaire, on sait seulement que les souffrances sont semblables et qu'elles ressemblent à l'oppression.

Nos intellectuels auront-ils le cœur de raisonner également sur

le récent tremblement de terre au Salvador et à l'habituelle concurrence des charités à laquelle il donna lieu ? Nous y étions. Nous avons sauvé des corps ensevelis. Ils me rappellent ceux que j'avais tirés des décombres du stade de Managua dans le Nicaragua voisin et ennemi. Et dans les deux cas nos médecins avaient témoigné.

Je me souviens, en 1968, d'un J.-P. Sartre plus paternel que compréhensif qui accepta de soutenir notre Comité international contre le génocide au Biafra, unique représentant des intellectuels en renom à donner sa caution aux indignations d'une poignée de médecins sentimentaux, considérés comme des secouristes attardés par les politiciens. Déjà, dix-huit ans avant l'Ethiopie, nous avions rompu le silence imposé par le Comité international de la Croix-Rouge. Paris avec ces organismes, nous avions signé un document qui nous enjoignait de ne jamais révéler ce dont nous serions témoins. Enfants d'un silence qui, quatre ans durant, gela une Europe et une Croix-Rouge sourde et aveugle au génocide des juifs et des tziganes, nous fûmes volontairement et joyeusement méprisables. Aider ou, au contraire, donner à manger partout, mais sans prendre nos patients en otage de notre silence. C'est ainsi que nous avons créé Médecins sans frontières (MSF). On nous fit, dès lors, confiance pour aller soigner là où il y avait des malades, là aussi où les hommes mouraient d'agression faute de regard et de parole.

Aujourd'hui, grâce à cette action, le monde humanitaire est heureusement partagé entre ceux qui se taisent, présents dans tous les cas, et ceux qui dénoncent les oppresseurs et, parfois, subissent les conséquences de leur sacrilège. Ces deux modes d'actions s'avèrent complémentaires et coexistent harmonieusement.

A chacun de juger

En 1979, autour des fondateurs de MSF, la poignée de main des deux intellectuels les plus célèbres, Sartre et Aron, devant Signoret, Montand, Glucksmann, Halter et Foucault, scella la réconciliation de la pensée et de l'action. Ils lancèrent ensemble le Bateau pour le Vietnam. Les praticiens de l'action humanitaire sortaient du purgatoire. Médecins, journalistes et intellectuels devenaient les ferments d'une nouvelle opinion publique mondiale. La mode était lancée. Tout le monde voulait être un humanitaire. Tous les intellectuels et les politiciens tentèrent de créer leurs organisations de secours. Il fallut à ce moment secourir certains apparatchiks de l'aide qui refusaient à la fois de travailler aux côtés des intellectuels et de témoigner. Nous créâmes alors Médecins du monde contre Médecins sans frontières. Ces professionnels de l'aide n'avaient pas encore compris que le monde avait changé. Le simple citoyen est informé, aucune catastrophe n'est plus occultée. Ce qu'on peut et veut maintenant intervenir sur le malheur grâce aux organisations de volontaires.

Dernière étape : les politiques veulent aujourd'hui récupérer le mouvement. Chaque parti comporte une sous-section humanitaire. A ce jeu la droite se montre actuellement plus efficace que la gauche. Dans le même temps certains humanitaires veulent jouer les politiques. On s'y perd.

B
P&F

Depuis 1751
BOUCHARD PÈRE & FILS

250 ans de grands vins

« Domaines du Château de Beaulieu »
92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus

Clos de Beaulieu Villages
Beaulieu Clos de la Mouze
(seuls Propriétaires)
Beaulieu Tournais
Beaulieu Maronniers
Beaulieu Grives
« Vignes de l'Église Jean »
Volney Régnier
« Clos de la Rouquette »
(seuls Propriétaires)
Volney Chénais
Volney Talpieds
(seuls Propriétaires)
Volney Caillottes
« Ancien Clos Carrot »
Pommard 1^{er} cru
Le Corton
Chambolle-Musigny
Chambertin
Beaulieu Clos Saint-Louis
Meursault Genevrières
Corton Charlemagne
Chambolle-Musigny
Montrachet

Département LM sur demande à M. Bouchard Père & Fils au Château B.P. 70 2100 Beaulieu Tél. 81.22.14.41 Tél. Beaulieu 130200 Distributeurs exclusifs de « La Rouquette » et du Clos de Beaulieu : « Aux Régions » de la Société Civile de Châteaux de Vaux-Renard

BOUCHARD PÈRE & FILS
Rue de Valenciennes
N° 2, Allée N. Stand 25 (2025)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 650572
Télégrammes : (1) 45-23-86-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonnier (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principales sociétés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonnier-Héry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Varner

Correspondant en chef :
Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

2 - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser, en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

* Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres et capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-16 - Types LEMOND

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-42 et 45-55-91-71
Tél. MONDOPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 795-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedupex, 45-45 30th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedupex, L.I.C., 45-45 30th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

COURRIER DES LECTEURS

Les négriers renvoient la marchandise

Nous les avons arrachés, par millions, à leur terre pour les transformer en monnaie d'échange contre des bois précieux et des pierres précieuses. Ils sont devenus sous-hommes, esclaves, traités moins bien que des bêtes. Ils sont venus mourir dans nos tranchées pour défendre notre patrie, et leur corps ont enrichi la glèbe française.

Les machines avaient besoin de manœuvres. Nous les avons fait venir. Dans nos villes, ils vident les poubelles et creusent nos trottoirs. Aujourd'hui, la marchandise est inutile, devenue « obsoleète ».

Nous les rembarquons... comme ils sont venus, sans contrôle de la justice, certains menottes aux poignets, fers aux pieds, matraques à réceptionner dans la pauvreté du sous-développement et du désespoir.

Mais c'est légal ! J'ai bien dit détournement de la loi qui oblige qu'il s'agit d'être humains. Cela permettrait de gagner quelques voix aux prochaines élections... organisé par la République des négriers.

GUY AURENCHÉ,
avocat à la Cour,
membre du Mouvement international
des juristes catholiques
et de la commission française
Justice et Paix.

مكتبة الجدل

Le trentième anniversaire de l'« octobre polonais »

Epitaphe optimiste pour une révolution ratée

En octobre 1956, la Pologne était, comme la Hongrie, en état d'effervescence, mais l'intervention des troupes soviétiques put être, d'extrême justesse, évitée. Le philosophe Leszek Kolakowski, spécialiste du marxisme et de l'histoire de l'Europe, aujourd'hui professeur à Oxford après avoir été privé de sa chaire à Varsovie en 1968, présente ici son point de vue sur l'« octobre polonais », et la façon qu'il en tire.

Comédie des erreurs ? Explosion de folles illusions ou renouveau du « socialisme réel » ? Révolution avortée ? Chacune de ces interprétations de l'octobre polonais 1956 est plausible dans une certaine mesure, mais aucune sans des restrictions sérieuses.

D'abord, la critique publique et non officielle du socialisme stalinien s'était développée en Pologne depuis la fin de 1954 au moins. Limitée au début à des domaines en apparence innocents — l'art, la littérature, la philosophie, l'éducation, — elle s'élevait rapidement, renforcée considérablement par le rapport secret de Khrouchchev en février 1956 (la Pologne fut le seul pays communiste où ce rapport ait été imprimé à l'usage des militants du parti), cette critique engloba bientôt tous les dogmes inflexibles du communisme. Les érudits et le massacre des ouvriers à Poznan en juin de la même année lui ont donné un caractère dramatique.

Il y avait, dans ces attaques, deux niveaux — populaire et intellectuel, — et le décalage entre les deux fut visible dès le début. Les moyens officiels d'information et de communication étaient naturellement dominés par les gens du parti, qui, dans une large mesure, ont perdu la foi dans le communisme et se sont révoltés contre leur propre passé, contre leurs chefs, contre le socialisme polonais. Ils employaient pour la plupart un langage socialiste et demi-marxiste; pendant longtemps ils se sont attaqués aux mensonges, à

l'oppression, à l'exploitation, au nom du « vrai » socialisme, de l'immense révolutionnaire, des rêves ouvriers d'autan. Ils étaient fortement antisoviétiques, mais ils évitaient la phraseologie nationaliste, et ils s'intéressaient peu aux problèmes de la vie religieuse du pays.

La conscience populaire était, elle, fortement nationaliste, fortement colorée par les sentiments religieux outragés, antisoviétiques mais aussi antirusse, plus ou moins indifférents aux questions du renouveau des idées socialistes.

La critique des intellectuels catholiques était moins antisoviétique que du fait de considérations « géopolitiques ». Ils voulaient agir selon les règles de la politique réelle qu'ignoraient les gens toujours attachés, plus ou moins consciemment, à l'idée socialiste. La communication entre ces milieux catholiques et l'appareil du pouvoir était donc plus facile qu'entre ces derniers et les critiques « révisionnistes » du communisme.

Un homme providentiel

Je me souviens à ce propos de deux conversations; quelques jours avant « les événements » d'octobre, j'étais à Paris où nous visitâmes, avec un ami, l'Orangerie. Par coïncidence, un membre du comité central du parti polonais apparut au même endroit. Dès qu'il nous vit, il se précipita comme un tigre. « Ah! c'est vous, se mit-il à crier, vous les démocrates, qui avez mené le pays à la ruine! Dans deux jours, les chars soviétiques seront à Varsovie! Et c'est vous qui en serez responsables! » On s'imagina la « discussion » qui suivit. Autre conversation: quelque temps après octobre, je rencontrai dans la rue un député catholique. En m'apercevant, il s'écria: « Mais qu'est-ce que vous faites avec vos attaques insensées! Vous êtes comme un ignorant qui on a lâché entrer dans une usine et qui appuie à tout hasard sur les boutons

du tableau de bord, sans penser qu'il peut faire sauter tout le bâtiment! Ce n'est pas assez que soixante-dix généraux soviétiques aient quitté la Pologne? » Je répondis à peu près ceci: « Non, ce n'est pas assez, parce qu'ils reviendront bientôt, grâce à votre politique d'apaisement. »

La critique interne (ou révisionniste) du régime était au début pleine de préjugés idéologiques et d'illusions sur la réformabilité du communisme; elle fut l'œuvre d'une minorité idéologiquement liée à la tradition socialiste; mais le décalage entre cette critique et l'atmosphère populaire n'était tout de même pas aussi grand qu'en Hongrie, où le révisionnisme était beaucoup plus enraciné dans les schémas doctrinaux du tableau de bord, sans penser qu'il peut faire sauter tout le bâtiment!

Khrouchtchev débarque à Varsovie pour remettre la Pologne au pas, mais il recule devant la fermeté de Gomulka. C'est l'euphorie. On comprendra plus tard qu'octobre 1956 ne marquait pas le début d'un socialisme renouvelé, mais plutôt la fin d'espoirs naïfs...

providentielle au milieu de la décomposition générale. Empri-sonné sous l'accusation de « déviation nationaliste », Gomulka avait acquis une réputation de patriote et de libéral. Au cours des deux ou trois mois précédant octobre, n'importe qui d'un peu clairvoyant pouvait constater que le pouvoir lui tombait dans les mains sans qu'il ait à bouger le petit doigt ou dire quoi que ce soit (ce qu'il n'avait pas encore le droit de faire, d'ailleurs).

L'appareil du pouvoir, y compris le parti, la presse, l'armée, une partie de la police secrète, s'était trouvé dans un désarroi et une incertitude croissants dans les mois précédant octobre. La liberté de la parole et de la presse s'était élargie considéra-

blement, les conseils ouvriers avaient commencé à se constituer; les étudiants et les intellectuels défiaient le système sous des formes insolites, selon les critères socialistes; la voix de l'Eglise était devenue publique; la haine des Soviétiques apparaissait partout; les coopératives agricoles se dissolvaient sans résistance; les prisonniers politiques quittaient les prisons; les secrets des caves de la sécurité étaient dévoilés grâce aux révélations du colonel Swiatlo — un des grands dignitaires de la police secrète et gardien des dossiers les plus cachés, — qui s'était enfui à l'Ouest; les vieux communistes libérés des camps de concentration soviétiques et les torturés communistes parlaient; l'appareil ne savait plus à quel s'en tenir, personne ne connaissait l'idéologie « correcte » ni qui avait raison.

Dégringolade

Malgré tout, un retour au stalinisme au sens strict n'était plus possible. La peur universelle ne régnait plus; un terme fut mis aux persécutions contre les soldats qui avaient lutté contre les Allemands pendant la guerre dans les formations clandestines non communistes. Le parti abandonna la collectivisation forcée de l'agriculture. En même temps, on assista à l'écroulement de l'idéologie communiste. De moins en moins de croyants, de plus en plus d'arrivistes cyniques: une dégringolade inévitable, quoi que Gomulka ait pu s'imaginer. Il devint clair que le communisme, après une agonie prolongée, avait expiré et qu'aucun effort ne pourrait le ressusciter. Ce qui resta, c'était ou bien l'attachement pur et simple aux privilèges ou bien un attachement justifié par la « raison d'Etat ». Une classe privilégiée s'était formée, qui n'était plus vulnérable aux chocs idéologiques; le révisionnisme était usé puisqu'il n'y avait plus rien à réviser; la doctrine devint un décor que personne ne pouvait plus prendre au sérieux.

« Octobre » fut-il donc une défaite déguisée en victoire? C'est la façon dont beaucoup de gens l'ont vu peu de temps après. Ce n'est pourtant que la moitié de la vérité. Une partie de la victoire fut cachée dans la défaite. Octobre, après tout, c'était une brèche dans le monolithisme stalinien. La loi était claire: le communisme n'a aucune ressource interne pour se reformer; il n'est pourtant pas interchangeable, mais, s'il peut changer, c'est seulement sous la pression sociale. Toutes les concessions possibles doivent être arrachées, mais parfois elles peuvent l'être. Au lieu de compter sur les « bons chefs », sur les « factions libérales », ou les « tendances progressistes » de l'appareil, il faut créer des faits accomplis: il faut que les gens s'organisent indépendamment du système et contre lui, malgré les répressions, les menaces, les fusils et les prisons.

Le trompement des Russes

L'histoire de la Pologne entre octobre 1956 et la naissance de Solidarité, en été 1980, a été jalonnée par des explosions sociales répétées. Malgré les défaites, cette histoire a prouvé qu'il est possible de se révolter contre le despotisme communiste. La dictature militaire imposée à la Pologne en décembre 1981 était elle-même, quoique techniquement bien faite, une preuve éclatante de la faillite du stalinisme. Elle a démontré aux yeux du monde ce que les gens savaient déjà: ce système n'est que violence nue.

Enfin Gomulka vint...

Enfin Gomulka vint. Abstraction faite de quelques stalinistes incurables et d'agents soviétiques, sa venue fut saluée avec soulagement par tous les événements sans précédent dans l'histoire du communisme. C'était, en somme, la meilleure solution possible.

Le « grand événement » d'octobre, ce furent l'élection de Gomulka au poste de premier secrétaire sans investiture de Moscou, l'arrivée sans annonce du bureau politique soviétique à Varsovie, dans l'espoir d'étranger l'hérésie, le commencement de la libération, la retraite des Soviétiques enfin.

Octobre n'était pas le début d'un socialisme renouvelé, mais le début de la fin des espérances naïves qui l'avaient précédé. Tout ce que la Pologne avait acquis dans le domaine des libertés avait été acquis avant octobre, grâce à la pression sociale et à l'effacement de l'appareil communiste. Octobre marqua le début de la reconquête par cet appareil des positions perdues, et Gomulka fut le chef de cette opération. Pas à pas, l'ordre communiste se rétablissait: les conseils ouvriers furent réduits à néant; l'Eglise victime des chicaneries nouvelles; le sentiment général d'avoir été déçu. Déçu par qui? Non pas par Gomulka. Il n'était qu'un communiste de routine, un esprit étroit et primitif, un chef dont

à la loi du système dans lequel les dirigeants finissent par croire à leurs propres mensonges.

Peu de jours après octobre, les dirigeants du parti décidèrent de voter avec l'Union soviétique, un lien de s'abandonner, dans le débat du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'invasion soviétique en Hongrie, ainsi approuveraient-ils le carnage dont ils avaient eux-mêmes failli tomber victimes auparavant. Les Soviétiques avaient en raison: il ne fallait pas craindre que le nouveau héros du peuple puisse violer les règles de l'internationalisme soviétique. La légende a duré encore quelque temps, bien sûr. Avant le premier voyage de Gomulka à Moscou l'inquiétude régnait partout: reviendra-t-il vivant? (Les chefs communistes, on le savait, adoraient mourir à Moscou, victimes de maladies vaguement définies.) Il est revenu en bonne santé pour régner quatorze ans et quitter la scène, détesté, au soulagement général. On voit le contraste avec le destin de Kadar, qui, en 1956, a débüté en tant qu'agent des occupants soviétiques.

Pologne, Hongrie, en 1956, c'était sans l'élection en Europe de l'Ouest des espoirs de résurrection d'une gauche nouvelle, indépendante du stalinisme mais non pas social-démocrate; beaucoup de gens attendaient la naissance d'une idée socialiste purifiée des hureurs du stalinisme, la base d'une solidarité internationale de gauche. Le rêve commença à s'écrouler presque dès le début, hélas! On voit encore, ici ou là, quelques adolescents aux cheveux gris qui vivent avec trente années de retard et qui continuent à attendre le bébé miraculeux qui refuse de sortir du sein de ce socialisme prémoderne rajouté. Pauvres âmes, incapables de se dire simplement: « Autrefois cette femme fut belle, et je fus autrefois plus sot que je ne suis » (Malherbe).

LESZEK KOLAKOWSKI

Projet de « dépenalisation » de certains délits politiques

Varsovie (AP). — Le gouvernement polonais a annoncé, mardi 21 octobre, qu'il envisageait de réduire les peines concernant les délits politiques, tels que l'impresion clandestine de documents et la participation à des organisations illégales. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a expliqué que le gouvernement avait déposé un projet de loi devant le Parlement proposant la « dépenalisation » de « certaines infractions (...) contre l'ordre public ». Certains délits politiques ne seraient ainsi plus punissables des grands tribunaux mais de petites cours locales. Les peines maximales de prison n'exceedraient pas alors trois mois.

Sont concernés par cette réforme du code pénal, la participation à des manifestations interdites, les activités d'édition illégales, l'appartenance à des organisations non autorisées, « à condition que ces actions n'entraînent pas des conséquences graves pour la société », a précisé M. Jerzy Urban. Actuellement, de telles activités sont passibles de peines de trois à cinq ans de prison.

Dans les milieux de l'opposition polonaise, on estime qu'en procédant ainsi le gouvernement espère éviter les grands procès politiques qui attireraient l'attention du monde entier sur la Pologne.

A TRAVERS LE MONDE

RFA

Libération du syndicaliste incarcéré

Bonn. — Le syndicaliste Alfons Lappes, cinquante-sept ans, dont l'arrestation a provoqué un scandale sans précédent en RFA (le Monde du 21 octobre), a été libéré mardi 21 octobre après deux jours de prison sur décision du tribunal de grande instance de Bonn.

Les juges ont cassé la décision du tribunal administratif de Bonn, qui avait ordonné dimanche l'incarcération de M. Lappes à la demande de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur la récente vente de Neue Heimat, l'empire immobilier de la confédération des syndicats DGB. La commission avait obtenu du tribunal administratif une astreinte par corps pour forcer M. Lappes à déposer devant les parlementaires, le syndicaliste, qui est président de la holding BGAG, qui contrôle toutes les entreprises du DGB (banque, assurances, etc.), avait été arrêté en plein congrès syndical dimanche à Hambourg. — (AFP.)

Angola

La visite de M. Savimbi à Strasbourg est vivement critiquée

Une délégation de sept ambassadeurs représentant les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), accrédités auprès de la Communauté économique européenne, a remis mardi 21 octobre, au président de l'Assemblée européenne, M. Pierre Pflimlin, une déclaration pour protester contre la venue à Strasbourg de M. Jonas Savimbi. Le chef de file de l'UNITA (opposition armée au régime angolais) était attendu mercredi 22 octobre dans cette ville (le Monde du 17 octobre).

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a, pour sa part, adressé une lettre au chef de l'Etat angolais pour lui indiquer qu'il est « exclu que M. Savimbi soit reçu par la Commission, à quel que niveau que ce soit ».

Le séjour de M. Savimbi à Paris, où il est attendu dans la soirée de

El Salvador

La guérilla annonce la fin de la trêve

San-Salvador. — La guérilla salvadorienne a annoncé, mardi 21 octobre, qu'elle suspendait la trêve qu'elle observait depuis le début du 10 octobre dernier dans le pays, mais elle s'est à nouveau déclarée prête à négocier un cesse-le-feu, avec la médiation de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Rivera y Damas.

Dans un communiqué diffusé par Radio-Venezuela, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a expliqué que la trêve visait à « alléger les tensions, dans les moments dramatiques » qu'a connus alors le pays. Il a déclaré n'avoir pas reçu de réponse rationnelle du gouvernement ni du haut commandement de l'armée. L'armée a mobilisé plus de neuf mille soldats, dans l'intention de « profiter de notre trêve pour avancer et nous prendre par surprise », a affirmé le FMLN, selon lequel plusieurs combats ont eu lieu entre le 11 et le 20 octobre. Ces informations n'ont pas été confirmées de source officielle.

L'offre de trêve de la guérilla avait été rejetée par le président Duarte, selon lequel elle n'était qu'un leurre.

Selon les diverses estimations connues, le tremblement de terre du 10 octobre aurait fait entre mille et quinze cents morts et quelque dix mille blessés. Il y aurait au moins deux cent mille sans-abris. — (AFP.)

Indonésie

Quatre anciens dirigeants communistes auraient été graciés

Djakarta. — Le gouvernement a remis à des diplomates une liste de douze membres du Parti communiste indonésien (PKI) graciés après avoir été condamnés à mort, mais dont huit avaient bénéficié de cette mesure de clémence il y a plusieurs années (leur cas avait été évoqué par la presse), a-t-on appris, le mercredi

Pays-Bas

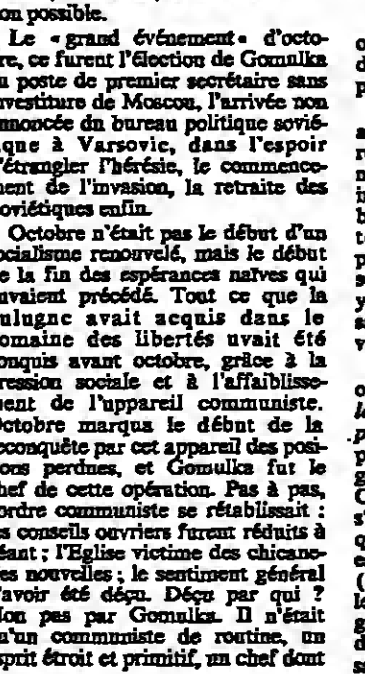
L'écrivain tchèque Václav Havel est prié d'être modéré...

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais tente de dissuader l'écrivain tchécoslovaque Václav Havel de rédiger un discours qui pourrait déplaire au régime de Prague pour le centenaire de la remise du prix Erasmus, le 12 novembre prochain, à Rotterdam. C'est ce que nous a déclaré mardi 20 octobre un porte-parole du Comité de soutien au mouvement Charta 77 aux Pays-Bas. Selon ce porte-parole, Le Haye a informé M. Havel que la reine Béatrix n'assisterait pas à la cérémonie si l'auteur dissident critiquait trop ouvertement dans son discours les dirigeants de son pays.

En tout cas, M. Havel ne se rendra pas à Rotterdam, car il risquerait de trouver fermées, à son retour, les frontières tchèques. Le discours sera probablement prononcé par un collègue tchèque résident en Suède. Un diplomate néerlandais en poste à Prague a prié M. Havel de supprimer des passages, dans l'ébauche de son discours, où il fait l'éloge des activités du mouvement Charta 77, dont il fut l'un des fondateurs. — (Coirap.)

ANTHROPOLOGIE DE L'ESCLAVAGE

LE VENTRE DE FER ET D'ARGENT



A partir d'un matériel abondant et de sa propre connaissance du terrain africain, l'auteur analyse les rapports organiques qui lient non seulement le maître et l'esclave mais aussi les peuples, les bandes pillardes et les royaumes, les classes et les sexes impliqués dans l'édification du système.

Par Claude Meillassoux

Collection "Pratiques Théoriques" dirigée par Etienne Balibar et Dominique Lecourt. 294 pages - 125 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Europe

GRANDE-BRETAGNE

La BBC présente ses excuses à deux députés conservateurs

LONDRES
de notre correspondant

La BBC est de nouveau en proie à un profond malaise à la suite d'une affaire judiciaire qui vient de tourner à la confusion. Mettant fin à un procès en diffamation intenté par deux députés conservateurs, la compagnie a présenté des « excuses sans réserve » aux plaignants et a déclaré que les allégations visant ces derniers dans un dossier télévisé étaient « fausses ». La compagnie d'Etat devra verser à chacun des deux députés vingt mille livres de dommages et intérêts (environ 200 000 francs), et régler la totalité des frais de justice dont le montant est estimé à plus d'un quart de million de livres. Mais la BBC n'est pas quitte pour autant.

L'affaire avait commencé en janvier 1984 avec la diffusion du programme « Panorama » qui est le plus réputé des magazines de la télévision britannique. Cette fois, « Panorama » dénonçait l'« infiltration » croissante au sein du Parti conservateur d'éléments d'extrême droite, sous couvert notamment d'une tendance baptisée Tory Action et qualifiée de fasciste, raciste et antisémite. Les deux députés en cause, M. Neil Hamilton et Gerald Howarth, étaient présentés comme les agents principaux de cette entreprise.

En faisant amende honorable, l'avocat de la BBC a cependant indiqué que « l'erreur » des responsables de « Panorama » avait été commise de bonne foi puisqu'elle était fondée sur le contenu d'un rapport interne établi par le président de l'époque

du Mouvement des jeunes conservateurs.

Pourquoi la direction de la BBC a-t-elle brusquement battu en retraite ? A-t-elle été soumise à des pressions « extérieures » ? Au sein de la maison certains répondent par l'affirmative à cette question tandis que d'autres pensent que la surprenante volte-face de la direction est due au fait que le défendeur aurait soudain réalisé qu'il était en train de perdre le procès. On murmure que de nombreux témoins se sont récusés et que des documents essentiels auraient mystérieusement disparu au dernier moment.

Avec cette nouvelle affaire, la BBC se trouve replongée dans le climat de siège qu'elle avait connu il y a un an quand le ministre l'intérieur d'alors, M. Leon Brittan, avait tenté d'interdire la diffusion d'un reportage sur l'Irlande du Nord dans lequel un sympathisant de l'IRA donnait son point de vue (de même qu'un extrémiste protestant). L'incident avait dégénéré en crise. Depuis, les reproches du Parti conservateur à l'égard de la BBC n'ont jamais cessé.

M^{rs} Thatcher, qui a toujours manifesté beaucoup de méfiance envers la compagnie, souhaite sa restructuration et une orientation plus commerciale, espoir récemment déçu par les prudentes conclusions d'une commission nationale (Le Monde). Le Syndicat des journalistes a fait savoir qu'un mot d'ordre de grève serait soumis aux voix de ses adhérents si la moindre mesure était prise à l'encontre de la rédaction de « Panorama ».

FRANCIS CORNU.

BELGIQUE

Wallonie française !

BRUXELLES
de notre correspondant

« Pour nous, Wallons, Lorrains et Picards, qui de Tournai à Malmedy et de Mouscron à Cornières à Vireux, formons ce qu'on appelle la Wallonie, l'heure est venue d'affirmer notre véritable nationalité : la nationalité française. »

Si le Mouvement wallon pour le retour à la France est né officiellement le 21 octobre à Liège, ce n'est pas la première fois que la Cité ardente donne naissance à un mouvement de ce genre. Le « rattachisme » — aux préférences « irrédentistes » ou « réunificationnistes » — est, en effet, une constante politique wallonne et ressort, comme c'est le cas actuellement, dès que s'écroule le conflit entre les deux communautés. Maurice Lebeu, chauffeur, Michel Degroot, employé, Jean-Claude Matrice, mécanicien automobile, Marie-France Jardon, employée — les fondateurs de ce nouveau mouvement — ont une idole : le général de Gaulle.

Leur but : assurer l'autodétermination de la Wallonie, qui se prononcera alors pour le rattachement à la France. Liée à un avocat de Dijon qui a fondé l'Association pour la disparition pacifique de l'Etat belge, ils ont répondu à tout. Le roi ? « On le laisse aux Flamands. » Bruxelles ? « Aux Bruxellois de décider. » Des histoires belges ? « Les Français ont raison de se moquer de ces Belges-là. »

L'ancien du groupe — il a quatre-vingt-trois ans — raconte de multiples anecdotes, montrant les liens de la Wallonie et de la France. Lui « qui a connu son arrière-grand-mère qui avait vu Napoléon » ne manquera jamais le pèlerinage annuel à Waterloo le premier dimanche de juin, au monument de l'Aigle blessé. A défaut de réalisme, ils ne manquent pas d'humour : « Si la France n'accepte pas votre rattachement ? Alors, répondez-ils, « nous l'annonçons : les Flamands nous ont appris à le faire. »

J.-A. F.

PORTUGAL

Le général Eanes prend la direction du Parti rénovateur démocratique

LISBONNE
de notre correspondant

Le général Ramalho Eanes, ancien président de la République portugaise, a fait officiellement sa rentrée politique : il est, depuis dimanche 19 octobre, le leader du Parti rénovateur démocratique (PRD). Un millier de délégués réunis en congrès à Porto ont voté à l'unanimité pour les listes uniques, pour la présidence du congrès, pour le conseil national et pour le comité directeur, l'organe supérieur du parti.

Tout a été fait pour entourer la cérémonie d'entrée en fonction du général Eanes d'un climat solennel. Les dirigeants élus, une centaine environ, ont pris place à la tribune. Puis on a attendu cinq, dix, quinze interminables minutes. Finalement, le président du congrès, M. Guernero, un vieux combattant antifa-

ciste, s'est levé pour s'exprimer d'une voix grave : « J'appelle le citoyen Eanes à venir nous rejoindre. » Et le général Eanes est entré triomphalement dans la salle du congrès. Des drapeaux rouge et vert du PRD ont été agités dans le défilé alors que des caillots rouges, symbole de la révolution d'avril 1974, tombaient des galeries.

S'adressant aux congressistes, le général Eanes a déclaré : « Il était pour moi beaucoup plus facile, beaucoup plus commode, de garder toute ma liberté d'action personnelle et politique après plus de dix ans d'engagement total dans l'insurrection et dans la consolidation de la démocratie portugaise. J'ai accepté néanmoins cette mission, car j'ai compris en conscience que c'était la façon la plus utile de servir le Portugal, la démocratie et la liberté. »

J. R.

Asie

CHINE : mort du maréchal Ye Jianying

Un des derniers dinosaures de la révolution

PÉKIN
de notre correspondant

Le maréchal Ye Jianying est mort, mercredi 22 octobre, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Après sa disparition, seuls deux des dix maréchaux de la République populaire sont encore en vie : Nie Rongzhen (quatre-vingt-sept ans) et Xu Xiangqian (quatre-vingt-quatre ans). Le maréchal Lin Biao est décédé le 7 octobre dernier (Le Monde du 11 octobre).

Ye avait démissionné il y a trois ans de la présidence de l'Assemblée nationale populaire, où il faisait fonction de chef de l'Etat. Il aura cependant fallu attendre septembre 1985 pour qu'il quitte le comité permanent du Politburo du parti, où il était entré en 1966. Confiné dans sa chambre de malade où le soignait une nombreuse famille qui occupe des fonctions importantes (son fils, M. Ye Xiangping, est gouverneur de la province natale de Canton, et son gendre, M. Zou Jiahua, est ministre de l'Armement), il ne voyait pratiquement plus personne.

Un habile négociateur

Né en 1897 d'une famille Hakka, il entra au PCC en 1927, et participa à l'insurrection de Nanchang, qui marqua la naissance de l'Armée populaire de libération (APL). Formé ensuite en Union soviétique, il revint en Chine en 1932 et participa à la Longue Marche, prenant le pari de Mao Zedong dans la lutte pour prendre le contrôle du PCC. Habile négociateur, il établit le contact avec le maréchal Zhang Xueliang, qui captura Chiang Kai-shek en décembre 1936 lors du fameux incident de Xian. A la libération, en 1949, il se vit confier la responsabilité de la Chine du Sud.

Nommé maréchal en 1955, il joua un rôle très important dans la modernisation de l'APL : vice-président du Conseil national de défense (1954-1966), vice-président de la commission militaire du parti, juste derrière Mao (1967), il passa sans trop d'embarras la période troublée de la révolution culturelle. Proche du Grand Timonier et de Zhou Enlai, il protégea M. Deng Xiaoping des violences des gardes rouges, fatales à d'autres vétérans de la révolution. C'est lui qui reprit

en mains l'APL après la mort de Lin Biao.

Il joua un rôle crucial dans l'arrestation de la « bande des quatre » en 1976, et accéda en 1978 au poste honorifique de numéro 1 de l'Etat. Sa fidélité à Mao le poussa à défendre la mémoire de ce dernier et à soutenir son successeur, M. Hua Guofeng, face aux ardeurs démocratiques de M. Deng. Sa démission, au nom du « renouveau », des équipes dirigeantes, aurait été très difficile à obtenir.

PATRICE DE BEER.

Nations unies

Le Haut Commissariat pour les réfugiés devrait disposer de près de 400 millions de dollars en 1987

GENÈVE
de notre correspondant

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) devrait disposer, pour son activité en 1987, de 399 millions de dollars pour venir en aide à onze millions et demi de réfugiés, dont plus de 80 % ont trouvé asile dans des pays pauvres. Telle est la somme retenue par le comité exécutif du HCR, qui s'est réuni du 6 au 13 octobre.

Le haut commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, a précisé : « Le problème des réfugiés revêt aujourd'hui une dimension internationale (...). Ils sont accueillis de façon exemplaire par certains des pays les moins prospères du monde, qui leur offrent l'hospitalité malgré une table vide. » M. Hocké a ajouté : « Les mouvements massifs de personnes en quête d'asile, provenant des pays en développement vers le monde industrialisé (...), ont créé une situation où les gouvernements, qui ont toujours fait respecter les droits des réfugiés, réagissent aujourd'hui en adoptant des politiques d'ordre protectionniste, déterminées par les impératifs de la dissuasion. »

Il a été prévu que 52 200 000 dollars seront engagés au Pakistan, où sont réfugiés plus de quatre millions d'Afghans ; 46 300 000 au Soudan et 28 700 000 en Somalie, deux pays qui se sont montrés particulièrement hospitaliers envers les Ethiopiens contraints de quitter leur pays ; 22 300 000 en Éthiopie ; 21 600 000 en Thaïlande, où continuent à affluer les Indochinois ; 13 900 000 en Iran, qui compte aussi un grand nombre de réfugiés afghans ; 12 700 000 au Honduras ; 9 900 000 au Mexique ; 7 700 000 au Costa Rica et 6 400 000 aux Philippines.

Il ne s'agit là que du budget ordinaire ; on ne saurait évaluer exactement ce que coûteront des actions d'urgence ou l'exécution de programmes spéciaux. On avance cependant un chiffre global de 500 millions de dollars.

Le HCR, qui vit de contributions volontaires, accuse aujourd'hui un déficit de 60 millions de dollars.

L'an passé, ce chiffre était de 85 millions. Le comité exécutif, par conséquent, fait appel à « l'entière coopération de la communauté internationale et à un esprit de solidarité qui permettrait une répartition équilibrée de la charge incombant aux pays d'accueil ».

ISABELLE VICHNIAC.

La situation au Cambodge

L'Assemblée générale confirme son appui au prince Sihanouk

NEW-YORK
de notre correspondant

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, mardi 21 octobre, une résolution sur la situation au Cambodge condamnant « l'occupation du pays par des forces armées étrangères ». Présentée pour la septième fois depuis 1980, elle a recueilli 115 voix contre 21 et 13 abstentions, un résultat quasi identique à celui de l'an dernier (114 contre 21). Les pays occidentaux ont voté pour le texte, alors que le bloc soviétique, soutenu par ses proches amis du tiers-monde, l'a refusé.

Le texte condamne l'occupation du Cambodge (par le Vietnam), « cause de la persistance des hostilités dans ce pays et menace pour la paix internationale ». Il exprime le soutien de l'ONU à la coalition dirigée par le prince Norodom Sihanouk et aux efforts des pays de la région en faveur de l'établissement d'une « zone de paix, de liberté et de neutralité dans le Sud-Est de l'Asie ». La résolution n'a pas donné lieu à un véritable débat en raison du silence entêté du Vietnam dont la délégation a boycotté toutes les séances, et de ses amis socialistes dont certains ne sont revenus à l'Assemblée qu'au moment du vote.

Ch. L.

Proche-Orient

LIBAN

La Maison Blanche exige la « libération immédiate » du nouvel otage américain

La Maison Blanche a demandé mardi 21 octobre la « libération immédiate » du ressortissant américain Edward Austin Tracy dont l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a revendiqué la capture au Liban. Tout en précisant qu'il ne disposait pas beaucoup plus d'informations que celles fournies par la presse, le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, a affirmé que les États-Unis tenaient « ses ravisseurs responsables de sa sécurité ».

M. Speakes a ajouté que les allégations de l'OJR — une organisation qui, a-t-il dit, n'est pas familière au gouvernement américain — selon lesquelles M. Tracy travaillait pour la CIA, sont « totalement sans fondement ».

La Grande-Bretagne a annoncé, mardi 21 octobre, le retrait « temporaire et pour des raisons de sécurité », dans les vingt-quatre heures, de plusieurs diplomates en poste à Beyrouth, démentant toutefois que l'évacuation ait été décidée en prévision de la fin du procès, à Londres, de Nizar Hindou, accusé d'avoir tenté de détruire en vol un avion israélien.

Le porte-parole du Foreign Office a refusé de faire le rapprochement, indiquant que la mesure était une conséquence de la « réévaluation de la situation de la sécurité à Beyrouth, qui est continue ». Il a ajouté que l'ambassade restait ouverte.

D'autre part, le Portugal a décidé de fermer son ambassade à Beyrouth pour des raisons de sécurité. La chancellerie du Portugal, dont tout le personnel, hormis l'ambassadeur, est libanais, se trouve dans le secteur ouest de Beyrouth, à majorité musulmane. L'ambassade avait fermé ses portes après une tentative d'enlèvement de M. Ferreira en juin dernier. L'ambassadeur résidait depuis dans le secteur chrétien de Beyrouth.

Par ailleurs, M. Nabih Berri, chef du Mouvement chiite Amal, a affirmé pour la première fois que son mouvement détenait le pilote israélien, dont l'avion a été abattu jeudi lors d'un raid contre le camp palestinien de Miyeh Miyeh (Liban-sud).

Enfin, deux soldats français en faction à l'ambassade de France à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) ont été blessés mardi après-midi par l'explosion d'une mine dans l'enceinte de la chancellerie, a indiqué la police libanaise. — (Reuters, AFP).

L'OLP accuse les Israéliens d'avoir assassiné un des ses dirigeants

Athènes (AFP). — La mission de l'Organisation de libération de la Palestine en Grèce a accusé mardi 21 octobre le Mossad (services de renseignements israéliens) d'avoir assassiné, dans la nuit de lundi à mardi à Athènes, à l'aide d'une voiture piégée, le chef des « forces navales palestiniennes » (Le Monde du 22 octobre).

Selon un communiqué de la mission palestinienne, la victime était Moudher Abou Ghazala, membre du Conseil national palestinien, du Fatah, du Conseil supérieur des forces armées palestiniennes et chef des forces navales. L'OLP, ajoute le texte, « condamne le crime abominable des sinistres et du Mossad sur le sol grec » et « demande aux autorités grecques de découvrir les activités des agents israéliens » qui viennent « d'écarter » deux dirigeants palestiniens en Grèce. L'OLP rappelle l'assassinat du colonel palestinien Khaled Nazzari le 9 juin à Athènes, qu'elle avait également imputé au Mossad.

Arrestation de lycéens palestiniens à Gaza

Jérusalem (AFP). — La police israélienne a arrêté lundi soir et mardi 21 octobre à leur domicile cent cinquante-trois lycéens palestiniens âgés de treize ans à seize ans, dans le village de Rafah (bande de Gaza), pour « atteinte à l'ordre public ». Ces lycéens, élèves des trois établissements secondaires de la ville, ont été présentés au tribunal de Rafah, qui a ordonné la prolongation de sept jours de la garde à vue pour cinquante-huit d'entre eux, alors que les autres détenus ont été libérés.

Dimanche et lundi, des centaines d'Israéliens palestiniens avaient manifesté contre la politique de la « poignée de fer » adoptée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza à la suite du meurtre à coups de couteau de deux civils israéliens à Gaza. Selon des sources palestiniennes, les arrestations ont été accompagnées de violences. La police a pénétré en force mardi dans les locaux du lycée Boersheva et ont fait usage de gaz lacrymogènes, contraignant les lycéens à descendre dans la cour où ils ont été battus à coups de matraque. Cent cinquante d'entre eux ont été blessés et ont dû recevoir des soins dans les hôpitaux et dispensaires de Rafah.

Le porte-parole de la police a démenti ces informations. D'autre part, en Cisjordanie, les bureaux du Syndicat général des organisations ouvrières de Naplouse ont été fermés sur ordre des autorités israéliennes qui affirment qu'ils étaient utilisés « pour des activités subversives ». Le secrétaire général du syndicat, M. Mahmoud Zaidah, a fait l'objet au début de la semaine d'une mesure de détention administrative de six mois.



badges et insignes
Bernard B. Miller, 685 West End Ave.
New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

LES CAHIERS DE L'ORIENT

REVUE D'ETUDE SUR LE MONDE ARABE

AU SOMMAIRE DU N° 3

L'islam en France

Terrorisme : pourquoi la France ?

Irak - Iran : an VII

EN VENTE DANS LES KIOSQUES
— 80 F — Trimestriel
Abonnement : 300 F (Etudiants - sur justificatif - 175 F)
Cahiers de l'Orient, 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris
Carliscript, 6, Square Ste-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris
Renseignements : (1) 42 72 56 65

مكتبة الشرق

Diplomatie

Reykjavik, l'IDS et les nouvelles technologies

Les militaires soviétiques sont-ils tous d'accord entre eux ?

L'issue de la rencontre de Reykjavik a mis en évidence quelques anomalies dans le comportement de M. Reagan comme dans celui de M. Gorbatchev. Côté soviétique, des dissensions ont subsisté plusieurs jours après Reykjavik, en particulier sur le point de savoir si la conversation pouvait se poursuivre sur certains dossiers — celui des Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) notamment — en l'absence de progrès sur les armements dans l'espace, pierre d'achoppement au sommet islandais. Or l'attitude de l'URSS, qui s'est encore durcie après Reykjavik, s'explique mal.

Tout ce que l'on peut savoir en effet de la pensée stratégique soviétique, à l'horizon des dix ou quinze ans à venir, repose, en schématisant à peine, sur deux notions :

1) Relancer autant que faire se peut le débat à partir duquel le recours aux armes nucléaires deviendrait inévitable sur le théâtre européen et, a fortiori, dans des échanges directs entre l'URSS et les Etats-Unis. On peut d'ailleurs voir là une sorte de reflet de la doctrine américaine de « riposte graduée » qui vise elle-même à retarder, voire à éviter, une « montée aux extrêmes » ;

2) Se doter de moyens non nucléaires, dits « classiques », capables de neutraliser en cas de situation jugée intolérable les moyens d'action militaire de l'adversaire, de préférence par une frappe préventive.

Ces principes, auxquels le maréchal Ogarkov, ancien chef d'état-major général, a attaché son nom, supposent d'importantes mutations dans le dispositif militaire de l'URSS. Et, d'abord, une réduction de la masse et du rôle des armements nucléaires, tactiques aussi bien que stratégiques. C'est toute la question non seulement des SS-20 —

missiles à portée intermédiaire dont la mise en place a déjà été à l'origine d'une controverse — qui est ici posée, mais aussi celle des engins intercontinentaux, voire celle des armements nucléaires à plus courte portée dont l'emploi risquerait de conduire à une escalade mal contrôlée. Un peu comme du côté américain, là encore, on s'efforçait ainsi de s'écarter du concept de « destruction mutuelle assurée ». D'où, si l'on comprend bien, les propositions de restrictions désignées, avancées ou acceptées par M. Gorbatchev, dans des catégories d'armements devenus d'autant plus redondants que l'on souhaite éviter d'y avoir recours.

Des choix reportés

Comme toutefois les relations internationales ont peu de chance de devenir du jour au lendemain, et même en dix ans, totalement pacifiques, la mise au point de nouveaux systèmes d'armes est indispensable : armes dites « intelligentes », c'est-à-dire de très haute précision (capables d'accomplir des destructions comparables à celles d'armes nucléaires plus approximatives) et de portée suffisante pour agir de manière décisive (sur les armements adverses, les centres de commandement, etc.) à des centaines de kilomètres au-delà de la ligne de front.

Or l'usage de telles armes suppose la mise en œuvre de procédés de détection et de guidage — par laser notamment — dont tout indique aujourd'hui qu'ils devront opérer à partir de l'espace. Que ces armements ne soient pas à proprement parler « agressifs » mais plutôt défensifs — et qu'ils ne soient pas nécessairement « antimissiles » — n'a rien à leur vocation militaire. Un certain nombre de satellites

actuellement en orbite remplissent d'ailleurs des tâches de cet ordre. Ils constituent d'ores et déjà, en cas de crise, des cibles virtuelles.

Le paradoxe est qu'en prétendant, à Reykjavik, interdire toute militarisation de l'espace — en tout cas au-delà des recherches et essais en laboratoire — les Soviétiques en viendraient à mettre eux-mêmes des obstacles sur la voie d'une évolution stratégique à laquelle ils se préparent depuis quelques années.

Plusieurs explications sont avancées à cet apparent manque de logique.

La première est que l'URSS cherche purement et simplement à gagner du temps pour rattraper son retard par rapport aux Etats-Unis dans le domaine des armements spatiaux. Quel retard exactement ? Tous les experts ne sont pas d'accord sur ce point — au demeurant des plus confidentiels — certains d'entre eux prêtant aux Soviétiques une avance relative en matière de lasers proprement dits, mais de graves insuffisances quant à leurs capacités informatiques, logicielles en particulier. Le délai de dix ans envisagé à Reykjavik n'a-t-il été jugé insuffisant pour combler ce handicap ?

Une autre explication tiendrait à des divergences entre responsables soviétiques. Les mutations envisagées par le maréchal Ogarkov, avec

le soutien de M. Gorbatchev, si l'on en croit le message couramment répandu à l'extérieur, se heurteraient à des résistances, sinon à des oppositions. Leurs adversaires, sans être hostiles à l'étude et au développement de technologies militaires nouvelles, ne seraient pas prêts pour autant à sacrifier à ces dernières les gros bataillons de missiles nucléaires actuellement en service. Et, comme on ne peut pas tout faire en même temps, y compris relancer l'économie soviétique, les choix décisifs sont reportés à plus tard.

On notera que ces deux types d'explication ne s'excluent pas l'un l'autre. Mais la question est de savoir si M. Gorbatchev — flanqué du maréchal Akhromev, qui ne passe pas pour un proche du maréchal Ogarkov — avait tout à fait les mains libres à Reykjavik. Le fait que le maréchal Ogarkov précède, limogé de ses fonctions de chef d'état-major général il y a trois ans, n'ait toujours pas retrouvé de fonctions officielles (même si on le sait chargé des hautes fonctions de commandant du théâtre européen) incite au moins à penser que tout ne va pas dans l'huile dans l'appareil militaire soviétique et dans les rapports entre ce dernier et le pouvoir politique.

ALAIN JACOB.

Les ministres de la défense de l'OTAN s'interrogent sur la mise en œuvre éventuelle de l'« option zéro »

Glencogle (AFP). — Les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN — à l'exception de la France, en raison de sa stratégie nucléaire autonome, et de l'Islande, qui ne possède pas d'armée propre —

se sont réunis mardi 21 octobre à Glencogle, en Ecosse, pour examiner les conséquences de la rencontre de Reykjavik pour l'alliance atlantique.

Le secrétaire britannique à la défense, M. George Younger, qui était l'hôte de la réunion, a assuré que les collègues et lui-même étaient « à cent pour cent d'accord et unis solidement derrière les positions prises par le président Reagan » lors de son face-à-face avec M. Gorbatchev dans la capitale islandaise, les 11 et 12 octobre derniers. « Aussi attrayants qu'aient été les projets d'accord, a-t-il ajouté, il aurait été inconcevable d'accepter les conditions présentées au dernier moment par les Soviétiques », s'agissant en particulier de l'absence de négociations sur les armes nucléaires à moyenne portée et d'éventuels pourparlers sur l'initiative de défense stratégique américaine.

M. Younger a cependant lancé une mise en garde contre tout espoir d'une disparition rapide des missiles stratégiques qui assureraient la dissuasion nucléaire entre l'Est et l'Ouest. « Si, comme nous le souhaitons tous, nous parvenons à un stade de négociations correspondant à de substantielles réductions des missiles stratégiques, de nombreux autres sujets, comme le déséquilibre des forces conventionnelles en Europe ou les armes chimiques et biologiques, devront être pris en considération », a-t-il déclaré.

M. Younger a indiqué qu'il n'était pas hostile à une première réduction de 50 % des arsenaux stratégiques, telle qu'elle a été évoquée à Reykjavik, mais que, dans une phase de réduction supplémentaire, les alliés européens de Washington « seraient très préoccupés par un accord qui ne serait pas accompagné de réductions effectives dans le domaine conventionnel ».

M. Giovanni Spadolini, ministre italien de la défense, a toutefois déclaré : « L'option zéro [autrement dit le retrait total des euromissiles de part et d'autre du rideau de fer] reste notre ligne, et la solution potentielle trouvée à Reykjavik pour ces armes à portée intermédiaire revêt une grande importance (...). Mais nous avons toujours besoin de la couverture nucléaire des Etats-Unis. »

Il existe des « perspectives réelles et solides de négociations » à Genève, a reconnu pour sa part un haut fonctionnaire ouest-allemand qui a requis l'anonymat, alors que le chancelier Helmut Kohl est parti à Washington pour mettre en garde le président Reagan contre toute précipitation.

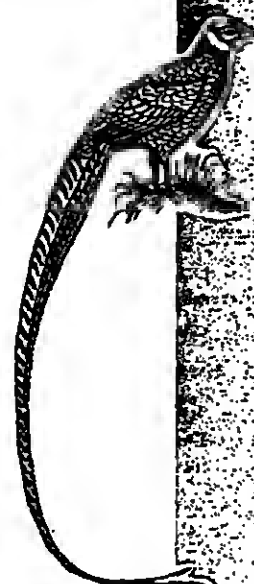
Le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, a de son côté souligné devant ses collègues alliés que l'initiative de défense stratégique avait « la plus haute priorité pour la sécurité des Etats-Unis », et il a estimé que l'URSS avait tenté, à Reykjavik, de « tuer le programme de recherches » américain.

... Le Monde • Jeudi 23 octobre 1986 5

PARIS

Ouverture vendredi prochain de la nouvelle autoroute Orléans-Salbris.

ORLÉANS



LAMOTTE-BEUVRON



SALBRIS



La Sologne à 1 h 30 de Paris.

BOURGES



Placez-vous pour 87.

Suivez le guide. Le Guide du Placement 87 du Journal des Finances. Il présente clairement chaque placement et produit financier rencontré sur les différents marchés.

Grâce à ses analyses et ses indications judicieuses sur les avantages et les inconvénients de chacun, il m'aide à réaliser mes objectifs.

Chaque année, le Guide du Placement se révèle être pour moi un excellent investissement.

Le Guide du Placement 87 vient de paraître, je le lis, je le choisis.

Journal des Finances, 122, rue Réaumur, 75002 Paris.



Amériques

ETATS-UNIS : les élections du 4 novembre

Floride : quand la vertu courtise le vice

(Suite de la première page.)

Paula « la bagarreuse » sera-t-elle de nouveau en vedette au soir du 4 novembre prochain ? Elle y compte bien, mais les augures sont réservés. « Nous avons toujours dit que la compétition serait très serrée », reconnaît Bill Hart, qui joue avec efficacité, auprès de sa patronne, le rôle de coryphée et de porte-parole. Il ajoute toutefois : « La tendance actuelle nous est favorable. » Un regard incertain accompagne le propos.

Pour les républicains, l'enjeu est double : un succès en Floride renforcerait leurs positions dans ce Sud nagnabre entièrement acquis aux démocrates, mais où les mutations sociologiques et démographiques des vingt dernières années — immigration cubaine, urbanisation galopante — tendent à brouiller les clivages politiques traditionnels. Au-delà de sa signification locale, un tel succès accroîtrait les chances du parti de M. Reagan de conserver au Sénat sa majorité, conquise en 1980 pour la première fois depuis 1954. Le chef de la Maison Blanche pourrait alors envisager une fin de règne à peu près tranquille.

Ce rêve se réalisera-t-il ? Sur le papier, les démocrates bénéficient, au départ, d'un avantage : les électeurs enregistrés comme tels dominent numériquement, dans une proportion de trois contre deux, les républicains. Mais en 1978, cette supériorité théorique était plus affirmée : sept électeurs se réclamaient d'eux et seulement trois des républicains.

En outre, profondément divisés ici comme ailleurs, mais encore plus qu'ailleurs, entre conservateurs et libéraux, les démocrates sont à la recherche d'une nouvelle identité. La cohabitation entre barons ruraux du nord, ancrés dans la tradition « dixie », et représentants des dynamiques centres urbains du sud de l'Etat — Miami, Fort-Lauderdale, Palm-Beach, — est souvent conflictuelle. D'où le risque de désunion dans les moments décisifs et la fâcheuse tendance d'un nombre croissant d'électeurs démocrates à changer de parti dans l'isolement. Dans ces conditions, la Floride est devenue, politiquement, une terre imprévisible.

Un gouverneur débonnaire

Tous les espoirs démocrates reposent sur la débonnaire figure de Bob Graham. Le populaire gouverneur de l'Etat est, à leurs yeux, l'homme qui saura reformer la « parenthèse Hawkins ». Avec sa bonne tête de bébé joufflu, Bob Graham inspire confiance. Ni trop conservateur ni trop libéral, il a su conquérir une partie de l'électorat modéré de l'arrière pays, bien qu'étant originaire de Miami, où son crédit reste élevé. Elu gouverneur en 1978 avec 55 % des voix — Paula Hawkins se présentait en numéro deux sur le « ticket » adverse, — il a été triomphalement réélu quatre ans plus tard. Ses adversaires reconnaissent son charisme, même lorsqu'ils ajoutent perfidement que ses activités de gouverneur lui attirent « naturellement une plus grande attention des médias ». Dans l'entourage de M^{me} Hawkins, on se plaint aussi que les grands journaux locaux, du *Miami Herald* au *Saint Petersburg Times* en passant par l'*Orlando Sentinel*, soient « rien moins qu'aimables » avec M^{me} le sénateur.

Ces bonnes grâces de l'opinion, le candidat démocrate les doit d'abord à son style. Son « truc », ce sont les « workdays » : une fois par mois, il va sur le terrain et enfle tantôt le débardeur du dock, tantôt l'uniforme du policier ou encore la blouse de l'instituteur ou la salopette de l'ouvrier du bâtiment. Ces manières populistes plaisent. « Quand vous avez trempé votre chemise avec quelque chose en accomplissant un travail commun, ça crée des liens, immanquablement », explique docilement Ken Klein, le directeur de la campagne démocrate. Ces



« workdays » ont permis au gouverneur Graham de mieux comprendre certaines réalités. Entre autres découvertes, il a constaté qu'un policier en patrouille perdait le contact avec sa centrale : il a aussitôt ordonné l'usage d'émetteurs portatifs que l'on fixe sur les épaulettes des uniformes. Il a aussi noté, avec amertume, que les navires qui débarquent des voitures japonaises par milliers dans le port de Miami repartaient bien souvent à vide. Ainsi le grand mystère du déficit commercial américain lui est-il apparu dans toute son aversité.

Homme de profond bon sens, Bob Graham sait s'adapter à l'électorat plus qu'il ne cherche à le convaincre. Il n'a pas eu besoin de se transformer en marchand d'« arroz con pollo » (poulet au riz) dans Little Havana, le quartier enbaîné de Miami, pour connaître le poids économique et politique grandissant de cette communauté. Si les anglophones n'y prennent garde, la Floride sera bientôt transformée en une enclave latino-américaine. Cubains de la première et de la deuxième génération, réfugiés nicaraguayens, salvadoriens, guatémaltèques, riches hommes d'affaires vénézuéliens ou colombiens, au total la communauté hispanique approche les neuf cent mille personnes dans le Grand Miami sur une population d'environ deux millions d'habitants. Déjà, les Cubains constituent 40 % de l'électorat de la ville, qui s'est donné pour la première fois, en novembre 1983, un maire né sur l'île de Fidel Castro.

Le facteur cubain

Très anticommunistes, les anciens exilés cubains devenus citoyens américains ne sont pas naturellement portés vers le candidat démocrate. Mais le gouverneur Graham a une bonne stratégie que son entourage se plaît à révéler : il parle espagnol et il aspire à devenir un expert des affaires

latino-américaines. Sa doctrine, car il en a une, se résume en une formule simple : « L'avenir de l'Amérique se trouve dans les Amériques ». Comme il se doit, il est favorable à l'octroi d'une aide aux « contras » nicaraguayens. En Floride, c'est quasiment une obligation. Seuls deux des dix-neuf représentants de cet Etat à la Chambre, à Washington, n'ont pas voté la récente aide militaire que le gouvernement fédéral a décidé d'accorder aux antisandinistes.

Malgré toutes les cajoleries dont il est l'objet, l'électorat « latino » est loin d'être acquis à Bob Graham. En 1984, neuf électeurs d'origine cubaine sur dix ont plébiscité Ronald Reagan. Cette année, la très réaganaïenne Paula Hawkins devrait recueillir, estime son entourage, entre 75 % et 85 % de ce vote. N'a-t-elle pas vigoureusement soutenu la naissance de Radio-Martí, la station de radio anticomuniste qui émet à partir de Miami ?

La lutte contre la drogue

Pour gagner, la candidate républicaine a d'autres atouts à faire valoir, à commencer par le combat opiniâtre qu'elle mène depuis des années contre la drogue. En Floride, c'est à la fois le fléau numéro un et la principale source de richesses. Pour l'y attaquer, il y faut donc un certain courage. Environ trois quarts de la drogue entrant aux Etats-Unis en provenance d'Amérique latine pénètre par la Floride. Les revenus engendrés par ce trafic sont largement à l'origine du « boom » économique que connaît cet Etat depuis une dizaine d'années.

« Blanche » à travers des manipulations bancaires éprouvées, l'argent de la drogue est partout, principalement dans l'immobilier. Ajouté au dynamisme de la communauté cubaine, ce facteur contribue pour une bonne part à une situation économique plutôt meilleure que dans bien d'autres régions des Etats-Unis. Le taux de chômage, en Floride, est de l'ordre de 5 % (7 % au plan national).

Il n'empêche : la drogue reste le mal absolu et, tous les sondages le montrent, la principale préoccupation de la population. M^{me} Paula Hawkins n'a pas attendu que le président Reagan déclenche sa croisade, l'été dernier, pour mener son propre combat. Pour remplir sa mission, assure sa propagande télévisée, elle se serait rendue jusqu'en Chine. A quoi son adversaire réplique qu'il est allé, lui, dans le menu but, en Colombie, ce qui, vu de Floride, se justifie au moins tout autant.

Membre de la « task force », dirigée par le vice-président Bush pour coordonner la politique fédérale contre les stupéfiants, la candidate républicaine est l'auteur d'une proposition visant à lier l'assistance économique des Etats-Unis aux efforts des pays bénéficiaires pour éradiquer la culture du kolatier. L'envoi d'un contingent militaire américain en Bolivie pour aider à la destruction des laboratoires clandestins lui n'est évidemment « beaucoup plus ». Elle s'est prononcée pour la peine de mort dans les cas de crimes liés à la drogue et elle est favorable au recours à l'armée pour la surveillance renforcée des frontières.

Incontestablement, le thème est porteur, comme l'est, dans un autre ordre d'idées, l'accent que M^{me} Hawkins met sur les valeurs familiales. Le Children Missing Act, texte qui accroît les pouvoirs du FBI dans les enquêtes sur les enfants portés disparus — ils se comptent, chaque année, par dizaines — est un exemple, c'est elle. La photo des enfants recherchés sur les boîtes de lait vendues dans les grands magasins, c'est encore elle.

M^{me} Hawkins n'a le don de s'occuper de choses sur lesquelles tout le monde est d'accord », observe, non sans condescendance, son adversaire démocrate. Peut-être est-ce précisément à l'approche de l'échéance du 4 novembre, la raison de sa remontée dans les sondages. Au point qu'elle s'est permis de s'opposer à son ami Ronald Reagan à propos des sanctions contre l'Afrique du Sud. Décidément, en Floride, rien n'est simple.

MANUEL LUCBERT.

Afrique

MOZAMBIQUE : la catastrophe aérienne

Les obsèques de Samora Machel auront lieu le 28 octobre

Les obsèques de Samora Machel auront lieu le 28 octobre, a annoncé, mardi 21 octobre, le FRELIMO, parti au pouvoir à Maputo. Une commission de quinze membres a été désignée pour présider aux cérémonies officielles. Elle comprend notamment M^{me} Marcelino dos Santos, vice-président du FRELIMO, Joaquim Chissano, ministre des affaires étrangères, Alberto Chipande, ministre de la défense, Mario Machungo, premier ministre, et Oscar Monteiro, ministre de la présidence chargée de l'administration d'Etat, tous membres du bureau politique du Frelimo. Aucune mesure de sécurité particulière n'a été prise à Maputo, où l'aéroport a été rouvert dès mardi matin. Les instances dirigeantes du FRELIMO sont réunies sans discontinuer depuis lundi et on n'exclut pas la désignation d'un successeur à titre intérimaire.

A la suite des manifestations anti-sud-africaines et anti-américaines dont Harare a été le théâtre mardi, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pk » Botha, a adressé un message au gouvernement de Zimbabwe, lui demandant « l'immédiate prise de mesures pour assurer la sécurité des personnes et une protection adéquate des locaux » sud-africains. Le gouvernement américain n'a fait de même, estimant que la police zimbabwéenne n'avait pas assuré correctement la sécurité de l'ambassade américaine, sur laquelle les manifestants ont lancé des pierres.

D'autre part, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a adressé mardi les « profondes condoléances des dirigeants soviétiques » à l'ambassadeur du Mozambique à Moscou. Les dirigeants soviétiques ont qualifié Samora Machel de « dirigeant éminent ». (AFP, Reuters.)

Une erreur de navigation ?

JOHANNESBURG de notre correspondant

Selon les autorités mozambicaines, le bilan de la catastrophe aérienne dans laquelle Samora Machel a trouvé la mort est de trente-quatre victimes. Pretoria, de son côté, avait fait état de vingt-neuf morts.

Aucune explication n'a été fournie par les deux gouvernements sur cette différence. Maputo a rendu publique une liste complète de noms, sur laquelle figurent quatre ressortissants soviétiques : le pilote, la copilote et deux navigants. Un cinquième Soviétique, Vladimir Novoselov, actuellement soigné à l'hôpital militaire de Pretoria, ne faisait pas partie de l'équipage, comme l'affirme Pretoria, mais serait un « travailleur internationaliste », d'après Maputo.

Selon des sources non identifiées, il aurait indiqué, comme le rapporte la presse de Johannesburg, que le Tupolev avait été abattu, mais aucun élément n'est venu confirmer cette thèse. Les autorités mozambicaines n'ont, pour leur part, lancé aucune accusation de cette nature. En

revanche, le président Kenneth Kaunda de Zambie et M. Oliver Tambo, président de l'ANC (Congrès national africain), ont imputé la responsabilité de la tragédie à l'Afrique du Sud.

D'après les témoignages des rescapés, au nombre de dix, et les renseignements fournis par les contrôleurs aériens, il est possible que le pilote ait confondu la ville de Komatipoort, en Afrique du Sud, et la capitale du Mozambique, en raison de l'utilisation d'une mauvaise fréquence radio. D'autre part, les codes d'identification en Morse de Maputo et de Nelspruit, ville sud-africaine située à 200 kilomètres, sont les mêmes, ce qui a pu amener l'équipage à confondre les balises au sol, d'autant que les conditions météorologiques étaient très mauvaises. Le « boia noir », qui a été récupéré, devrait permettre d'en savoir un peu plus sur une éventuelle erreur de navigation.

En dépit des spéculations, rien ne permet d'affirmer, à l'heure actuelle, que l'avion présidentiel a été victime d'un attentat.

M. B.-R.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Après General Motors, IBM arrête ses activités

JOHANNESBURG de notre correspondant

An lendemain de l'annonce par General Motors de son retrait d'Afrique du Sud (le *Monde* du 22 octobre), un autre géant de l'industrie américaine, IBM (International Business Machines), a pris la même décision. Dans les deux cas, la mesure est liée à la situation politique et économique sud-africaine. Néanmoins, si le retrait de la firme automobile était attendu, en raison de rumeurs persistantes, l'arrêt des activités d'IBM a été la surprise dans les milieux industriels.

Cela ne signifie pas pourtant que ces compagnies, installées ici depuis soixante ans pour General Motors et trente-quatre ans pour IBM, vont fermer les portes de leurs entreprises. Toutes deux ont décidé de vendre leur capital à des cadres travaillant dans les sociétés, à des conditions favorables. Des prêts seront fournis, mais les modalités des transactions ne sont pas encore connues. Les échéances ont été fixées au 1^{er} janvier pour General Motors et au 1^{er} mars pour IBM. Les deux firmes ont réservé la possibilité de racheter le capital d'ici quelques années si la situation s'améliore. Le directeur d'IBM,

M. Jack Clark, restera en place, mais les deux firmes changeront de nom.

M. Clark a précisé que la nouvelle société, qui sera indépendante de la maison mère, continuera de vendre des produits, des pièces détachées et d'assurer la maintenance d'IBM. Les emplois des mille quatre cents employés seront préservés. « En prenant cette décision, nous ne nous libérons d'aucun engagement envers nos employés et nos clients en Afrique du Sud », a déclaré M. John Allen, PDG d'IBM International, nous pourrions mieux assumer nos responsabilités envers nos employés et nos clients en Afrique du Sud. Les activités d'IBM en Afrique du Sud ne représentaient que 0,5 % de ses revenus mondiaux. Celles de General Motors sont du même ordre, 0,4 % du total des ventes, soit 35 000 voitures en 1985. Mais la filiale sud-africaine ne cessait de perdre de l'argent depuis 1981. Le directeur général de la firme de Detroit, M. Roger Smith, n'a pas caché que la décision avait également été prise en raison de la lenteur du démantèlement de l'apartheid.

Troisième producteur de voitures en Afrique du Sud, General Motors est la deuxième société américaine par ordre d'importance, après Mobil. M. Bob White, son dirigeant,

a assuré que les intérêts des 3000 ouvriers de l'usine de Port-Elizabeth ainsi que ceux des 200 concessionnaires et de leurs employés, ne seraient pas lésés.

Le retrait de General Motors survient après celui, à la fin de l'an dernier, d'Alfa Romeo, de Renault et de Peugeot.

Moins d'un mois après le vote du Congrès américain, le 2 octobre, imposant une série de sanctions contre l'Afrique du Sud, en dépit de la volonté du président Reagan, deux sociétés américaines plient bagage, ce qui porte à vingt-deux le nombre de celles qui ont quitté le pays en 1986. Quarante-six avaient suivi le même chemin au cours des deux années précédentes, dont trente-neuf pour l'année 1985. Il en reste néanmoins deux cent quarante-quatre. Cependant les répercussions psychologiques risquent d'être importantes. Après Coca-Cola le mois dernier, ainsi que Procter et Gamble, c'est maintenant au tour de General Motors et d'IBM. Selon l'Investor Responsibility Research Center de Washington, les investissements américains en Afrique du Sud sont passés de 3,9 milliards de dollars en 1981 à 1,3 milliard cette année. Une baisse qui risque de s'accroître.

MICHEL BOLE-RICHARD.

TUNISIE : les élections législatives du 2 novembre

Les formations d'opposition dénoncent les pressions du pouvoir

TUNIS de notre correspondant

Vingt-quatre heures après l'ouverture officielle de la campagne pour les élections législatives du 2 novembre, le Parti communiste tunisien, qui présente, avec le Rassemblement socialiste progressiste (ces deux formations ne sont pas reconnues officiellement), trente-trois candidats au sein d'une « Alliance démocratique » dans quatre des vingt-trois circonscriptions du pays, était toujours dans l'expectative et n'avait encore, ce mercredi matin 22 octobre, de boycotter la consultation.

La veille d'une conférence de presse commune, les responsables du Parti communiste et du Rassemblement socialiste progressiste, MM. Mohamed Harmel et Neph Chahbi, ont dénoncé le « véritable complot » auquel ils ont fait face de la part du pouvoir. Seule la liste qu'ils présentent à Gafsa (Centre-Sud) a été officiellement enregistrée, tandis qu'à Tunis l'Ariana, (périphérie nord de la capitale) et Nabeul (cap Ben) les récipiendaires définitifs du dépôt des candidatures n'ont pas été délivrés.

MM. Harmel et Chahbi accusent les autorités régionales de ces trois circonscriptions d'avoir attendu la dernière minute pour recevoir les candidatures, afin de remettre en question certaines d'entre elles sous le prétexte « fallacieux » qu'elles ne répondent pas aux conditions légales, ce qui entraîne automatiquement l'annulation des listes. Ils affirment, d'autre part, que des

pressions ont été exercées sur certains candidats ou sur leur famille afin qu'ils se désistent, et qu'ils ont été empêchés d'imprimer et de diffuser leur manifeste électoral. En outre, ont-ils rapporté, les candidats qu'ils comptaient présenter à Kairouan ont été agressés samedi, au moment où ils se rendaient au siège du gouvernement. Empêchés de pénétrer dans les locaux, ils ont été frappés par plusieurs dizaines de « militaires », et leurs papiers ont été déchirés ou confisqués. Ils ont donc été dans l'impossibilité de déposer leur liste dans les délais impartis.

« Nous étions sans illusions, mais nous voulions donner à notre participation le sens d'une bataille politique nationale pour la démocratie, beaucoup plus que d'une bataille électorale. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi un nombre limité de circonscriptions, dont Tunis et l'Ariana », a déclaré M. Harmel. « Aussi, si nos listes dans ces deux circonscriptions ne sont pas retenues, la consultation perd pour nous tout intérêt et nous appellerons à son boycottage ».

Pour M. Harmel, si l'invalidité de ses deux listes est confirmée, il s'agira d'« une violation flagrante des principes démocratiques » et de « la remise en cause du principe même des élections », ce qui, selon lui, est « beaucoup plus grave » que la falsification du résultat des élections de 1981.

La troisième formation de l'opposition à participer à la consultation, le Parti de l'unité populaire, n'a seulement quatre des vingt-sept

candidats qu'il compte présenter obtenir le récépissé définitif. Son secrétaire général, M. Mohamed Bel Hadj Amor, reconnaît avoir été, lui aussi, en butte à d'« énormes » pressions, mais affirme qu'il n'a pas l'intention de se retirer de la compétition.

En admettant que les difficultés que rencontrent l'« Alliance démocratique » et dans une moindre proportion le Parti de l'unité populaire soient surmontées, et en tenant compte aussi des quinze « indépendants » qui se sont manifestés sur deux listes, les cent vingt-cinq candidats du pouvoir, présents dans l'ensemble des circonscriptions, trouveront néanmoins dix-sept adversaires.

Comme pour les élections précédentes, le Parti socialiste destourien (PSD) a constitué, avec les différentes organisations nationales qui lui sont étroitement liées, des listes d'« Union patriotique ». Parmi les candidats figurent treize membres du gouvernement et du bureau politique du PSD — souvent les mêmes — avec à leur tête M. Rachid Sfar, le premier ministre. Un renforcement du nombre des cadres du parti, choisis « selon des critères d'intégrité, de compétence et de disponibilité », paraît être intervenu au détriment de la représentation des organisations nationales, moins nombreuses que lors de la précédente consultation de 1981, et de quelques personnalités indépendantes proches du PSD, qui ont disparu des listes.

MICHEL DEURE.

DES JANVIER ETUDIEZ AUX USA
Dans une grande université de Californie ou Florida, soit pour améliorer votre anglais, soit pour y commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D.). Cours hebdomadaires, repas, un semestre à partir de \$3.000 F. Dix contre \$5.000 F.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
USA-France-Office, 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly, 47-22-94-94

IRAN-IRAK
Les clés du conflit

24 heures sur 24
posez vos questions aux journalistes du Monde.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

مكتبة المجلد

Politique

... Le Monde • Jeudi 23 octobre 1986 7

La concentration des médias

Le Sénat contre le Conseil constitutionnel

Dès le dépôt du projet au Sénat, M. Jean Chazet (Un. cent., Allier) a pris, lundi l'initiative de cette question préalable. Argument avancé par le sénateur centriste : éviter que le débat ne s'enlise avec une profusion d'amendements émanant de la gauche. En outre, silencieux est élu lors de l'examen de la première loi de M. François Léotard, M. Chazet ne souhaite pas se maintenir dans une attitude de réserve sur un sujet dont il s'est fait une spécialité. Il a donc, rencontré le ministre de la culture et de la communication (voir ci-dessous).

Estimant que sa propre démarche se devait d'être relayée par l'ensemble de la majorité sénatoriale, M. Chazet a retiré sa question préalable pour en laisser la paternité à la commission des affaires culturelles et à son rapporteur, M. Adrien Gou-

teyron (RPR, Haute-Loire). Il est donc revenu à ce dernier d'exposer mardi en séance publique, les raisons du recours à cette procédure, arrêtée le matin même en commission.

En premier lieu, et se faisant là le porte-parole de la majorité sénatoriale, M. Gouteyron a souligné que ce texte constitue « un frein majeur à l'émergence de groupes de communication français capables d'affronter les géants étrangers et que par son biais, le secteur de la communication risque d'être géré dans le futur « non pas à partir de la jurisprudence de la future commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) mais à partir de dispositions écrites d'une complexité extrême ».

A ces réserves, s'ajoute une crainte : à savoir que la CNCL ne

Pour le deuxième texte important dont il est saisi depuis le début de la session parlementaire d'automne, le Sénat a adopté, par 223 voix contre 91 (1), une question préalable dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu à poursuivre la délibération : après le décompte électoral (le Monde du 22 octobre), c'est le projet de loi complétant la réforme juridique de la presse et la loi relative à la liberté de communication qui a subi, le mardi 21 octobre, le coupet de cette procédure expéditive, interdisant l'examen en détail du texte.

disposera d'aucune marge de manœuvre en matière de sauvegarde du pluralisme et de lutte contre les abus de position dominante. « La CNCL sera, prédit M. Gouteyron, condamnée au rôle de décripteur d'une législation excessivement complexe ». Et d'ajouter : « Il n'est pas sûr que le pluralisme recherché y gagne à tous les coups ! Gageons que l'encombrement des dossiers d'autorisation et la durée de leur instruction n'en faciliteront pas la mise en œuvre, sans compter que l'évaluation, au cas par cas, de l'importance de certaines entreprises en regard des seuils autorisés par la loi tiendra de la gageure ! »

Scepticisme, réserve, prévention... autant de raisons qui placent aux yeux du rapporteur, en faveur d'un refus d'amender le projet, mais aussi d'un refus de l'adopter tel quel. Est-ce à l'encontre du gouvernement que la question préalable est opposée ? Non, explique M. Gouteyron, car le véritable auteur de ce projet est le Conseil constitutionnel, qui, précise-t-il, n'a pas voulu « prendre une décision contre la majorité politique du moment » mais qui « continuellement depuis 1971 développe ses pouvoirs ».

Cet argument - le Conseil constitutionnel se fait « législateur », - ne pouvait que recueillir l'assentiment de M. Léotard, qui s'est contenté de défendre le dispositif proposé en lui confiant comme principale vertu d'être « coulé dans le moule » dudit Conseil. De nombreux sénateurs de la majorité dont M. Maurice Schumann (RPR, Nord), nouveau président de la commission des affaires culturelles, ont abondé dans ce sens. Ce dernier a relevé que le rôle du Conseil constitutionnel ne consiste pas « à réparer les omissions ou

prétendues telles de la loi et de se donner l'initiative législative ».

Il n'empêche qu'à contrario, l'usage de la question préalable, qui prive le Sénat de son droit d'amendement combiné à l'article 49-3 qui a le même effet à l'Assemblée nationale, aboutit à ce que le Parlement ne « fasse » plus la loi... et conduise les « neuf sages » à le faire à sa place.

Eviter

une nouvelle confrontation

Rien que cette combinaison ne se soit pas vérifiée pour le projet limitant la concentration que les députés ont examiné et amendé (le Monde des 9, 11, et daté 12-13 octobre), certains sénateurs de la majorité ont accepté avec réticence de suivre la proposition de leur commission, jurant... que ce serait la dernière fois.

En effet, le spectre d'un débat-flou, répétition de celui auquel a donné lieu cet été l'examen de la première loi Léotard sur la communication ne pouvait guère être brandi avec raison puisque vingt-sept amendements seulement avaient été déposés par les seuls sénateurs socialistes, qui avaient même retiré une motion d'irrecevabilité constitutionnelle. Le souci pro-

clamé par la majorité « d'aller vite », relayé par un gouvernement pressé de voir le nouveau paysage audiovisuel se mettre en place, était donc parfaitement conciliable avec l'examen détaillé des sept articles du projet.

Toutefois, la question préalable permettait aussi à la majorité sénatoriale d'éviter une nouvelle confrontation avec M. Léotard et de manifester des appréciations nuancées sur la concentration en matière de presse. Cela n'a pas empêché M. André Diligent (un. cent.,

Nord) de regretter que le texte ne soit ni plus clair ni plus précis, et surtout qu'il ne définit pas concrètement l'abus de position dominante.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Outre les quinze sénateurs communistes et les soixante-quatre socialistes, ont voté contre la question préalable douze sénateurs de la Gauche démocratique (radicaux de gauche plus M.M. Etienne Dailly, Bernard Legrand et Josy Mémet).

Les inquiétudes de M. Cluzel

Geste mesuré, plus formel que réel, mais geste tout de même. M. François Léotard a répondu du bout des lèvres aux demandes de M. Jean Cluzel, défendues pour partie par le rapporteur du projet de loi sur la concentration dans les médias, M. Adrien Gouteyron. Au cours d'un entretien le 15 octobre, M. Cluzel avait fait cinq propositions au ministre de la culture et de la communication, transformées en autant d'amendements.

Trois de ces suggestions portaient sur la publicité, M. Cluzel avait d'abord renouvelé sa demande de création d'un « observatoire » chargé de surveiller un marché publicitaire n'ayant « ni l'ampleur », « ni l'élasticité » nécessaires pour répondre aux besoins de TF 1 privatisée sans que la presse écrite en souffre. Partisan d'un service public « fort, attractif et concurrentiel », il avait ensuite souhaité un assouplissement du plafonnement des recettes publicitaires imposé à ce dernier par la loi. Enfin, il avait réclamé que la durée des écrans publicitaires diffusés au cours d'un film ne dépasse pas 5 % de la durée de celui-ci. Parallèlement, il avait demandé une plus grande autonomie pour la Commission nationale de la communication et des libertés (en demandant que ses

crédits de diffusion ne soient pas votés avec le budget du premier ministre, mais de façon autonome), ainsi que le renforcement des mesures anti-concentration contenues dans le projet de loi. Il semblerait « préjudiciable à la concurrence qu'une entreprise d'édition » (de disques, de livres, de films) trouve dans sa participation au capital d'une télévision « un moyen d'écouler sa production et d'écarteler les entreprises concurrentes », notait le sénateur.

A la tribune du Sénat, M. Léotard a accepté la création de l'observatoire du marché publicitaire. Il a précisé que la durée maximale de l'écran publicitaire inséré au milieu d'un film ne durera pas plus de six minutes. Cette disposition figurera dans le futur cahier des charges de TF 1, ainsi que dans le décret concernant l'ensemble des services de communication audiovisuelle. Enfin M. Léotard a donné des assurances concernant l'avenir du service public : la redevance rentre mieux que prévu, le manque à gagner ne devrait pas dépasser 200 millions cette année. Parallèlement, le plafonnement des recettes publicitaires sera calculé en francs constants et non en francs courants.

P.-A. G.

M. Léotard recalé

M. François Léotard n'est pas un néophyte : il a siégé huit ans sur les bancs de l'Assemblée nationale avant d'entrer au gouvernement. Pourtant, il ne maîtrise encore pas correctement, semble-t-il, ses rapports avec le Parlement. Dernière mésaventure du secrétaire général du PR : il est le seul ministre dont le budget n'a pas été approuvé par la commission des finances du Palais-Bourbon.

Parallèle déconvenue était bien survenue à M. Alain Dewaquet lors de l'étude des crédits de la recherche, mais c'était simplement parce que la majorité était numériquement minoritaire ce jour-là. Rien de semblable pour le budget de la communication : c'est tout à fait volontairement que les commissaires de la majorité ont refusé de se prononcer, ne voulant ni l'approuver ni le rejeter. Ce n'est certes pas une décision exclusivement politique, mais simplement la conséquence de l'occupation du rapporteur, M. Jean de Présumont (RPR, Essonne) : sur le centaine de questions qu'il a posées au minis-

tre, il n'avait reçu, au moment de préparer son rapport, que seize réponses : il ne connaissait pas les moyens dont disposerait le CNCL, ni le façon dont seraient répartis, entre les sociétés publiques, les produits de la redevance.

M. Léotard est un homme bien élevé : il a envoyé une lettre d'excuses à la commission des finances. Ses amis font aussi valoir que ses services ont été débordés par la préparation de multiples textes législatifs et de leurs décrets d'application. Il est vrai aussi que les rapporteurs se plaignent fréquemment de la mauvaise volonté des ministères quand ils les interrogent.

Mais pour le ministre de la culture et de la communication l'affaire va au-delà. Quoi qu'il en dise, tous les membres de la majorité ne sont certainement pas mécontents que M. Raymond Douyère (PS, Serthe) ait vu dans cette nouvelle difficulté pour M. Léotard la preuve de son « inexpérience ».

Th. B.

Se perfectionner, ou apprendre la langue que possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
ÉDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Barri - 75008 Paris

MICROAGE.

QUAND LA MICRO-INFORMATIQUE DEVIENT UNE AFFAIRE DE PROFESSIONNELS.

MicroAge est déjà l'une des plus importantes chaînes mondiales de magasins spécialisés dans l'équipement des entreprises en micro-informatique.

Son succès est fondé sur l'apport d'un service global : fournir des systèmes complets, procéder avant implantation à une expertise technique, aboutir à un choix adéquat de produits parmi des marques leaders.

Mais la spécificité de MicroAge repose sur sa fonction de consultant auprès des petites et des moyennes entreprises et sur la priorité donnée par MicroAge à l'analyse en profondeur de leurs besoins particuliers.

Ensuite, et ensuite seulement, MicroAge préconise et fournit des solutions opérationnelles : matériels micro-informatique, formation professionnelle, logiciels, éléments périphériques et de liaison répondant aux besoins immédiats et futurs de chaque secteur d'activité de l'entreprise.

Vous pouvez déjà profiter du service complet MicroAge à :

PARIS 2^e
9-11 rue du Mail
Tél : 16 (1) 42 96 15 62

PARIS 4^e
14, rue Malher
Tél : 16 (1) 42 72 63 01

MONACO
2 Bd Rainier III
Tél : 16 (93) 25 67 67

Pour connaître la liste des autres centres MicroAge, téléphonez au 16 (1) 47 23 72 26.

MicroAge



Politique

A l'Assemblée nationale

Le nouvel équilibre entre recettes et dépenses au menu de la discussion budgétaire

Quatre semaines durant, les députés épluchent les prévisions de dépenses de l'Etat, ministère par ministère. On entend alors à l'Assemblée nationale de longues tirades savamment mises à profit par les députés pour faire entendre les réactions d'une partie de leur électorat. C'est aussi l'occasion pour de nombreux membres du gouvernement de monter, une fois l'an, à la tribune du Palais Bourbon.

Les choix économiques essentiels ont été faits lors de la discussion de la première partie de la loi de finances (recettes de l'Etat) qui a été adoptée le samedi 18 octobre. Comme prévu, le gouvernement est resté ferme face aux demandes des « barrières » : il n'y aura pas d'incitation fiscale à l'investissement. En revanche, M. Edouard Balladur n'a pu rester insensible aux souhaits des giscardiens : les charges des entreprises ont été plus réduites que prévu initialement. Principal geste en faveur des entreprises, la carte d'impôt qu'au 1^{er} novembre 1987 elles pourront récupérer la TVA sur les communications téléphoniques n'a que des incidences comptables mais ne modifie pas les résultats fiscaux du budget annexe des PTT. Pour ce faire, l'Etat devra réduire son pré-

vement sur les « bénéfices » de la direction générale des télécommunications. De même l'accélération de la suppression de la taxe sur les frais généraux et la réduction des taxes sur le fiscoil lourd et le gaz industriel entraînent une diminution des recettes de l'Etat. Pour équilibrer ce se creuse le déficit, il a fallu trouver d'autres rentrées fiscales. Aussi, plusieurs modifications ont été apportées par rapport au projet de loi (le Monde du 17 septembre).

La TVA sur le matériel pornographique a été portée au taux maximum (33,33 %), ce qui rapportera 80 millions de francs. Le montant minimum des frais de poursuites passera au 15 janvier 1987 de 50 francs à 100 francs (rapport : 30 millions de francs). A la même date, le timbre sur les cartes de séjour des étrangers passera de 120 francs à 160 francs (rapport : 18 millions de francs) et le certificat de résidence des Algériens devra être muni du même timbre que la carte d'identité (rapport : 12 millions de francs). L'instauration des visas permettra d'augmenter les droits des chanceries de 230 millions de francs.

Finalement, l'impôt sur le revenu des personnes physiques rapportera 10 millions de francs de plus que prévu. L'impôt sur les sociétés, 200 millions de francs de moins du fait de la modification du calcul de la provision pour congés payés. La taxe sur les salaires, 115 millions de francs de moins après la création de la TVA aux télécommunications. La taxe sur les frais généraux, 350 millions de francs de moins puisque sa disparition progressive a été accélérée. Les donations-partages, 7 millions de francs de moins, à cause de leur rétablissement le 1^{er} décembre 1986 et non le 1^{er} janvier 1987. La taxe intérieure sur les produits pétroliers rapportera 578 millions de francs de moins puisqu'elle sera réduite plus rapidement que prévu : en conséquence, les autres droits pétroliers diminueront aussi de 17 millions de francs. Pour compenser la création de la TVA sur les télécommunications, le versement des PTT au budget général diminuera de 285 millions de francs.

En revanche, le produit des droits de timbre augmentera de 70 millions de francs ; celui de la publicité foncière de 3 millions de francs et celui sur les contrats de transports

de 70 millions de francs, pour compenser en partie l'aménagement de la provision pour congés payés. Les droits sur les alcools augmenteront de 150 millions de francs en « page » partielle de la diminution des droits généraux. Les droits sur la fabrication d'alcools seront de 5 millions de francs plus élevés que prévu. Le produit des pénalités pour infractions sur les prix augmentera de 40 millions de francs.

La création de la TVA aux télécommunications et son augmentation sur la pornographie rapportera 455 millions de francs. Enfin, les taxes demandées aux solliciteurs ou aux titulaires d'autorisation d'émission de radio ou de télévision, rapporteraient 200 millions de francs.

Globalement, les recettes augmentent d'un côté de 1 233 millions de francs mais diminuent d'un autre de 1 552 millions, ce qui accroît le déficit de 319 millions. Ce chiffre devrait grossir encore légèrement puisqu'il est de tradition que le gouvernement accorde quelques modestes augmentations de dépenses à ses amis fidèles lors de la discussion des crédits de certains ministères.

Th. B.

Le redécoupage électoral en deuxième lecture

Eternel 49-3

M. Jacques Chirac devrait user, le mercredi 22 octobre, de son arme favorite : l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. La majorité ne veut pas prendre le moindre risque pour la deuxième lecture, à l'Assemblée, du projet de loi décomposant les nouvelles circonscriptions électorales.

La grève continue à répercuter sur les membres du RPR et de l'UDF qui s'estiment maltraités par le projet de M. Pasqua. D'autant que, contrairement aux espoirs de certains, la commission mixte paritaire — réunissant députés et sénateurs — mardi, a décidé de ne proposer aucune modification au texte gouvernemental qui lui-même reprend, à la virgule près, le contenu de l'ordonnance que M. François Mitterrand a refusé de signer. Malgré les pressions auxquelles ils ont été soumis jusqu'au bout, les chefs des partis de la majorité ont estimé qu'il y avait plus d'inconvénients qu'il y avait d'avantages à modifier le découpage qu'ils ont eu déjà tellement de mal à mettre au point. Tant pis pour les signataires de certains de leurs amis, il ne faut pas leur donner des arguments au Conseil constitutionnel en s'éloignant encore plus des avis de la « commission des sages » et du Conseil d'Etat. Il ne faut pas donner l'impression de se « venger » du refus présidentiel, malgré les menaces proférées avant que le chef de l'Etat n'annonce sa décision.

Reste à faire avaliser cette attitude par le Parlement. Le Sénat ne devrait pas créer de difficultés. L'Assemblée nationale, théoriquement pas beaucoup plus, la procédure de débat après commission mixte paritaire limitant les possibilités de discussions. Mathématiquement, la majorité dispose d'une solide avance. Avec l'appui des deux dissidents du Front national, elle dispose d'un potentiel de 293 voix, alors que les socialistes, les communistes et l'extrême droite n'en ont ensemble que 282. Il faudrait donc pas de 11 abstentions à droite, si aucun de ses membres ne vote avec l'opposition (ce qui n'est guère vraisemblable) pour que le projet soit repoussé. Cela fait beaucoup.

Pour aller vite, M. Jacques Chirac était partisan de prendre le ris-

que, qu'il juge nul, et de laisser la discussion suivre son cours normal comme ce fut le cas lorsque revint en deuxième lecture le projet d'ordonnance refusé — mais, lui, modifié — sur les conditions de la privatisation. M. Pierre Messmer était d'un avis différent : « Il faut utiliser à tous les stades du débat la même procédure ; puisque la CMP a refusé toutes modifications au découpage, il n'y a plus la possibilité de discuter de celui-ci, et sur le principe tout a été dit ».

Ne prendre aucun risque

Le raisonnement de M. Jean-Claude Gaudin est différent mais il aboutit au même résultat : « Nous ne devons prendre aucun risque ». Lui, qui jusqu'alors s'était porté garant du vote unanime de ses troupes, tire maintenant les leçons de l'affaire Stasi. D'autant que trois députés des partis de la majorité ont déjà gardé, par-dessus eux, leurs « clés » qui permettent à leurs amis de voter pour eux (MM. Jean-François Deniau (UDF, Cher), Hector Rolland (RPR, Allier) et Jean Briane (UDF, Aveyron).

En fait, même si son projet est adopté, la majorité ne veut pas que l'on puisse constater que certains des siens y sont opposés. Les élus sont revenus impressionnés de l'impact sur leurs électeurs de l'incertitude de la présidence de la commission des affaires étrangères. Ils ne veulent pas d'un nouvel incident.

Les arguments de MM. Gaudin et Messmer ont, semble-t-il, convaincu le premier ministre, dont plusieurs collaborateurs participent plutôt à l'analyse de M. Toubon, au cours du déjeuner du mardi réunissant les chefs de la majorité. Si le gouvernement engage sa responsabilité mercredi après-midi, les socialistes déposeront alors une motion de censure qui sera débattue vendredi. Son rejet entraînera l'approbation du découpage. M. Jacques Chirac s'en aura pourtant pas fini. Il lui faudra encore subir l'épreuve du Conseil constitutionnel, que le PS s'apprête à saisir. Quelques membres de la majorité, au contraire du dossier, sont déjà fort inquiets.

THÉOPHILE BRÉHER.

Conflit politique au sein de l'hebdomadaire communiste

« Révolution » remis au pas ?

L'hebdomadaire communiste *Révolution* est-il dans le collimateur ? Des journalistes et des responsables du parti ont une forte proposition à la presse. Ils suggèrent que Gérard Stieff, nouveau rédacteur en chef adjoint de *Révolution* (le Monde du 8 octobre), a été désigné à ce poste par la direction du PC pour remettre l'hebdomadaire, travaillé par des contradictions, dans « la ligne ». « L'équipe Marchais lui a donné pour mandat de liquider les liquidateurs », affirme un membre du secrétariat. Ces « liquidateurs » sont les journalistes qui ont signé, avant l'été, un appel public pour l'organisation d'un congrès extraordinaire du parti ou ceux qui manifestaient quelques jours d'indépendance de fond, c'est la direction même de l'hebdomadaire qui serait en jeu.

Un conflit a d'ailleurs éclaté le 1^{er} octobre au cours d'une réunion de rédaction, le lendemain donc de la dernière séance du comité central. Les maîtres mots de cette session avaient été, selon la direction du PCF, « union » et « rassemble-

ment ». M. Guy Hermier, directeur de l'hebdomadaire et membre du bureau politique, préférait pour sa part le terme d'« ouverture », titre de son éditorial sur cette réunion : « parlement communiste ».

M. Stieff se serait opposé à ce que la rencontre Reagan-Gorbatchev soit « convertie » par Bernard Umbricht, signataire de l'Appel des 3000, pour un vingt-sixième congrès.

M. Stieff, membre du comité central depuis 1979 et ancien secrétaire de Jean Kanapa à la section de politique extérieure du PCF, a obtenu pas gain de cause.

Mais une réunion récente qui regroupait MM. Marchais, Hermier et Stieff aurait tourné à l'avantage de ce dernier. Pour certains journalistes, le règlement de ce conflit préfigure une « normalisation » de l'hebdomadaire, chargé de retravailler uniquement la ligne définie par le comité central sans laisser place aux débats qui agitent les communistes.

OLIVIER BEFFALO.

Mer : le gouvernement veut faire de la France le « pivot de l'Europe bleue »

L'Assemblée nationale a adopté mardi le budget 1987 de la mer. D'un montant de 554,1 millions de francs, il représente 0,48 % du budget général. Il marque, en outre, une progression de 2,5 % par rapport au budget 1986.

« Réaliste et courageux » pour la majorité, « dogmatique et complaisant » pour l'opposition, le projet de budget présenté par le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Coudane, n'a suscité le consensus que sur un thème : l'indispensable coup de pouce financier à donner à la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), dont cinq membres bénévoles sont morts en mer cet été. La subvention de la SNSM a donc été portée de 6,5 millions de francs à 8,5 millions de francs. Pour le reste, les députés de l'opposition présents dans l'hémicycle sont restés sur leurs positions. Le volume des crédits de la mer, comme les choix réalisés par M. Coudane, ont été vigoureusement critiqués par M. Jean Lacombe (PS, Hérault), rapporteur pour avis de la commission de la production et de l'énergie, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

Pour M. Lacombe, le budget 1987 « ne permet pas de faire face aux défis de l'avenir ». Le député de l'Hérault a estimé que, compte tenu de la restructuration du Fonds spécial des grands travaux (FSGT), ce budget était « en régression de 8,4 % ». Quant à M. L. Penec, qui a limité son intervention aux dossiers de la marine marchande et de la pêche, il a affirmé que la politique de gouvernement souffrait d'une « triple insuffisance » : faiblesse des moyens financiers, absence de conception globale et mauvaise prise en compte de la dimension internationale de l'activité maritime. Le pavillon « Kerguelen » qui permet aux

navires français immatriculés dans l'ile d'employer 75 % de marins étrangers a été également vivement contesté par le PS et le PCF. M. Roland Leroy (PC, Seine-Maritime) y voit une façon « de légaliser le sabotage de la flotte de commerce française ».

Tout en affirmant ne pas vouloir se livrer à un « réquisitoire » contre la politique menée par la gauche de 1981 à 1986, M. Guellec a expliqué que la marine marchande avait, en cinq ans, perdu 25 % de ses navires, que les coûts d'exploitation portuaire avaient augmenté, tandis que le trafic des ports français stagnait. C'est dans ce contexte difficile que le secrétaire d'Etat à la mer n'a expliqué avoir voulu inscrire son budget 1987, et notamment son « plan marine marchande ». Ce plan prévoit notamment une aide sectorielle de 150 millions de francs pour la première année, destinée à la flotte de commerce, et soutient l'investissement pour les pêches et l'activité portuaire. « La France a vocation à devenir le pivot de l'Europe bleue », a souligné M. Guellec. « Les choses bougent », s'est félicité pour sa part M. Antoine Raffin (RPR, Seine-Maritime), rapporteur spécial de la commission des finances, estimant que le gouvernement avait choisi la voie « de la remise en cause des idées reçues et de certains avantages acquis ».

Le PS a reconnu, de son côté, que ce plan, globalement négatif, comportait toutefois « certaines mesures positives », parmi lesquelles le dégrèvement de 66 % de la taxe professionnelle acquittée par les compagnies.

Par ailleurs, à propos de l'abandon en mai dernier de la construction d'un gigantesque phare au large d'Quessant, M. Guellec a justifié ce choix par le souci du gouvernement de ne pas se trouver, à terme, face à un « Villedu maritime ».

P. S.

Commerce, artisanat et services : une modeste ambition

Le budget du commerce, de l'artisanat et des services a été adopté mardi 21 octobre à l'Assemblée nationale. D'un montant global de 642,9 millions de francs, ce budget marque un recul de 0,4 point de pourcentage par rapport à celui de 1986. Sa part dans le budget général de la nation est de 0,05 %.

Comme chaque année, les députés ont rappelé que la faible part prise par ce département dans le budget général ne devait pas faire oublier l'importance économique du secteur qu'il recouvre : un million huit cent quarante mille entreprises et sept millions d'emplois, a souligné M. Jean-Paul Charité (RPR, Loiret). Le rapporteur de la commission de la production et des échanges a reconnu que ce budget est « modeste », mais « conforme à sa vocation libérale », les dépenses de fonctionnement diminuant. Trop « modeste » au goût de l'opposition, ce budget n'a pas reçu sans réserve l'adhésion de l'ensemble de la commission des finances. M. Jean-Louis Dumont (PR, Meuse), a trouvé pour sa part curieux qu'un ministre qui avait étendu, après le 16 mars, ses compétences aux services, ne se voit pas pour autant doté de « moyens ». « Vous vous contentez d'offrir une ambition, sans pour autant dégrader de moyens supplémentaires », a-t-il ironisé. Le député socialiste a également regretté que les crédits de formation des jeunes apprentis aient diminué, alors que « l'artisanat est une des carrières à jouer pour l'emploi ».

Si le ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services, M. Georges Chavanes, n'a pas contesté cette dernière affirmation, il a en revanche affirmé que « la rénovation de l'apprentissage » est, « en accord avec MM. Séguin et Monory », l'une de ses priorités. « Je suis entré en politique pour me battre pour l'emploi », a déclaré le

ministre à la tribune, soulignant au passage l'importance actuelle des petites et moyennes entreprises de son secteur — « trop souvent mal comprises ou laissées pour compte » — dans la lutte pour l'emploi. M. Chavanes a rappelé outre que son budget s'articule autour de quatre axes : la formation et l'adaptation aux nouvelles technologies, l'investissement et la modernisation, les mutations et l'action sociale, l'équité fiscale et sociale.

Chaque défendeur des « usines à la campagne », le ministre a expliqué que la politique du gouvernement s'attache, « en libérant les entreprises d'inutiles contraintes », à créer un « climat favorable » plutôt qu'à jouer sur le levier des aides et subventions.

Le débat, désormais traditionnel, petit commerce/grande surface, également en lieu. M. Chavanes a accusé le précédent gouvernement d'avoir approuvé massivement, avant les élections, l'implantation de grandes surfaces. Quant à M. Charité, il s'est livré à une attaque en règle contre les grandes surfaces qui « écrasent les petits commerçants mais pas les prix ». Le ministre du commerce a également rappelé que l'ordonnance sur la concurrence serait prochainement déposée au bureau du Conseil d'Etat, afin notamment de substituer « le marché à l'interdiction ».

Enfin, un amendement déposé par M. Alphonse (UDF, Maine-et-Loire) et Jean-Paul Charité, faisant passer de 398 F à 404 F la taxe parafiscale perçue auprès des artisans par les chambres de métiers pour financer leurs actions de formation et d'information, a été adopté, faisant adopter un amendement pourtant adopté à l'unanimité par la commission des finances et qui portait cette taxe à 400 F. La différence est mince, mais le résultat est une augmentation des prélèvements obligatoires pour les artisans.

P. S.

Le rôle de M. Foccart auprès de M. Chirac

« Le sphinx parle »

M. Jacques Foccart sort de l'ombre. A soixante-trois ans, l'ancien secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches, au côté du général de Gaulle puis de Georges Pompidou, est devenu le conseiller et émissaire de moins en moins officieux, de plus en plus officiel du premier ministre pour l'Afrique et les DOM.

Mise en avant lors du voyage de M. Jacques Chirac en Nouvelle-Calédonie, au mois d'août dernier, sa présence auprès du chef du gouvernement avait été présentée aux dirigeants du RPR calédonien comme un signe de l'orientation de la politique suivie dans ce territoire et de l'attention qui lui est accordée à l'Hôtel Matignon. Durant le voyage du premier ministre dans l'océan Indien, du 17 au 21 octobre, la présence de M. Foccart a été soulignée à plusieurs reprises par M. Chirac comme une marque de continuité dans la tradition gaulliste de défense de la présence française « aux quatre coins du monde ».

Le nom de M. Foccart, qui avait quitté les palais officiels à la mort de Georges Pompidou, était synonyme de diplomatie parallèle, de services et réseaux secrets, d'organisation

occulte — le Service d'action civique (SAC) — au sein du mouvement gaulliste. Ami de M. Chirac, resté en relation avec lui depuis 1974, membre du comité central du RPR depuis 1976, M. Foccart assure, à présent, le contact entre le premier ministre et les chefs d'Etat africains.

Lors de son retour à l'Hôtel Matignon, en mars dernier, M. Chirac a tiré M. Foccart d'une semi-retraite — six mois de travail, six mois de repos — pour qu'il prépare et accompagne, avec le titre officiel de conseiller du premier ministre, l'intervention de celui-ci dans ce secteur sensible du « domaine réservé » présidentiel qu'est la politique africaine. Entouré de quatre collaborateurs, M. Foccart a l'air à tout dans un domaine qui est, ainsi, distinct de celui du conseiller du premier ministre pour les affaires diplomatiques, M. François Bujon de l'Estang.

La présence de M. Foccart est importante pour au moins deux raisons. La première est que, traditionnellement, sous la V^e République, les affaires africaines sortent du ressort du président de la République, avec lequel les chefs d'Etat africains viennent à avoir une relation directe et personnelle. La seconde est que

M. Mitterrand a lui-même, depuis trente ans et plus, de tels rapports avec nombre de dirigeants africains qu'il connaît bien. Il faut donc à M. Chirac un conseiller de poids pour équilibrer le rôle de l'Elysée et éviter que l'Hôtel Matignon ne soit marginalisé dans ce domaine.

Voilà, à présent, que M. Foccart est invité à remplir sa fonction plus ouvertement. Par deux fois, pendant le voyage de M. Chirac à la Réunion, à Mayotte, à Mayotte et à Djibouti, les journalistes qui accompagnèrent le premier ministre ont bénéficié de « briefings » de son conseiller.

La surprise provoquée par son arrivée dans la partie de l'événement occupée par les journalistes, entre Saint-Denis et Djibouti, a fait sourire M. Foccart. « Le sphinx parle ! » a-t-il lancé. Alerta, affable, écoutant avec attention les questions qui lui étaient posées, l'ancien conseiller de l'Union française, ancien secrétaire général de la Communauté, a évoqué ses rapports personnels avec le président giscardien, auquel le premier ministre avait rendu visite, M. Hassan Gouled.

Interrogé sur le départ de l'Elysée de M. Guy Fenne, conseiller de M. Mitterrand pour l'Afrique, M. Foccart a exprimé son « regret ». Ses

rapports avec M. Fenne étaient très bons, a-t-il dit, la politique africaine de la gauche ayant pris, après le départ de M. Jean-Pierre Cot du ministère de la coopération, en décembre 1982, une orientation peu différente de celle du gouvernement actuel.

De son voyage, fin septembre, dans plusieurs capitales africaines — voyage annoncé officiellement par l'Hôtel Matignon, ce qui était nouveau — M. Foccart a rapporté la conviction que la zone la plus dangereuse est, encore une fois, le Tchad. Il estime que le colonel Kadafi tente d'attirer M. Hissène Habré et, par voie de conséquence, la France, dans un piège en l'incitant à tenter de reprendre dans le nord du pays.

Le sommet franco-africain de Lomé, à la mi-novembre, auquel M. Chirac assistera, devrait se dérouler, selon M. Foccart, dans le meilleur esprit de collaboration. Un sommet en évoque un autre, celui de Bujumbura, au cœur de l'Afrique centrale, du développement... M. Foccart assure qu'il ne se mêle en rien de ce dossier et, même, qu'il l'a découvert dans la presse.

PATRICK JARREAU.

AVEC

سكان الشمال

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

Politique

Président de la Fédération des villes jumelées M. Mauroy mène campagne... en URSS

KHARKOV
de notre envoyé spécial

Pour sa troisième visite dans la grande cité industrielle de l'Ukraine, jumelée à sa ville, M. Pierre Mauroy a eu droit au programme des hôtes de marque : dépôt de gerbe un monument élevé à la mémoire des 120 000 habitants de Kharkov, morts pendant l'occupation allemande ; traversée d'un ensemble de 40 000 logements « modernes », du type « tours » et « barres » des années 60 ; descente dans le métro, tout de marbre vêtu — « A Lille, il n'y a pas de marbre, mais pas de pilotes non plus, car c'est entièrement automatisé », explique l'ancien premier ministre, qui ne manque jamais une occasion de promouvoir le système VAL retenu par sa ville.

Nouvelle gerbe au pied de la statue de Lénine, qui trône sur la grande place, en face de l'immeuble massif du Parti communiste de l'Ukraine — Kharkov a été capitale de la République pendant la guerre civile et même au-delà, jusqu'en 1934. Arrêt-photo devant le monument dressé à la mémoire du poète ukrainien Tarass Chevtchenko — « Les hitlériens l'ont épargné pour flatter le sentiment national ukrainien », explique le maire de Kharkov. Cette journée du 15 octobre se terminera par une visite de l'usine Turbotom, qui fabrique les turbines des centrales électriques, une conférence de presse au siège des journaux de la ville... et un concert d'orgue à l'église — désaffectée — de l'Assomption, où un jeune prodige joue des morceaux choisis de Messiaen, Saint-Saëns et Dupré.

Fabius, Rocard
Jospin et les autres

Mais qu'est-ce qui fait ainsi courir un ancien premier ministre français dans l'Ukraine profonde ? Certes, les villes de Lille et de Kharkov sont jumelées. Il est donc normal que leurs maires se rencontrent. D'autant que M. Mauroy, depuis deux ans, aux destinées de la Fédération mondiale des villes jumelées (1) et qu'il entend bien, maintenant qu'il est déchargé de toute tâche gouvernementale, utiliser à fond cette carte pour se donner une image, « internationale », pour ne pas dire « présidentielle ».

Pendant sa semaine en URSS, du 8 au 16 octobre, on l'aura donc vu présider pendant trois jours à Kiev, la Trente et unième session des villes jumelées — un parterre d'élus, de ministres et de hauts fonctionnaires d'une soixantaine de pays. Il a pris la parole à Leningrad, à la conférence des villes jumelées, organisée conjointement par les associations France-URSS et URSS-France. Et, à Moscou, il a eu un long entretien avec un membre du bureau politique, M. Aliév, puis a été reçu, à deux reprises, par M. Zagladine, l'un des responsables du département international du Comité central. Bien sûr, il aurait aimé rencontrer aussi M. Gorbatchev, mais celui-ci était pris par le sommet de Reykjavik. Quant à une éventuelle conférence de presse à

Moscou, il devenait périlleux de l'organiser, en l'absence de journaliste français en poste dans la capitale, car les autorités soviétiques les avaient invités en Afghanistan la veille même de l'arrivée de l'ancien premier ministre.

M. Mauroy se défend de tout opportunisme. « La politique étrangère m'a toujours intéressé », souligne-t-il. Je suis le premier ministre qui a le plus voyagé jusqu'à présent. J'ai même reçu Alfonsín à Matignon lorsque l'Élysée ne croyait pas à son élection... L'ancien premier ministre critique-t-il le président de la République ? Non, bien sûr. M. Mauroy estime même que « M. Mitterrand a très bien joué pendant ces six premiers mois de cohabitation ». A commencer par le choix de Jacques Chirac, qu'il avait lui-même préconisé au chef de l'État de préférence à M. Chaban-Delmas. « Avec Chaban, on aurait eu des socialistes ici et là, dans les ministères techniques. Ça aurait été un méli-mélo où tout le monde aurait été perdant. Avec Chirac, c'est clair. On a un gouvernement de droite, réactionnaire. On peut donc s'y opposer résolument. » La seule chose que M. Mauroy n'aurait pas faite à la place du président, c'est de partir pour l'Indonésie en pleine offensive terroriste. « Mais il avait sans doute ses raisons... », ajoute-t-il avec un mélange de compassion et d'admiration.

M. Mauroy n'est pas tombé dans le panneau tendu par les agences de presse, et notamment par l'ass, affirmant que M. Mitterrand ne se représenterait pas en 1988. « Il sera candidat le moment venu, s'il a des chances », a-t-il affirmé, sans même étudier le texte des déclarations présidentielles. Les jeunes loups devront donc attendre, à commencer par son successeur à Matignon. « Fabius n'est devenu socialiste que par la tête, observe-t-il. Il lui manque les tripes. Le modernisme, c'est bien joli, mais ça ne suffit pas pour être socialiste. » M. Mauroy est plus indulgent pour Michel Rocard qui, lui, est socialiste. Mais le maire de Conflans-Sainte-Honorine est « un marginal ». Quant au premier secrétaire, Lionel Jospin, le maire de Lille l'écarte d'emblée. « Avec lui, on ne sait plus où on en est, dit-il avec commotion. Au point qu'on voit Jospin sortir du bois... » Mais « Jospin n'a aucun charisme dans le parti. Il fait peur à beaucoup », coupe le sénateur Robert Pontillon, qui accompagnait M. Mauroy à Kiev.

Ne reste donc plus, comme candidat crédible, que le jovial Pierre Mauroy, soixante du socialisme français. Inscrit au parti « depuis 1946 » (à l'âge de dix-huit ans), champion de l'unité de la gauche, seul capable de diriger un gouvernement avec des ministres communistes tout en renvoyant quarante-sept diplomates soviétiques dans leur pays, M. Mauroy se jure incontournable à la tête de son courant B. Les Soviétiques ont fait mine de le croire.

ROGER CANIS.

(1) FMVJ, Cité des arts, 2, rue de Logelbach, 75017 Paris.

POINT DE VUE

Avant le congrès du MRG Mobiliser, rassembler, convaincre

par Michel Crépeau
président d'honneur du MRG
ancien ministre

CHACUN sent bien ce que la cohabitation a d'instable. De part et d'autre, on sait bien qu'il faudra en découdre. Et qu'à la fin du compte la plus apte à MOBILISER, RASSEMBLER et CONVAINCRE, gagnera.

Mobiliser son propre électoral est la première des nécessités. Pour ce qui est des hommes, la gauche dispose d'un dirigeant incontesté et rassembleur en la personne de François Mitterrand. A droite, au contraire, la tâche des élections sera celle des assassins. Mais les chances de la gauche seront d'autant plus grandes qu'elle saura mener le combat des idées.

Une révolution culturelle a été accomplie en France entre 1981 et 1986. Rôle de l'entreprise dans la société, prise de conscience des réalités internationales, importance de la gestion, impératifs de la modernité : tout cela est un grand service que nous avons rendu à la France. Mais ce faisant, nous n'avons pu tenir à l'électorat de gauche la langue que les grands partis l'avaient habitués à entendre.

Cela explique, en partie, qu'aux législatives de 1986 le PS ait enregistré son record historique et la gauche son résultat le plus faible depuis vingt ans. Cette constatation doit être au centre de nos réflexions pour l'avenir.

Il faut le faire en conservant les acquis de la modernité. Mais en rappelant avec d'autant plus d'intransigeance et de force les idéaux et les principes qui sont les nôtres. On ne mobilise pas un électoral sur les discours et les principes du camp adverse. L'expérience du gouvernement, la crédibilité que nous avons acquise sur notre aptitude à gérer, voire les contraintes de la cohabitation, ne doivent pas être des étiquettes, mais des armes au service de nos propres idéaux.

C'est autour d'eux qu'il est urgent de mobiliser à nouveau les Français si nous voulons sortir de l'impasse dont témoignent toutes les élections postérieures à 1981.

Pour gagner il faut aussi rassembler. Nul ne le contestera, à part quelques radicaux d'ancienne époque, aujourd'hui égarés. La bipolarisation de la vie politique est un fait incontournable. Qu'on puisse le regretter ne change rien à l'affaire.

Autrement dit, toute nouvelle victoire de la gauche ne paraît passer par une ouverture, un élargissement et surtout une profonde transformation du Parti socialiste.

Cela appartient, bien sûr, au premier chef et en tout premier lieu aux socialistes eux-mêmes. Mais cela est aussi le devoir de ceux qui, en dehors, mais aux côtés du PS, souhaitent la réélection de François Mitterrand et le retour au pouvoir de la gauche.

On trouve dans la gauche trop de familles diverses pour s'intégrer dans une structure rigide. En d'autres termes, il n'y a pas d'autres moyens de rassembler l'ensemble des forces qui sont les nôtres que la mise en place progressive d'une structure, fondée non sur l'esprit de boutique — où qu'il soit — mais sur une audacieuse modernité.

Essayant de parler le langage des informaticiens, je dirais qu'il faut réfléchir à la mise en place d'un ordinateur central qui serait un nouveau parti socialiste ou social-démocrate. Il serait directement rattaché à des périphériques constitués des familles naturelles de la gauche telles que l'on sait bien qu'elles sont, à l'intérieur et en dehors du Parti socialiste.

Ainsi disposerait-on, pour l'avenir, d'un outil efficace et souple qui permettrait de faire travailler l'imagination dans les périphériques et d'en assurer la synthèse en rassemblant les moyens dans l'ordinateur central.

N'est-ce pas ce qui se passe déjà un peu avec l'organisation de courants internes ou externes au PS. N'est-ce pas comme cela que fonctionnent les partis américains ?

Si mobiliser et rassembler sont les conditions premières du redressement, tout cela ne serait rien si nous ne parvenions en même temps à convaincre.

C'est pourtant bien simple : il suffit de parler franchement aux gens des problèmes qui les intéressent.

Pourquoi Harlem Désir mobilise-t-il les masses contre le racisme mieux que les partis de gauche ; parce que le racisme est un vrai problème et parce qu'il parle la langue de tout le monde, « Touché pas à mon pote », c'est plus parlant que LDH ou LICRA.

On pourrait comme cela continuer bien longtemps. Mais il ne sert à rien d'être méchant. Si ce n'est pour rappeler cette évidence que la meilleure chance de la gauche est de redevenir populaire, c'est-à-dire près des gens.

C'est sur l'emploi et la sécurité que les prochaines échéances vont se jouer. Des problèmes assurément difficiles qui témoignent de la double guerre qui nous est imposée : guerre économique et guerre des nerfs. La droite pense les gagner par un rideau de fumée qu'il devrait être facile de dissiper en rappelant devant ce que nous avons fait et ce que nous voulons faire.

Après tout, l'Amérique de Reagan est peut-être un modèle pour la droite, avec son cortège de misères.

Le New Deal de Roosevelt en est un autre dont je me sens plus proche.

Même si les temps ont changé, n'est-ce pas, grand temps, de repenser de planification, d'aménagement du territoire, de grands travaux autant que de petits boulots, d'avancée sérieuse dans la construction de l'Europe et de l'intervention intelligente des pouvoirs publics dans l'évolution de la société ?

Avant de repenser d'élections, il faudrait repenser de politique. Si nous voulons être crus, il faut commencer par y croire.

LE NOUVEAU MIQUEL

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pierre Miquel



648 pages
120 F

Tout ce qu'on ne savait pas sur la Seconde Guerre mondiale...

Un ouvrage fresque.

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

Une chasse à l'homme, sauvage et technicienne, voilà le vrai sujet de ce grand livre...

La première édition d'un classique.

Fred Kupferman, La Revue
(Le grand Livre du Mois)

FAYARD

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES



LE VOL.
PARIS MONTREAL
ALLER RETOUR
A PARTIR DE 2 200 F
50 RUE RAMBUTEAU 75003 PARIS 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIÈRES

Société

Treize Algériens résidant en France en instance d'expulsion

Treize opposants algériens résidant en France, tous membres du Mouvement démocratique algérien (MDA) de l'ancien président Ahmed Ben Bella, sont actuellement en instance d'expulsion. Séjournant régulièrement en France, parfois depuis vingt ans, mariés pour quelques-uns à des Françaises et âgés pour certains de plus de soixante ans, ils avaient été interpellés, dans le cadre d'une opération menée en région pari-

siennaise, à Arras et à Lyon sur instruction de la toute nouvelle section antiterroriste du parquet de Paris.

Il s'agit d'une enquête préliminaire, autorisée par le président du tribunal de Paris et provoquée par des renseignements fournis par la DST. Des munitions et un chargeur ont été saisis à Arras au domicile d'un des interpellés, condamné à trois

mois de détention en flagrant délit, tandis que des cachets postaux ont servi à la fabrication de faux documents administratifs saisis à Pontoise au domicile d'un couple. En revanche, aucun élément matériel n'a pu être retenu contre les autres personnes arrêtées.

Cette opération est selon M. Ben Bella, « le résultat d'un accord passé avec le gouvernement algérien ». C'est, a-t-il ajouté, « une mesure

soignée menée en accord avec Alger pour étouffer la voix de l'opposition. Que M. Pandraud produise la preuve que ces gens constituaient une menace pour l'ordre public en France ». Il a, d'autre part, estimé que les propos du ministre délégué chargé de la sécurité le qualifiant de « terroriste » étaient « une insulte au peuple algérien ».

Les rafles et le droit

Les lois ne valent que par leur usage. En quelques jours, le gouvernement a voulu prouver l'efficacité de deux d'entre elles, dont les dispositions ont été introduites, le 9 septembre, dans le code pénal et le code de procédure pénale. L'une vise les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, l'autre concerne la lutte antiterroriste. Or, dans ce zèle démonstratif, il en a brutalement dévié les dangers.

L'expulsion collective de cent un Maliens vers Bamako est dans la logique des nouvelles dispositions légales. Celles-ci ont essentiellement substitué l'autorité administrative à l'autorité judiciaire. En d'autres termes, c'est la police qui fait le tri, interpellant les étrangers en situation irrégulière et — sans débat public contradictoire, comme c'est le cas dans une enceinte de justice — alléguant ainsi les décisions préfectorales d'expulsion.

Or, avec le renfort de la nouvelle loi généralisant les contrôles d'identité, la machine s'engorge rapidement. Les centres de rétention

d'étrangers en instance d'expulsion sont surchargés. Faute de leur avoir trouvé, au bout du délai légal de six jours, une place dans un avion, ces travailleurs immigrés sont remis en liberté ou envoyés dans le circuit pénitentiaire — criminogène, comme l'on sait — après une condamnation sanctionnant l'absence de papiers en règle.

La loi a ainsi créé un terrain favorable aux surenchères dans la mise en œuvre concrète des expulsions. A moins de reconnaître son impuissance au regard de son but proclamé — mettre fin rapidement à l'immigration dite « clandestine », — la logique propre est d'aller au-delà. D'où les châtiments, de l'ordre de dix à quinze jours, infligés à des étrangers qui ne pas faire dans le détail : il semble que, parmi les Maliens expulsés, certains — dont l'un marié à une Française des Antilles — n'étaient pas en situation si irrégulière que M. Pandraud a bien voulu le dire.

● CHALONS-SUR-MARNE : expulsion de quatre ressortissants sénégalais. Quatre jeunes ressortissants sénégalais, en situation irrégulière, ont été reconduits de Châlons-sur-Marne (Marne) à l'aéroport d'Orly, dans la matinée du mardi 21 octobre et expulsés vers leur pays d'origine sur arrêté préfectoral. C'est après que le directeur d'un foyer d'hébergement de Châlons-sur-Marne se fut plaint à y a quelques

jours que des étrangers occupaient à plusieurs centaines dans la mise en œuvre concrète des expulsions. A moins de reconnaître son impuissance au regard de son but proclamé — mettre fin rapidement à l'immigration dite « clandestine », — la logique propre est d'aller au-delà. D'où les châtiments, de l'ordre de dix à quinze jours, infligés à des étrangers qui ne pas faire dans le détail : il semble que, parmi les Maliens expulsés, certains — dont l'un marié à une Française des Antilles — n'étaient pas en situation si irrégulière que M. Pandraud a bien voulu le dire.

Second registre, le terrorisme. La nouvelle loi a pour effet essentiel de renforcer les pouvoirs du parquet, symbolisés par la mise en place d'une section antiterroriste à Paris, ayant compétence nationale. Les juges d'instruction sont statutairement indépendants : ils mènent, théoriquement, leurs investigations comme bon leur semble. Les magistrats du parquet, à l'inverse, sont soumis hiérarchiquement au garde des sceaux. En d'autres termes, plus on renforce le parquet, plus l'on a recours à des enquêtes préliminaires — c'est-à-dire sans la désignation d'un juge d'instruction, — plus l'on accroit le pouvoir d'opportunité politique dans la gestion de l'institution judiciaire.

Manipulation politique et diplomatique

L'interpellation d'une vingtaine de militants et sympathisants benbellistes, puis la décision d'expulser treize d'entre eux, sanctionnent de la DST le parquet a mené « une enquête préliminaire dans le cadre du terrorisme ». Le terrorisme, fat introuvable, à deux exceptions près : des munitions et quelques cachets administratifs, qui témoignent plutôt de l'activité d'un mouvement d'opposition à un Etat étranger, en l'occurrence l'Algérie. Quoi qu'il en soit, la justice a ainsi travaillé sur un renseignement peu fiable, son

action n'ayant, au bout du compte, qu'une finalité : rendre plus crédibles les mesures administratives d'expulsion prises, en fin de garde à vue, contre des personnes ne faisant pas mystère de leurs engagements politiques, âgés pour certains de plus de soixante ans et vivant en France depuis plus de vingt ans.

La loi permet ainsi une manipulation politique et diplomatique du judiciaire et du policier. Personne n'est dupe : il s'agit, ici, d'une bonne manière faite au pouvoir algérien, rétif ces derniers temps à aider la France comme il le fit, dans le passé, en s'embarquant dans le guépion libanais. L'ancien président algérien

peut, à loisir, rappeler que ce n'est pas son mouvement mais l'Algérie de M. Chadli Bendjedid qui a fourni un passeport à Georges Ibrahim Abdallah, le chef présumé des FARL. Paradoxes supplémentaires selon le *Canard Enchaîné*, le gouvernement de M. Chirac aurait demandé à M. Ben Bella de s'entretenir auprès de l'Iran dans l'affaire des otages.

Les policiers, notamment ceux de la police judiciaire, restent. Ils n'appréhendent guère cette multiplication d'opérations sans pertinence pour l'enquête sur les attentats. A plusieurs reprises, depuis le début de

septembre, ils furent enjointés par l'autorité judiciaire d'opérer des rafles sans efficacité pour leur mission théorique — arrêter des coupables — et aux finalités politiques — quand il ne s'est pas agi de permettre à la DST de recruter des informateurs en faisant pression sur des étrangers interpellés (la collaboration ou l'expulsion).

Le droit ne doit pas servir d'alibi à des manœuvres politiques ou diplomatiques. Une telle dérive accroit les risques d'injustice. Certes, les apparences sont sauves puisque ces actions sont autorisées par les lois nouvelles. Mais n'est-ce pas alors la teneur de ces lois qui est contestable ?

EDWY PLENEL.

Les tribulations d'Ahmed Ben Bella

Où est le temps où le jeune président de la République algérienne, Ahmed Ben Bella, tout jeune libéré des prisons françaises, faisait figure d'« espoir du mouvement » progressiste dans le tiers-monde ? Devient un « pilier de mosquée », ou ne le voit plus qu'en compagnie de son épouse, l'ex-courtesse « de gauche » Zohra Selhami, vêtue en toute saison d'une sorte de passe-montagne façon tabachou.

Ces apparences qui pourraient être une réalité politique bien précise : l'ancien chef d'Etat — peu impopulaire, ce soit par conviction ou par tactique — a choisi de monter sur les ailes du fondamentalisme islamique pour mieux passer à l'attaque contre le régime d'Alger, décrit dernièrement par M. Ben Bella comme étant « à l'agonie ».

Dès mai 1984, par le biais d'une déclaration au quotidien genevois *in Suisse*, l'homme politique algérien, exilé volontaire en Europe occidentale depuis 1981, avait révélé l'existence de son « Mouvement pour la démocratie en Algérie » (MDA), militant notamment pour le « multipartisme ».

Autre revirement de celui qui, en Algérie, transforment le Front de libération nationale (FLN) en un rigide parti unique, toujours en place aujourd'hui. Le MDA a trouvé des militants au sein du bon million d'Algériens établis dans la Communauté européenne, et principalement en France. Il a bénéficié également de la sympathie agissante de l'ancien banquier suisse François Genoud, administrateur du magazine, ex-dit dans les milieux policiers français, de l'aide de la Libye kadhafienne voire de l'Iran khomeiniste.

Le principal grief adressé par Paris aux benbellistes — outre que par leur existence même en France, la compliquée des relations déjà souvent épineuses avec Alger — est d'avoir outrepassé en 1983 les lois de l'hospitalité et même les lois tout court en détournant, dans une villa de Montmorency (Val-d'Oise), alors résidence de M. Ben Bella une petite cache d'armes. Elles étaient destinées, selon l'occupant, à sa « protection personnelle ». Cette découverte permit en tout cas à la France — à la satisfaction d'Alger — de ne plus tolérer le séjour permanent sur son sol de M. Ben Bella qui, depuis lors, a son port d'attache sur les bords du lac Léman.

La principale manifestation visible du benbellisme dans l'Hexagone demeure le mensuel francophone *El-Badil* (« l'Alternative »), dont le siège est à Montreuil (Seine-Saint-Denis) et qui tire à boulets rouges sur la « dictature d'Alger » et ses « amis étrangers », mais consacre aussi des pages souvent intelligentes au patrimoine arabe et islamique. Les Algériens de France ne sont pas rares qui, quoique sans attirance pour l'« islam-benbellisme », lisent *El-Badil* pour se changer un peu de l'ultra-conformisme des organes algériens diffusés ici.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

JUSTICE

M. Chalandon veut obtenir un vote au Parlement avant la fin de l'année

La privatisation des prisons au pas de charge

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, devait prendre publiquement position contre le projet de privatisation des prisons, ce mercredi 22 octobre, au cours d'un meeting organisé au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) par le Syndicat national des personnels de surveillance (FO), la principale organisation des gardiens de prison. Les grandes manœuvres ont commencé pour ou contre un projet que le garde des sceaux souhaite faire approuver par le Parlement avant la fin de l'année et à propos duquel M. Jean-Claude Gaudin (UDF) a déclaré mardi : « Je demande à voir... »

Aux yeux de M. Alain Chalandon, ministre de la justice, il faut, rapidement, 25 000 places de prison supplémentaires. Les établissements pénitentiaires sont surpeuplés : 47 000 détenus en France métropolitaine le 1^{er} octobre pour 32 500 places. Qui plus est, la politique pénale du gouvernement va accroître ce déséquilibre. L'inconvénient, c'est que la construction de chaque nouvelle place de prison coûte 400 000 F. L'Etat ne peut plus, un peu plus, assumer cette charge. Telles sont les données du problème que M. Chalandon pense pouvoir résoudre en faisant appel au privé.

On s'est beaucoup préoccupé, ces temps derniers à la chancellerie, de l'attitude qu'adoptera le Conseil constitutionnel. Diverses études ont été réalisées visant à éviter les foudres de M. Robert Badinter et de ses collègues. Y est-on parvenu ? L'avant-projet de loi tient précisément compte des remarques formulées par un cabinet d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, la Société civile professionnelle Jean Labbé et Vincent Delaporte. Cette étude confidentielle insiste sur le respect d'un principe à valeur constitutionnelle : « l'égalité des détenus devant le régime pénitentiaire ». Pas question, autrement dit, de désavantager les criminels et les délinquants hébergés par le privé par rapport à ceux abrités par le public, ou inversement.

L'avant-projet de loi transmis le 6 octobre par M. Chalandon, via le secrétaire général du gouvernement, à ceux de ses collègues qui auront leur mot à dire tient compte de cette préoccupation (1). Les entreprises qui emporteront finalement le marché, lit-on dans cet avant-projet, devront « assurer aux détenus des conditions de vie équiva-

lentes à celles des détenus incarcérés dans les établissements gérés directement par l'Etat ».

La seconde remarque du cabinet Labbé et Delaporte portait sur un autre principe à valeur constitutionnelle, la règle de la « continuité du service public ». L'avant-projet précise à cet égard : « Toute cessation concertée du service sera interdite », ce qui veut dire que les gardiens du privé n'auront pas le droit de grève.

Toutefois, dans le souci d'amadouer le Conseil constitutionnel, cet avant-projet envisage, sans trancher définitivement la question, la possibilité de confier à des fonctionnaires le soin de gérer les grilles des prisons privées. Les grilles sont le point de contact des établissements pénitentiaires avec les tribunaux. Ce sont les grilles, en particulier, qui notifient aux détenus les remises de peine. Il serait défectueux de laisser des salariés du privé s'occuper, même indirectement, d'un domaine qui touche aux libertés.

Connaître M. Balladur

L'obstacle constitutionnel ayant été ainsi, espère-t-il, contourné, M. Chalandon doit maintenant convaincre M. Edouard Balladur. Une réunion entre fonctionnaires de la justice et des finances doit avoir lieu jeudi. Rue de Rivoli, on juge excessif le chiffre de 25 000 places que le garde des sceaux souhaite confier au privé. Car les nouvelles prisons vont coûter cher.

L'Etat devra fournir les terrains, à charge pour le privé de bâtir et de gérer les nouveaux établissements « pour une durée de dix-huit ans renouvelable ». Une fois conclus les contrats de concession, l'Etat devra, de plus, verser chaque jour environ 300 francs par détenu aux entreprises choisies. Une somme qu'une des sociétés candidates, le groupe Maison familiale, détaille ainsi : 114 francs pour l'amortissement des bâtiments, 112 francs de frais de personnel et 60 francs pour l'entretien du détenu.

Certes, cela coûtera moins cher à l'Etat que de bâtir et de gérer lui-même 25 000 nouvelles places. Mais la dépense est quand même lourde. Les finances préféreraient la limiter à 15 000 places. Peut-être transigera-t-on à 20 000.

Cet arbitrage et quelques autres, juridiques ceux-là, ayant été opérés, le projet de loi ira, pour avis, au Conseil d'Etat puis, au pas de charge, devant le Parlement. Le projet de loi a été soigneusement pesé pour ne pas paraître trop abrupt aux députés et aux sénateurs. En même

temps, le garde des sceaux veut éviter qu'un texte trop long ne suscite un débat interminable, générateur de retards.

Ce souci tactique est explicité dans une note interne à la chancellerie où on lit ceci : « Un texte trop court, limité aux dispositions relevant constitutionnellement de la loi (habilitation à l'usage de la force et des armes, limitation du droit de grève, etc.) aurait certainement un mauvais effet d'affiche compte tenu de sa brièveté. Il est sans doute préférable, ajoute le rédacteur anonyme de cette « note d'arbitrage », de voir le texte élargi par la Conseil d'Etat, plutôt que de se voir reprocher d'éventuels oublis. En tout état de cause, si le texte devait, à l'issue de son passage devant le Conseil d'Etat, apparaître bref et donc brutal, il resterait possible de le retravailler dans l'avis de la Haute Assemblée et de transférer les éléments purement pédagogiques de ce texte dans l'exposé des motifs ».

Le Parlement ayant eu ainsi du grain à moudre — mais pas trop, — un appel d'offres sera lancé aux entreprises intéressées, auxquelles sera soumis un cahier des charges. Celui-ci comporte, dans sa version actuelle, trente-cinq pages, catalogue des obligations que ces entreprises devront respecter, comme sont censés les respecter aujourd'hui les établissements pénitentiaires.

Un front syndical

L'entreprise privée, lit-on entre autres dans ce cahier des charges, « sert les régimes détentifs prescrits par décision judiciaire et respecte les alimentations particulières réclamées par les différentes pratiques confessionnelles ». L'éducation physique doit absolument prohiber « la pratique de sports de combat tels que boxe, lutte judo ». Les gardiens du privé devront avoir « une taille minimum de 1,65 mètre pour les hommes et 1,55 mètre pour les femmes ». Chaque détenu aura droit à « au moins une douche hebdomadaire », ce qui n'est pas de trop, etc.

La mise au point définitive de ce cahier des charges coïncide avec une intense période de mobilisation et de tractations syndicales. Les gardiens de prison sont contre la privatisation : ceux de Force ouvrière qui devaient tenir meeting mercredi à Fleury-Mérogis ; ceux de la CGT qui ont réuni, mardi 20 octobre, une conférence de presse pour le dire ; et, sans que la liste soit exhaustive, ceux affiliés à la fédération que préside M. Aimé Pastre. Dans une lettre récente aux parlementaires, ceux-là estiment que le projet Cha-

landon érige « la médiocrité en système ».

Ce front syndical n'empêche guère le garde des sceaux qui, en contrepartie de la création d'un système pénitentiaire concurrentiel, serait prêt à offrir aux mécontents le relèvement de 20 à 22 % de la prime de sujétion dont ils bénéficient. Cette majoration algébrique, ce dit-on, justifiée par les contraintes d'horaires et les risques du métier, sur celle des policiers, vieille revendication syndicale.

Ce front n'est du reste que partiellement soudé. Le Syndicat (FO) des personnels de direction, très largement majoritaire chez les fonctionnaires de cette catégorie, est lui, pour la privatisation, il juge la surpopulation actuelle des prisons trop alarmante pour différer encore la solution.

Il se trouve que, parallèlement, les directeurs de prison ont obtenu que leur soient attribués trois postes à responsabilité au sein de l'administration pénitentiaire, rue Saint-Hippolyte à Paris, postes jusqu'ici traditionnellement confiés à des magistrats. Il s'agit de la division du travail, du bureau de la programmation et du bureau du recrutement. Il se trouve aussi que M. Chalandon envisage de créer, au bénéfice de M. Hubert Bonaldi, le patron de la Fédération justice FO, un poste de contrôleur général de l'administration pénitentiaire. Tout cela pour dire que le garde des sceaux a, jusqu'à présent, manœuvré avec habileté.

BERTRAND LE GENDRE.

A Bastia

Trois inculpations dans l'affaire de la « Brise de mer »

A Bastia, le mardi 21 octobre, trois personnes proches du gang de la Brise de mer ont été déférées au parquet et inculpées de complicité d'abus de bien sociaux. Il s'agit de Sylvain Cuccu, vingt-neuf ans, Pascal Raffalli, trente-quatre ans, et Louis Murati, vingt-six ans, comptables, soupçonnés d'avoir aidé à falsifier les comptes de la bande.

Ces trois inculpés ont été mis en liberté. Ces arrestations interviennent dans le cadre de l'opération déclenchée il y a quelques jours avec l'arrivée d'une cinquantaine d'enquêteurs venus de Paris en renfort (Le Monde daté 19-20 octobre).

UN FRANCAIS SUR DEUX RÊVE D'ÊTRE FONCTIONNAIRE

Comment devenir fonctionnaire ?

Les adresses, les sigles, les salaires etc.

Quel employeur choisir ?

NATHALIE CADART

marabout

59 F

Toutes les filières pour entrer et progresser dans la fonction publique

marabout

حکومتی الامم

مكتبة الأمل

Le Monde • Jeudi 23 octobre 1986 11

TWA

NO BRASIL,* UMA ÁRVORE ENTROU NUM CAMINHÃO.

* Au Brésil, un arbre rentre dans un camion.

Pour réussir au Brésil, il faut être fort et offensif. Dans le domaine des poids lourds, Saab Scania, filiale du groupe suédois et leader du marché des camions dans ce pays, s'y taille une place royale.

Sur le marché informatique la part de BULL ne cesse de croître. Grâce à sa combativité, grâce à la qualité de ses produits. Au Brésil, Saab Scania et BULL se sont reconnus. Devenus partenaires naturels, ils construisent ensemble, depuis plusieurs années leurs succès sur des marchés très concurrentiels. Leur développement spectaculaire témoigne de la vitalité d'un pays jeune, au développement économique rapide. Cette énergie tonique s'exprime largement dans toute l'industrie, secteur phare de la croissance brésilienne, où sont implantés près de 35% des matériels BULL installés dans le pays.

A la pointe du progrès, et toujours ouvert à la coopération, BULL s'associe dès 1983 avec ABC, l'un des tout premiers groupes brésiliens dans

le domaine de la fibre optique et de la téléphonie.

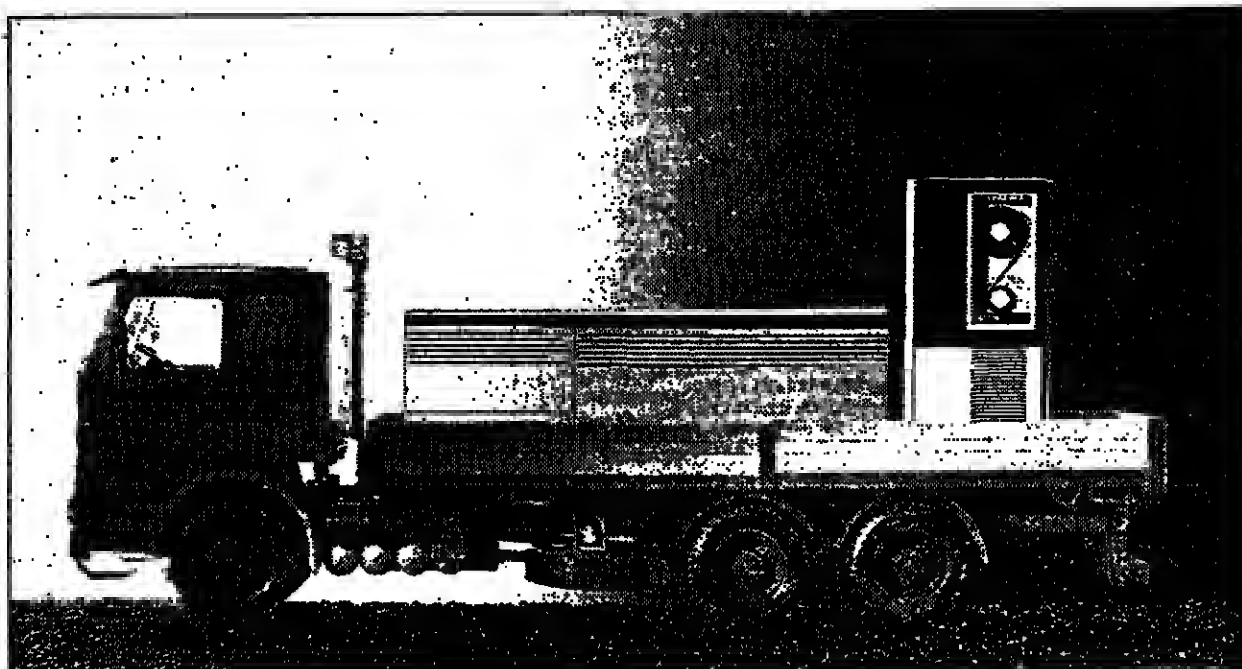
De ce "joint-venture" est née ABC BULL TELEMATIC. Par cette association gagnante, BULL s'est intégré définitivement au Brésil d'aujourd'hui.

Dans une usine modèle du Minas Gerais, ABC BULL construit les ordinateurs BULL DPS7 de conception française, sur lesquels viennent

maintenant se connecter de nombreux périphériques produits localement.

De l'industrie à la distribution en passant par la banque et l'administration, ABC BULL irradie aujourd'hui la société économique et scientifique brésilienne.

Elle offre à ses clients une informatique bâtie sur la coopération, organisée autour des communications, et qui leur donne la liberté de mieux entreprendre et de se développer avec plus d'efficacité.



Alberto A. Perazzo
Directeur Général
de ABC BULL S/A.

Bull



هكذا من الأهل

peut-on avoir le son sans le support ? C'est en fait
sans exclure sans cesse nos matériaux
et leurs utilisations que nous gagnons
les grandes compétitions mondiales.

**PERFECTING THE SCIENCE OF MANUFACTURING
THE FUTURE OF THE INDUSTRY**

the more I read, the more I am convinced that the only way to achieve a better world is through the power of the pen.

[illegible]

2-PRODUCT MANAGEMENT
MANUFACTURING & PRODUCTION

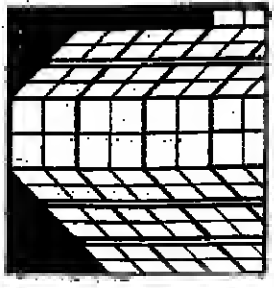
MONDIAL DE FLACONS POUR



de haut de gamme pour l'im-

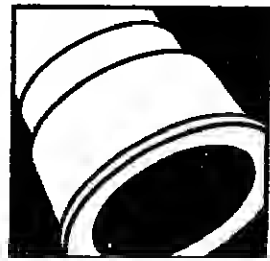
Leader mondial dans la plupart de nos activités ! Depuis 300 ans, la compétition est notre métier. C'est en faisant évoluer sans cesse nos matériaux et leurs utilisations que nous gagnons les grandes compétitions mondiales. Gagner, c'est notre métier.

1^{er} PRODUCTEUR EUROPÉEN ET 2^e PRODUCTEUR MONDIAL DE VITRAGE AU SERVICE DE L'AUTOMOBILE ET DU BÂTIMENT.



Allégé et résistant, bombé comme le pare-brise ou la lunette arrière des dernières nées des voitures européennes, sûr et isolant pour le bâtiment, le verre est en évolution permanente. Grâce à lui, la lumière entre chaque jour davantage dans notre vie.

1^{er} PRODUCTEUR MONDIAL DE TUYAUX EN FONTE DUCTILE POUR LES ADDUCTIONS D'EAU.



Plus d'un millier de villes dans 100 pays équipées en canalisations Pont-à-Mousson ! A travers toute la planète, elles acheminent l'eau, principe vital dans les villes et les campagnes.

Comment devenir actionnaire de Saint-Gobain ?

Pour recevoir le Guide de l'Actionnaire Saint-Gobain,

renvoyez ce bon à : SAINT-GOBAIN - CEDEX 806 75608 PARIS Brune ou appelez notre Numéro Vert

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

NUMÉRO VERT 05.40.40.40 APPEL GRATUIT

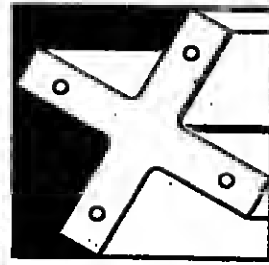
* Réservé aux personnes de nationalité française ou résidents en France.

1^{er} PRODUCTEUR EUROPÉEN ET 2^e PRODUCTEUR MONDIAL DE PRODUITS ISOLANTS POUR LE BÂTIMENT ET L'INDUSTRIE.

C'est le procédé Saint-Gobain de fibrage de verre qui est exploité dans 24 pays. L'isolation thermique et acoustique est devenue une industrie majeure. Sous la marque Isovert, nous fabriquons dans 8 pays européens et aux USA, des produits performants adaptés à tous les domaines du bâtiment et de l'industrie.

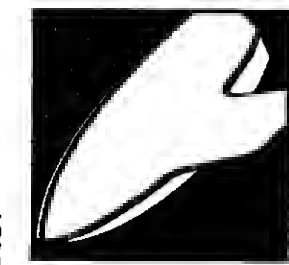


1^{er} PRODUCTEUR MONDIAL DE RÉFRACTAIRES ÉLECTROFONDUS POUR LES FOURS VERRIERS.



Utilisés dans les fours verriers, les centrales thermiques ou nucléaires, les réfractaires font ce que les volcans ne savent pas faire : contenir le feu.

1^{er} PRODUCTEUR EUROPÉEN ET 2^e PRODUCTEUR MONDIAL DE FIBRES DE RENFORCEMENT POUR L'AUTOMOBILE, L'ÉLECTRONIQUE, LES SPORTS ET LES LOISIRS.

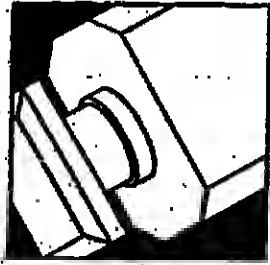


La fibre de verre allie résistance et légèreté. C'est un matériau exceptionnel présent dans tous les secteurs industriels de pointe : nez du TGV, plaques supports de circuits imprimés,

pièces de carrosserie automobile, coques de bateaux, pales d'hélicoptères, skis... Le matériau de la compétition !

2^e PRODUCTEUR MONDIAL DE BOUTEILLES ET 1^{er} PRODUCTEUR MONDIAL DE FLACONS POUR LA PARFUMERIE ET LA PHARMACIE.

Trois milliards de flacons par an ! Et la moitié exportée dans le monde entier. 13 millions de bouteilles et pots par jour, plus de 2000 modèles de bouteilles et de flacons, des couleurs, des lignes, des styles contemporains et même la conception par ordinateur des flacons des grands parfumeurs parisiens.



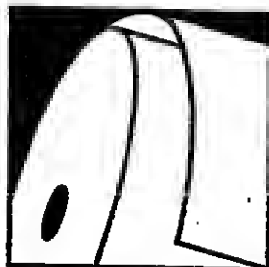
2^e PRODUCTEUR MONDIAL DE FIBRE-CIMENT POUR LES PRODUITS DE TOITURES ET LES CANALISATIONS.

Légers, résistants, économiques ! Les produits en fibres-ciment sont très utilisés dans la construction : toitures, façades... Pour les toitures, Saint-Gobain fabrique aussi des tuiles dont il est le 1^{er} Producteur français.



1^{er} PRODUCTEUR EUROPÉEN DE PAPIER D'EMBALLAGE.

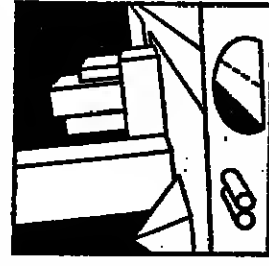
La pâte « fluff » des couches pour bébé, c'est le groupe Saint-Gobain ! Depuis 50 ans, nous avons fait évoluer les contre-plaques, les panneaux, la



pâte et le papier sous toutes leurs formes et leurs utilisations : emballages, sacs et cartons aux mille formes, papier de haut de gamme pour l'imprimerie.

UN ENSEMBLE DE 1^{er} PLAN EN EUROPE DANS LA CONSTRUCTION ET LES TRAVAUX PUBLICS.

Le forage du tunnel sous la Manche, c'est aussi Saint-Gobain ! Nous ne sommes pas seulement des fabricants et des inventeurs de matériaux mais aussi des entrepreneurs : hôpitaux, barrages, logements, ports, autoroutes. Les Bâtiments et les Travaux Publics font aussi partie de nos activités.



Bientôt, Saint-Gobain va revenir en Bourse. Acheter des actions Saint-Gobain, c'est entrer avec nous dans la compétition. Pour gagner l'avenir.

SAINT-GOBAIN. LES CHIFFRES 1986 DE LA COMPÉTITION

Estimations

- Chiffre d'affaires : 76 milliards de francs
- 149 000 salariés, dont la moitié dans d'autres pays que la France
- 2 000 chercheurs
- 108 filiales dans 17 pays
- 200 usines en France
- 120 usines dans d'autres pays

SAINT-GOBAIN

Société

L'affaire de l'aéroport d'Antigua

M. Roland Dumas engage une action judiciaire contre le « Figaro Magazine »

Au nom de M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures mis en cause par le Figaro Magazine dans l'attribution d'un prêt pour la rénovation de l'aéroport d'Antigua (le Monde daté 19-20 octobre), M. Christian Charrière-Bourazani a déposé, mardi 21 octobre, une assignation en référé devant le tribunal de Paris. Cette action judiciaire, préliminaire à un procès en diffamation, a pour objet de demander au président du tribunal la désignation d'un huissier chargé de constater l'importance du préjudice causé par l'indemnité à M. Dumas par un constat de la diffusion du journal et de la publicité faite notamment à RMC, RTL et Europe 1 pour annoncer l'article mettant en cause l'ancien ministre. La demande doit être examinée jeudi par le président du tribunal de Paris.

La petite île d'Antigua va-t-elle défrayer la chronique ? Cette ancienne colonie britannique située dans les Caraïbes, à 100 kilomètres au nord de la Guadeloupe, avec à peine quatre vingt mille habitants, vit principalement du tourisme, affirme son premier ministre, M. Vere Bird, sans du trafic de drogue, comme le prétendent les mauvaises langues. Mais sa soudaine renommée lui vient de l'aéroport de Saint-John, qu'elle est en train de faire remettre en état. A grand frais, semble-t-il. Grâce surtout à un crédit garanti par la France.

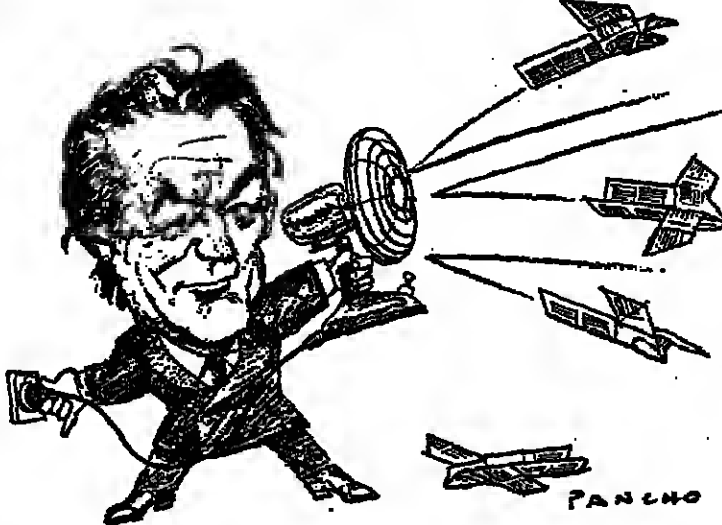
Jusqu'à là, rien que de bien normal. Ce qui l'est moins, ce sont les conditions qui ont présidé à l'octroi de cette garantie et que le Figaro Magazine a commencé à révéler (le Monde daté 19-20 octobre).

En 1985, le gouvernement d'Antigua cherche un partenaire financier

pour assurer la réfection de son aéroport. Il choisit, pour cela, une société d'ingénierie de Saint-Loire, dont la raison sociale, la Building and Finishing System (BSF), n'évoque pas particulièrement la Bourgogne. Cette société constitue le dossier ad hoc afin d'obtenir un crédit garanti par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur). Mais la COFACE, comme elle le fait d'ordinaire pour les dossiers politiquement et financièrement délicats, préfère s'en référer à la commission des garanties et du crédit du commerce extérieur, organisme interministériel.

La Commission qui se réunit le 23 septembre 1985, examine le dossier présenté par le Crédit lyonnais, qui a accepté d'être chef de file des banques créditrices. Le montant du contrat s'élève à 11 millions de dollars pour la part transférable et à 2 millions de dollars pour la part non transférable, le tout représentant, à l'époque, 103,2 millions de francs. La garantie de la COFACE est sollicitée pour 80 % environ de la part transférable.

La décision est reportée dans l'attente de l'avis du conseiller commercial du poste d'expansion économique de la région. Cet avis est « réservé » : en langage conventionnel, cela signifie que le conseiller commercial désapprouve l'opération, ce qu'apprend la commission lors de sa réunion du 4 novembre. Cette réserve suffit, semble-t-il, à motiver le refus sans nuance du ministre des relations extérieures. « La qualité de la signature d'Antigua (où d'importants fournisseurs ont enregistré des arriérés), compte tenu de l'ampleur du crédit acheteur sollicité, me paraît incertaine d'autant que la rentabilité économique et financière de l'opération pro-



jetée n'est pas garantie ». Indique, dans une lettre datée du 10 octobre, le correspondant du ministère.

« J'estime, ajoute-t-il, que les luttes d'influence au sein de la classe dirigeante d'Antigua recommandent la plus grande prudence dans la prise des risques sur ce pays ». Enfin, le ministre des relations extérieures s'inquiète « des retombées négatives que pourrait avoir, dans la région, l'octroi de la garantie française à ce projet ». Les responsables des départements d'outre-mer pouvant s'inquiéter « du soutien à une infrastructure touristique concurrente ».

Un accord sous conditions

Mais le 18 novembre, au cours d'une nouvelle réunion de la commission des garanties - c'est peut-être la sixième sur ce projet - le représentant de la DREE (Direction des relations économiques extérieures) qui préside ces réunions, fait savoir que le ministre des relations extérieures livre ses réserves. Le conseiller commercial, lui, maintient les siennes. Certains membres de la commission auront beau s'étonner du revirement du ministre des relations extérieures ne voyant pas « quels sont les éléments nouveaux qui l'ont conduit à modifier le premier avis donné », ladite commission, en vertu d'un ordre du Quai d'Orsay, dit-on dans les milieux bien informés, donne le feu vert à l'opération. Non sans assortir son accord de conditions qui proviennent de la confiance ne régnait pas entièrement.

Il reste maintenant à savoir ce qui a motivé la révélation de l'affaire, et qui a eu intérêt à attirer l'attention sur la petite île

d'Antigua. Qui sait, en effet, si d'autres dossiers de la COFACE n'auraient pas mérité, eux aussi, les honneurs de la presse. En l'occurrence on s'inquiète, dans certains milieux, des pressions qui proviennent les démentis de plusieurs personnalités politiques. Ainsi M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, affirme avoir pas rencontré M. Vere Bird en tête à tête à New-York, comme celui-ci le laisse entendre, mais simplement au cours d'une grande réception qui se déroula le 7 septembre 1985, en marge de l'Assemblée générale des nations unies. Il

Le député socialiste de la Haute-Saône, M. Jean-Pierre Worms ne cache pas qu'il a été sollicité par les dirigeants de BSF et qu'il est, en effet, intervenu auprès des ministères concernés. Mais nous a-t-il déclaré « ni plus ni moins que pour toute autre entreprise de sa région », considérant qu'il est du devoir de n'importe quel élu d'agir de la sorte. Pour lui, « tout est limpide et transparent dans une affaire qui ne comporte aucun aspect douteux ».

Quelque relent politique

Notre enquête a permis de constater que la principale opposition au projet d'Antigua est venue du conseiller commercial de la région et du poste d'expansion économique qu'il dirige. Ce conseiller a-t-il été influencé par l'attitude intrinsèque du préfet de Saint-Lucie, M. Gilbert Bauchet, que l'on présente comme un opposant farouche aux socialistes ?

Le poste d'expansion économique de la région, on l'a vu, ne manquait pas d'arguments pour s'opposer à l'opération. Aurait-il subordonné quelque relent politique à cette affaire qu'il aurait été conforté dans ce sentiment par les multiples interventions de certains membres du ministère de la coopération, visiblement

acharnés à voir le conseiller commercial revenir sur sa position. On cite, à ce propos, le nom de M. André Guin, à cette époque chargé de mission à la direction des politiques du développement.

Dans le contexte actuel, il n'est pas plus pour voir polaire l'ombre d'un certain Yves Châlier. Ce d'autant plus que les dirigeants de BSF sont allés l'entretenir de leurs difficultés fin septembre 1985. Le principal accusé dans l'affaire du Carrefour du développement aurait également plusieurs fois reçu M. Vere Bird junior, ministre antillais des services publics. Cela suffit-il à le compromettre ?

Quelques mots brefs

Depuis que l'on parle de cette affaire, la famille Bird, qui régit sur Antigua, n'a guère contribué, par ses déclarations, à clarifier la situation. Des déclarations qui provoquent les démentis de plusieurs personnalités politiques. Ainsi M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, affirme avoir pas rencontré M. Vere Bird en tête à tête à New-York, comme celui-ci le laisse entendre, mais simplement au cours d'une grande réception qui se déroula le 7 septembre 1985, en marge de l'Assemblée générale des nations unies. Il

n'a, nous a-t-il précisé, échangé que quelques mots brefs, à cette occasion, avec M. Bird. Quant à M. Jean-Michel Baylet, ancien secrétaire d'Etat aux relations extérieures, s'il a bien rencontré « une seule fois » M. Bird junior « au cours d'une visite privée, à sa demande, à Paris », il n'a pas le souvenir d'avoir échangé avec lui « des problèmes particulièrement épineux ». Dimanche, le ministre antillais des services publics avait affirmé que l'ancien secrétaire d'Etat était intervenu, comme MM. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, et Yves Châlier pour faire avancer son dossier auprès de la COFACE. Le dossier a bien avancé, mais était-ce de cette manière ?

Car M. Bird affirme aussi que son pays a de quoi payer et paye déjà, formule on ne peut plus ambiguë, puisque le remboursement du crédit-acheteur qui lui a été consenti ne commencera qu'après réception provisoire des travaux, ce qui n'est pas encore fait. Il faut donc attendre pour savoir si le gouvernement d'Antigua est aussi solvable qu'il le prétend et si la COFACE aura pas de soucis à se faire. Comme il faudra attendre, sans doute, pour s'assurer que l'affaire de l'aéroport d'Antigua ne fait pas l'objet d'une exploitation exagérée.

FRANÇOIS SIMON.

« On veut nous scier les pattes »

LYON
de notre bureau régional

« Au départ, on nous avait parlé d'un hôtel à l'île de la Réunion. L'article intitulé « Société antillaise Marynne », intermédiaire entre la BSF (Building and Finishing System) et le gouvernement antillais de M. Vere Bird. « Mais l'affaire n'était pas mûre », poursuit M. Jean-Marie Barbezani, technicien et bras droit de M. Gérard Papillon, le patron de cette petite société anonyme créée en 1979 et installée à Lugny (Saône-et-Loire). « On » est donc venu au projet de réfection de la piste d'atterrissage d'Antigua.

Contre des concurrents américains, canadiens, etc., les Français l'emportent. Un contrat est signé le 2 juillet 1985 avec le gouvernement antillais. La première tranche des travaux représente un marché de 11 millions de dollars, sur un projet global estimé à 22 millions de dollars.

M. Barbezani s'étonne que le ministère des relations extérieures ait, tout d'abord, rejeté le dossier.

« Ce refus ne nous a pas paru très fondé », explique M. Barbezani. Nous avons donc fait en sorte que le Quai d'Orsay revienne sur sa position. Comment ? En demandant au député de la circonscription de nous appuyer et de nous mener un rendez-vous. L'intervention de M. Pierre Worms (PS) aura l'efficacité que l'on sait.

Selon M. Barbezani, 14 millions de francs ont été versés à BSF au printemps dernier, résultat de la négociation d'un événement avec les Chantiers modernes pour permettre à cette société de poursuivre le contrat. A cette période, en effet, BSF connaît de graves difficultés financières qui la conduisent à déposer son bilan le 30 juillet 1986. Sur cette somme, BSF règle, sur un compte domicilié en France, plus de 4 millions de francs de commission. A qui ? A la Société antillaise Marynne. La bouche est bouchée.

B. E.

SPORTS

● FOOTBALL : les comptes du Mondial. - Les recettes de la Fédération internationale de football (FIFA) se sont élevées à 144 millions de francs suisses (environ 560 millions de francs français) à l'occasion de la dernière Coupe du monde organisée en juin au Mexique. Ces recettes se décomposent en 50 millions de FS pour le vente des billets, 48 millions pour les droits de retransmission et 45 millions pour la publicité. Au total cela représente une augmentation de 25 % par rapport au Mondial de 1982. Chacune des vingt-quatre équipes engagées va toucher un chèque de 480 000 FS et la FIFA doit verser 7 millions de FS

au Mexique en faveur des victimes du tremblement de terre de 1985.

● TENNIS : les Jeux olympiques de 1988. - Président des fédérations française et internationale de tennis, Philippe Chatrier a estimé le mardi 21 octobre que le Comité international olympique (CIO) devrait autoriser, lors de sa session d'istambul en mai 1987, les meilleurs joueurs professionnels à participer au tournoi olympique de Séoul en 1988. Les qualifications pour ce tournoi seraient faites à partir des groupes de la Coupe Davis, et les tableaux seraient de 64 pour les hommes et de 32 pour les femmes.

DU 18 AU 25 OCTOBRE

8 jours fous chez Opel.

Des prix exceptionnels.

Tous les modèles marqués d'un point rouge sont des affaires à saisir immédiatement. Parlez-en à votre concessionnaire.

Des séries limitées bien équipées à la portée de tous.

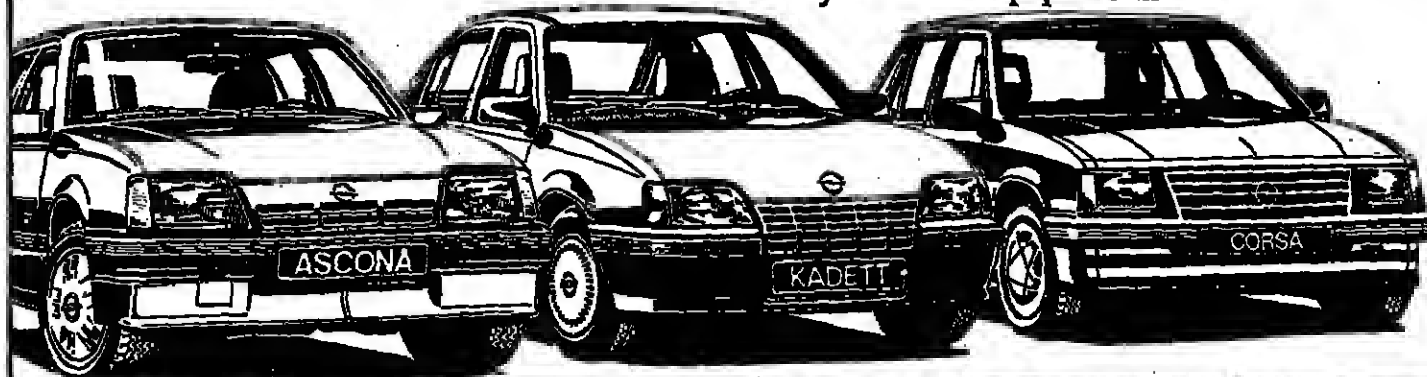
Avec la Silver Kadett, vous allez avoir la folie de l'argent, moteur 1300 cm³, boîte 5 vitesses, 4 ou 5 portes, peinture métallisée: 64500F* seulement!

Ascona série spéciale, une Ascona très spéciale, pour 67540F*: moteur 1600 cm³, boîte 5 vitesses, peinture métallisée, rayonnante d'équipements.

Un crédit fabuleux à 7,5 %.

Un crédit total à 7,5 % (T.E.G. sur 12 mois) sans apport initial, sur les Kadett et Ascona neuves, sous réserve d'acceptation du dossier par la B.C.G.M.

Un crédit rare pour les conducteurs privilégiés.



EXEMPLE PAR TRANCHE DE 10 000 F EMPRUNTÉS					
NOMBRE DE MENSUALITÉS	12 MOIS	24 MOIS	36 MOIS	48 MOIS	60 MOIS
T.E.G.	7,50 %	11,00 %	12,05 %	14,30 %	15,00 %
Montant des mensualités	887,56 F	488,86 F	358,89 F	294,77 F	257,88 F
Coût total de l'opération	10.650,72 F	11.732,94 F	12.940,84 F	14.148,96 F	15.473,40 F

* Prix clés en main au 14.8.86 ** Prix clés en main au 21.08.86

Venez vite découvrir toute la gamme...

OPEL

مكتبة القرآن

Un rap

Inquiète syndica

JOURNÉE DU SOUV

le 11 NOV

BLEUET

AU PROFIT

Education

Les rythmes scolaires

Un rapport à M. Monory

(Suite de la première page.)

La montagne des travaux de médecins, d'enseignants, de professionnels du tourisme et de parents d'élèves n'a jusqu'à présent accouché que de souris. Le 3 mars 1977 déjà, le conseil des ministres adoptait la proposition de M. René Haby de reporter le baccalauréat au-delà du 30 juin, afin de préserver le troisième trimestre.

Ce bac de juillet n'a jamais vu le jour, et, aujourd'hui, le ministre parle comme une révolution de reporter les examens « après le 22 juin » (les principales épreuves écrites du baccalauréat 1986 ont eu lieu les 18, 19 et 20 juin). En 1978, le Dr Magnin, à qui M. Monory a de nouveau fait appel, présentait de limiter à deux mois la durée des vacances d'été, comme l'avait proposé le professeur Jean Bernard quatre ans plus tôt. Et l'expérience d'étalement des congés d'été en 1981 (variables selon les académies), catastrophique pour le tourisme, ne sera pas renouvelée.

Imperceptiblement, pourtant, le ministre a vacillé lorsqu'en 1982 les vacances d'été ont été amputées d'une semaine, ou en 1984 avec la timide circulaire Calmat-Chevènement qui incitait les écoles et les municipalités à organiser des activités sportives l'après-midi. Plus récemment encore, et malgré le soutien des associations de parents d'élèves, M. Chevènement n'avait pu mettre en œuvre intégralement son calendrier prévoyant, pour la présente année scolaire, l'alternance entre sept semaines de travail et deux semaines de vacances, et la création de deux zones au lieu de trois.

Les hôteliers les profs et les parents

La raison de ce piteux état est simple. L'établissement d'un calendrier scolaire national soulève une quantité d'intérêts contradictoires.

Comment concilier la volonté des hôteliers et de la SNCF d'étaler la saison touristique de février, avec le souci des parents qui ne partent pas en vacances d'été, ou occuper les gamins ? Comment faire accepter aux enseignants une réduction de leurs congés, tant que leurs condi-

Inquiétudes syndicales

Des syndicats d'enseignants s'inquiètent d'une éventuelle réduction de l'horaire de cours dans certaines disciplines, projet qui permettrait d'ouvrir de nouvelles classes sans créer de nouveaux postes, et donc de faire d'importantes économies budgétaires.

Tra favorable au principe de l'allègement des horaires de cours, le SGEN-CFDT souhaite que les moyens ainsi dégagés servent non pas à soulager la gestion ministérielle, mais à « développer d'autres méthodes de travail : initiation au travail autonome, apprentissages méthodologiques, suivi individualisé des élèves, travail en groupe », afin de lutter contre l'échec de plus en plus massif (25 % de redoublements) en classe de seconde. Le syndicat propose un réaménagement de cette classe autour d'un nombre réduit de matières fondamentales complétées par des modules permettant un choix progressif des options, après une mise à niveau des connaissances.

De son côté, le SNES (FEN) fait signer une pétition réclamant notamment la « diminution des effectifs des classes » (qui frise actuellement les quarante élèves dans certains lycées) et l'extension des travaux en petits groupes.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR

FRANÇAISES et FRANÇAIS le 11 NOVEMBRE
ACHETEZ LE BLEUET de FRANCE



Emblème des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre
AU PROFIT des VEUVE - D'APRÈS

tions de travail et de rémunération ne s'améliorent pas ? Comment faire coexister l'exigence des parents d'un « vrai troisième trimestre », avec celle d'un « vrai bac », lourd à organiser, que les mêmes parents réclament dès qu'ils ont un enfant en terminale ?

Comment enfin satisfaire à la fois l'aspiration aux week-ends en famille (qui implique le report du travail du samedi matin sur le mercredi) et la ferme volonté de l'Eglise de réserver ce mercredi pour le catéchisme ? La liste serait longue de ces oppositions sur lesquelles ont toujours buté les réformes annoncées à grand bruit.

Mais l'ampleur des obstacles ne peut dissimuler la réalité des problèmes. Le mérite du rapport Magnin est de les aborder du seul point de vue des élèves, à partir de constatations d'ordre physiologique et médical. L'essentiel de ses conclusions tient dans la nécessité d'allonger l'année scolaire, mais de réduire le temps hebdomadaire de travail et d'adapter les emplois du temps aux différentes phases de la croissance des enfants. Mais elles s'abandonnent par des questions épineuses, comme celles des zones ou de la décentralisation du calendrier scolaire, et devront être confrontées aux exigences des familles, aux revendications des enseignants et des professionnels du tourisme.

Si bien que toutes ces idées n'ont pas des chances égales de passer un jour dans les faits. La limitation à cent dix du nombre de jours de vacances (contre cent vingt cette année) ne semble pas insurmontable mais la prolongation effective des cours jusqu'au 30 juin, prévue à juste titre, exige bien plus qu'une simple déclaration d'intention. Elle réclame l'allègement des procédures d'orientation — qui obligent à avancer la date des conseils de classe, — la simplification des épreuves du baccalauréat et — pourquoi pas ? — la création de centres d'examen dans les établissements privés, jusqu'ici épargnés par cette charge.

Quant aux utiles prescriptions sur la capacité de concentration des enfants et les plages horaires d'attention maximum, elles risquent de se heurter aux difficultés techniques d'établissement des emplois du temps. Mieux accueillie pourrait être la libération totale des mercredis en 6^e et en 5^e, qui exige cependant une adaptation des programmes, si l'on ne veut pas alourdir le reste de la semaine.

Révolution ou cache-misère

Mais le ministre suivra-t-il la voie ouverte par le rapport Magnin, lorsqu'il réclame un quart d'heure de culture physique avant le début des cours, chaque matin (les professeurs d'éducation physique, maintenant déçus), et l'instauration d'une collation matinale pour éviter le « coup de pompe » de 11 heures ? Le nombre de travaux antérieurs sur le même sujet tombés aux oubliettes n'est pas à négliger. La question, le ministre semble vouloir cependant tenir ferme sur le maintien de la coupure du mercredi et l'abaissement des horaires de cours dans le secondaire à vingt-six heures (au lieu d'une trentaine minimum actuellement).

Cette dernière mesure, point central de la réforme des lycées de M. Monory, constituerait à elle seule une petite révolution si elle était appliquée. Des heures pourraient ainsi être dégagées pour le suivi individualisé des élèves et l'apprentissage des méthodes de travail, qui font si cruellement défaut aux lycéens.

Mais la réduction des horaires peut aussi n'être qu'un moyen d'économiser des heures pour ouvrir de nouvelles classes sans créer tous les postes correspondants. Une bien grande tentation pour un ministre soucieux d'accueillir plus de lycéens en maîtrisant ses dépenses. On serait loin alors de la préoccupation de « santé des enfants » que brandit le ministre comme tous ses prédécesseurs. Le nouveau débat sur les rythmes scolaires n'aurait servi, une fois de plus, que de cache-misère.

PHILIPPE BERNARD.

Les propositions du docteur Magnin : un quart d'heure de culture physique pour commencer la journée

« Pour une large part des enfants scolarisés, 30 % au minimum du temps scolaire actuel se trouvent irrémédiablement perdus. » Partant de ce constat alarmant, et après une analyse des données biologiques du problème, M. Magnin propose dans son rapport, demandé par M. Monory, d'inscrire toute activité scolaire « dans les phases d'activité physiologique de l'élève, sans les débiter ». Il suggère d'augmenter le nombre de jours de classe (cent soixante-quinze dans le secondaire au lieu de cent cinquante-huit actuellement) en évitant l'effacement du troisième trimestre. Les examens seraient reportés en juillet et dans la première quinzaine de septembre; la durée des petites vacances (Toussaint, Noël et Pâques) serait réduite. La rentrée ne s'effectuerait plus que dans la seconde semaine de septembre (comme avant 1984) et les vacances de Noël n'auraient que douze jours. Mais un « pont » de cinq jours serait ménagé à la Pentecôte. Les trois dernières semaines de juin feraient l'objet d'une « séquence scolaire » à part entière consacrée aux révisions et aux activités culturelles.

« Mise en route respiratoire »

Par souci d'efficacité, l'horaire de travail hebdomadaire des élèves serait limité à 24 ou 25 heures (contre une trentaine d'heures au minimum aujourd'hui dans les lycées), complétées par des études surveillées. La matinée commencerait pour

tout le monde par un quart d'heure de culture physique sous la forme d'une « mise en route respiratoire et gestuelle » et poursuivrait par l'étude des matières les moins importantes, juste avant la baisse d'attention constatée vers 11 h 30. A ce moment-là pourraient prendre place des cours dans les matières « à haut niveau d'intérêt » : histoire, géographie, sciences et langues. A la pause, une collation aurait été servie pour éviter les « coups de pompe ».

L'après-midi serait réservé aux activités d'été dans les écoles et aux enseignements optionnels en 6^e et 5^e. Dans les lycées, les fins d'après-midi, propices à la mémorisation, pourraient être consacrées aux activités qui en exigent. Des études surveillées seraient proposées à tous les niveaux.

Les instituteurs devraient tenir compte de la durée maximale

d'attention des jeunes élèves — vingt minutes — et, en collège, l'« heure » de cours ne devrait pas dépasser 45 minutes. La coupure du mercredi sera, maintenue dans le primaire, et même prolongée dans les deux premières classes du collège. Ensuite, et jusqu'au lycée, les cours ne devraient pas commencer avant 9 heures le mercredi matin pour permettre aux élèves de récupérer. Mais tous —, écoliers, collégiens et lycéens — continueraient à travailler le samedi matin. Le docteur Magnin recommande de ne pas placer de cours importants le lundi matin (moment d'intense fatigue), mais plutôt les mardis et les jeudis.

Le sport (trois heures), la musique et les arts plastiques (trois heures au total), dont le rapport souligne l'importance pour l'appréhension d'autres disciplines, trouveraient ainsi leur place dans l'emploi

du temps, comme des « activités charnières et d'équilibration » placées principalement l'après-midi.

M. Magnin suggère que les établissements adoptent le principe d'un fonctionnement par semestre (comme dans les universités) et non plus par trimestre, afin de limiter les lourdeurs imposées par les conseils de classe et d'alléger les procédures d'orientation.

Mais le rapporteur se contente de citer comme un idéal pen réaliste la proposition qu'il avait déjà formulée en 1978 d'une année scolaire calquée sur l'année civile : la seule façon de réduire dans de larges proportions les vacances scolaires d'été, héritage de la France rurale. Une proposition qui, constate-t-il, reposait « sur une révolution ».

L'ANNÉE LA MOINS LONGUE D'EUROPE

Pays	Scolarité obligatoire	Nombre de journées d'enseignement	Durée des vacances d'été	Durée de l'année de cours
BELGIQUE	6 à 18 ans	182	8 semaines	50 [*]
DANEMARK	7 à 16 ans	200		45 [*]
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	6 à 15 ou 16 ans	226	6 semaines	45 [*]
FRANCE	6 à 16 ans	158	9 semaines	60 [*]
GRÈCE	5 1/2 à 14 1/2 ans		12 semaines	60 [*]
IRLANDE	6 à 15 ans	180	8 semaines (primaire) 12 semaines (secondaire)	40 [*]
ITALIE	6 à 14 ans	215	9 à 10 semaines	40 [*]
PAYS-BAS	5 à 17 ans	200 à 240	6 semaines	50 [*]
ROYAUME-UNI	5 à 16 ans	200	6 semaines	50 [*]

SOURCE : Eurydice-Communautés européennes (année 1985).

LES BANQUIERS PARLENT AUX BANQUIERS

L'informatique répartie chez Paribas,
le vade mecum de la sécurité,
les crédits acheteurs à la Compagnie Bancaire,
un sondage Sofres exclusif, le vidéotex à la Morgan,
le transfert de fichiers à la BFCF,
le financement des périphériques chez Vernes,
l'industrialisation en kit aux Banques Populaires.

100 pages d'analyses
et de reportages en couleurs
sur l'informatique bancaire.
Le n° 35 FF.

Ordinateurs et Banque

LE MAGAZINE MENSUEL DE L'INFORMATIQUE BANCAIRE

Médecine

Pour la première fois

Une étude britannique démontre l'efficacité de l'homéopathie dans le rhume des foins

L'hébdomadaire médical britannique *The Lancet* publie dans son dernier numéro (daté 18 octobre) une étude qui conclut à l'efficacité de l'homéopathie dans le rhume des foins. Cette étude menée auprès de 144 personnes souffrant de cette affection a été faite selon une rigoureuse méthodologie statistique. Une telle publication ne manquera pas de relancer la controverse qui, depuis longtemps déjà, oppose partisans et adversaires de l'homéopathie.

Les auteurs ont étudié les effets d'une préparation homéopathique faite à partir de la dilution de pollens d'herbes. Tous les patients examinés souffraient depuis plus de deux ans de rhume des foins (rhinite saisonnière). Cette étude a été dirigée par des spécialistes de deux hôpitaux homéopathiques de Glasgow et Londres ainsi que par vingt-six praticiens du Service national de santé (NHS) plus ou moins prescripteurs de produits homéopathiques. Les résultats ont été analysés par le département de statistiques de l'université de Glasgow.

Les malades ont été, au hasard, partagés en deux groupes : deux fois par jour pendant deux semaines les uns prenaient la préparation homéopathique, et les autres le placebo. Ni les malades ni les médecins ne savaient *a priori* quelle était la composition du produit qu'ils consommaient ou qu'ils prescrivaient. Les auteurs de l'étude sont formels : « Seul le groupe traité par l'homéopathie a montré clairement une réduction des symptômes », écrivent-ils. D'autre part, selon eux, « aucun argument ne permet de penser que l'effet placebo peut totalement expliquer la réponse clinique aux médicaments homéopathiques ».

Une telle publication ne manquera pas de satisfaire homéopathes et industriels de l'homéopathie. Elle ne manquera pas non plus de relancer la controverse qui oppose adeptes et adversaires de cette pratique. Les journaux médicaux « orthodoxes » de renommée internationale n'ont, en effet, à ce jour, que très rarement publié ce type d'études leur reprochant souvent un manque de rigueur méthodologique.

« Il s'agit d'un travail exemplaire, beaucoup plus rigoureux que la moyenne », nous a expliqué le docteur Jean-Jacques Aulas (Lyon) spécialiste des questions d'évaluation scientifique des traitements homéopathiques (1). « Plusieurs points de cette étude sont toutefois curieux, comme la faible réponse clinique chez les malades traités par placebo, ce qui, pour le rhume des foins, est contraire à tout ce qui a été publié jusqu'à présent. » Le professeur Marcel-François Kahn (hôpital Richer, Paris) estime, lui, que les auteurs de cette étude n'ont pas été suffisamment rigoureux dans la préparation du produit placebo.

Toutefois, quelles que soient les critiques méthodologiques qui ne manqueront pas d'être formulées, une telle étude pose un problème de taille : comment une préparation homéopathique diluée à la trentième centésimale (c'est-à-dire dans laquelle on sait, de manière absolue, qu'il n'y a plus aucune molécule du produit de départ) peut-elle être cliniquement plus efficace qu'un placebo qui, lui non plus, ne contient pas de produit actif ? Faut-il aller jusqu'à envisager, comme le fait le professeur Kahn, une possible action du solvant sur le verre ou sur le plastique qui contient l'eau ayant servi à la dilution ? Tout cela, comme les conclusions des auteurs britanniques, constitue bel et bien un défi pour la science orthodoxe.

JEAN-YVES NAU.

(1) Sur ce sujet, on peut se reporter à l'ouvrage, *L'Homéopathie* du docteur Jean-Jacques Aulas « Collection Prescrire » éditions Roland Bettec (Lansanne).

Je fais mes courses d'un coup de baguette

TELEMARKET Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Religions

Le PCF veut renouer le dialogue avec les chrétiens

Mains jointes et main tendue

Le Parti communiste français a de la suite dans les idées. Pour le cinquantième anniversaire de la « main tendue » aux catholiques par Maurice Thorez et le dixième de « l'appel du Lyon », lancé par Georges Marchais le 10 juin 1976, le PCF tente de renouer le dialogue avec les chrétiens.

Il les convie cette fois à un colloque sur le thème « Libéralisme ou libération humaine », qui sera organisé le 15 novembre prochain par l'hébdomadaire *Révolution* et par *la Pensée*, revue de l'Institut de recherches marxistes.

Les plus récentes tentatives de dialogue entre le PC et les chrétiens ont échoué. En octobre 1978, peu après la rupture avec le PS sur le programme commun, les chrétiens avaient boudé un colloque avec les communistes organisé par la revue *Brèche* du père Jean-François Six. En décembre 1982, un nouvel appel lancé à Marseille par M. Maxime Gremetz, alors chargé au PCF des relations avec

les chrétiens, était également resté sans écho.

Il en faut plus pour décourager M^{me} Francette Lazard qui, au bureau politique, a hérité des fonctions de M. Gremetz. « Communistes et chrétiens, nous avons bien des choses à nous dire », affirme-t-elle. Il ne s'agit plus, comme hier, de rechercher des accords politiques, assure M^{me} Lazard, mais « de rassembler les forces les plus larges sur les problèmes concrets à résoudre », comme la menace nucléaire, le chômage des jeunes ou le sort des immigrés.

A titre personnel, la participation de quelques membres de l'Aktion catholique ouvrier (ACO) semble acquise. Du côté du Service Inceyance-Fai (SIF), qui, pour l'épiscopat catholique, est l'organisme de rencontre avec les marxistes, on laisse entendre qu'il n'est pas question de « fermer la porte au PC, ni de lui servir de bouée de sauvetage ».

H. T.

Michelle Rouyer, Marie Drouet

l'enfant violenté

Des mauvais traitements à l'inceste

Préface de Pierre Straus

Une approche thérapeutique des familles maltraitantes.

PAIDOS / LE CENTURION

Sciences

Le programme européen pour la recherche

La CEE compte ses ECU

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre envoyé spécial

Les ministres de la CEE chargés de la recherche ont porté, mardi 21 octobre, un sérieux coup au programme-cadre sur les nouvelles technologies présenté par la Commission européenne. Non seulement les Douze contestent le montant des financements demandés par Bruxelles, mais ils souhaitent obtenir de sérieuses garanties sur les actions à entreprendre avant d'arrêter les crédits pour les années 1987-1991.

« L'approche de la Commission est enthousiaste, mais, pour notre part, nous voulons de la rigueur », a déclaré M. Alain Devaquet, ministre français de la recherche et de l'enseignement supérieur, résumant parfaitement la position adoptée par la France, l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni à l'égard du projet de la Commission. Les trois grands pays du Marché commun l'ont en effet bloqué pour

réduire sensiblement les ambitions de la Commission pourtant appuyée par à peu près tous les autres Etats membres.

S'agissant des sommes consacrées à la recherche européenne, Paris, Bonn et Londres enregistrent totalement la possibilité d'atteindre les 7,7 milliards d'ECU (54 milliards de francs) pour les cinq années à venir. Ni M. Devaquet, ni M. Geoffrey Pattie, ministre britannique de la recherche et président en exercice des travaux communautaires, n'ont voulu révéler le chiffre qu'ils avaient en tête. En revanche, M. Helmut Riesenhuber, ministre onest-allemand de la recherche, a pas caché que le montant qui convenait « aux priorités de la RFA » s'élevait à 3,5 milliards d'ECU (25 milliards de francs). Sans se montrer aussi parcimonieux, Français et Britanniques songent également à des sommes jugées trop modestes à Bruxelles, c'est-à-dire en-deçà de 5 milliards d'ECU (35 milliards de francs).

Le revers subi par la Commission est probablement encore plus grave en ce qui concerne la manière d'élaborer les plans de travail au titre du programme-cadre, qui doit être approuvé à l'unanimité par les Etats membres. Mardi, les représentants des « trois grands » ont en effet mis l'accent sur la nécessité pour la Commission de présenter avant l'adoption du programme-cadre une description très fouillée des actions à conduire. Une manière en somme d'exercer un contrôle strict sur la politique suivie par Bruxelles.

La délégation allemande a, en outre, confirmé son opposition à la mise en place dans le secteur des télécommunications de « réseaux à larges bandes », le plan dénommé Race, qui est l'un des objectifs du programme-cadre (*Le Monde* du 21 octobre). De son côté, la France s'est montrée un peu plus positive en demandant la contribution du budget européen à la réalisation du programme EUREKA. La Commission s'est engagée à formuler des propositions pour la prochaine session ministérielle prévue pour le 9 décembre à Bruxelles.

MARCEL SCOTTO.

MARTINI. ENCORE MEILLEUR QUAND C'EST SEC.



Victoire du Martini Racing au Rallye de San Remo.

1^{er} - M. ALLEN - I. KIVIMAKI Martini/Lancia Delta.

Manifeste art déco

Le Manifeste art déco est un texte qui définit les principes de l'art déco. Il est écrit par les artistes de ce mouvement. Le Manifeste art déco est un texte qui définit les principes de l'art déco. Il est écrit par les artistes de ce mouvement.

Le Manifeste art déco est un texte qui définit les principes de l'art déco. Il est écrit par les artistes de ce mouvement. Le Manifeste art déco est un texte qui définit les principes de l'art déco. Il est écrit par les artistes de ce mouvement.

مكتبة جامعة القاهرة

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

John Boorman tourne « Hope and Glory »

Le petit garçon de la guerre

Pour tourner son Amarcord personnel, John Boorman, cinéaste amoureux des mythes, reconstruit à Dunkerque l'Angleterre du Blitz, celle de son enfance.

Une rue de la banlieue londonienne avec ses rangées de pavillons jumeaux. Des Anglaises à bicyclette, en chapeau rouge ou noir. Une femme avec un chien. Des enfants, qui reviennent en courant de l'école, cartable sous le bras. Et, soudain, un avion qui pèse en rase-mottes au-dessus des cheminées, un Spitfire qui attaque un Messerschmitt provoquant les cris joyeux et les applaudissements des gamins. Une fois de plus, le faux-semblant, le charme de l'illusion propres au cinéma opèrent. Pas seulement sur l'écran mais pendant le tournage même. John Boorman, qui réalise son dixième film, *Hope and Glory*, dans un champ du Surrey, a mis tous les atouts de son côté.

Pour filmer une attaque aérienne, un de ces blitz qui font partie de la légende britannique, il a dû reconstruire une rue entière de 200 mètres de long, faire construire par cent ouvriers pendant quatre mois trente-six maisons en dur pour les livrer casu au bombardement et à l'incendie. L'effet est saisissant mais les spectateurs n'y verront, si l'on peut dire, que du feu, croient à l'authenticité de l'ensemble, y compris la vue de Londres au loin avec la cathédrale Saint-Paul qui n'est qu'un immense décor peint. Coût de l'opération : 6 millions de francs, soit le sixième du budget total.

Pourtant, la séquence a failli ne pas être tournée lorsque, en plein été, le conseil municipal exige la démolition du décor, protestant contre une attaque nocturne simulée et la nuisance ainsi causée au voisinage. En vain, Boorman avait-il prévu de loger les habitants du lieu dans un hôtel confortable et de leur offrir un souper pendant la soirée du raid. Rien n'y fit. Mais de subtiles manœuvres juridiques ont permis au coproducteur Michael Dryhurst d'écarter le danger. Non sans se déclarer stupéfait. « J'ai tourné dans le monde entier, de Sydney à Tokyo et je n'ai jamais eu de problème auparavant. Pourquoi est-ce seulement en Grande-Bretagne que l'on rencontre sans cesse des obstacles : alors que l'industrie du cinéma a tellement besoin de dynamisme ? »

L'homme face au danger

Il est vrai que la situation n'est guère brillante. Quatorze films ont été produits, outre-Manche durant le premier semestre 1986 pour un investissement de 40 millions de livres, contre vingt-huit films et 109 millions de livres durant le premier semestre 1985. John Boorman vient occuper les studios de Bray pendant onze semaines pour tourner ce film 100 % anglais, qu'il a écrit, produit et mis en scène grâce à un financement... américain. En effet, à la différence de certains de ces compatriotes célèbres (Hitchcock, David Lean) qui choisissent une fois pour toutes de travailler à l'étranger, John Boorman, film producteur, ne cesse de revenir au foyer, de toucher la terre natale pour s'y ressourcer.

Après l'atoll polynésien de *Duel dans le Pacifique*, il vint tourner *Leo the Last* à Londres. Après les rivères américaines de *Délivrance*, il choisit son pays d'adoption, l'Irlande, pour y filmer *Zardoz*. Et aux jungles amazoniennes de *La Forêt d'émeraude* succède aujourd'hui la banlieue londonienne. Mais les lieux ne changent rien à l'affaire : c'est l'homme face au danger que filme Boorman. Et dans ce cas précis, l'histoire d'une famille ordinaire dans une époque extraordinaire.

Car s'il a volontiers la tête épiquée, le réalisateur d'*Excalibur* ne veut pas mettre en scène une nouvelle fois la bataille d'Angleterre mais plus simplement raconter sa propre enfance, celle d'un petit garçon de neuf ans pendant la deuxième guerre mondiale, la vie de famille aux côtés d'une mère laissée seule avec ses trois enfants. « C'est un sujet que j'avais en tête depuis plus de quinze ans, depuis l'époque où je racontais à mes jumeaux pour qu'ils s'endorment mes souvenirs de jeunesse et particulièrement cette période de la guerre qu'ils adoraient. Ayant terminé la Forêt d'émeraude, puis fait le tour du monde pour le lancer et sans doute parce que mon précédent film avait représenté une tâche énorme, occupant trois ans de ma vie, je souhaitais réaliser quelque chose de plus intime, au cadre plus limité. »

Ce n'est pas la première fois que, pour Boorman, le cinéma est une entreprise familiale. Sa femme dessina les costumes de *Zardoz*, sa fille Katrine interpréta la reine Igraine d'*Excalibur* et son fils Charley incarne le jeune Indien de *La Forêt d'émeraude*. Mais aujourd'hui c'est l'autobiographie qui, plus directement, le

sollicite. Il faut sans doute, pour se raconter à l'écran, avoir l'inconscience du défilant qui se lance dans un premier film ou, au contraire, la maturité et l'expérience de l'artiste chevronné prêt à relever un pari difficile. Comme Boorman, Fellini avait cinquante-trois ans et vingt ans de cinéma derrière lui lorsqu'il entreprit *Amarcord*.

Des rêves en noir et blanc

Penser que Boorman va tourner une chronique strictement réaliste dans le plus pur style britannique, ce serait pourtant mal connaître ce cinéaste amoureux des mythes et de l'imaginaire. Pourfendeur de la tradition nationale, il se réclame d'un sens documentariste anglais, Humphrey Jennings, peintre et poète, ami des surréalistes, qui dans des films sur la guerre de 40 comme *Fires were started* et *A Diary for Timothy* sut donner une dimension lyrique et symbolique à la réalité. Dans son film, Boorman mettra en scène en noir et blanc les rêves de son jeune héros Bill, confrontera les films de l'époque dont ses personnages seront les spectateurs avec son propre film, effaçant ainsi la frontière entre le souvenir, la vie onirique et la réalité.

Nous comprenons mieux son objectif lorsque deux jours plus tard nous le retrouvons sur la plage de Brighton où il met en scène le rembarquement de Dunkerque, scène rêvée par le petit Bill. Des soldats épuisés, en colonnes par deux, s'avancent dans la mer pour rejoindre les bateaux de pêche. Une fumée noire, épaisse et âcre, produite



John Boorman

par des centaines de pneus que l'on brûle, envahit le bord de mer et donne au spectacle une allure dantesque. La caméra tangue et filme un groupe d'hommes qui titubent en chantant. Boorman, en casquette jaune et tenue d'homme grenouille, dirige au milieu des vagues, pale de sa personne plus qu'aucun technicien comme pour faire sortir du néant son groupe de figurants.

On retrouve chez lui pendant le tournage la même énergie et la même précision que dans ses films. « Ce que je veux montrer, c'est la disparité entre la réalité de la guerre telle qu'elle était vécue par les gens et la façon dont elle était transmise par la radio, les films, la propagande. Une mythologie se constituait au jour le jour et Dunkerque en est un exemple évident. Une débâcle totale fut présentée comme une victoire, l'aide de Dieu ayant permis de sauver des combattants pris dans les mâchoires de la défaite. Pourtant, je viens de tourner cette scène et j'ai été ému de voir ces hommes recueillis dans des barques de sauvetage. Dans une certaine mesure, cela allait contre mes intentions mais la séquence acquiesce une puissance poétique latente que je ne pouvais nier, comme d'ailleurs celle de l'attaque aérienne. »

Ironie et émotion se retrouvent dans le titre, référence à « la terre de l'espoir et de la gloire » qu'est l'Angleterre dans son hymne national. Les mots *Hope and Glory* reflètent pour le metteur en scène l'atmosphère du film, suggérant à la fois la dérision et l'engagement, le scepticisme et la ferveur patriotique. « Je voudrais constamment changer de registre, jouer avec l'attente des spectateurs. Un moment sentimental précède un traitement cynique, une scène farcesque suit un épisode solennel. C'est, je crois

aussi, la façon dont l'enfance est vécue, ces changements rapides de climat. »

Sarah Miles, qui fut la compagne perverse du *Servant de Losey* et la fille de Ryan pour David Lean, incarne dans le film la mère de Boorman. Ainsi que de nombreux membres de l'équipe, elle puise dans ses souvenirs pour revivre cette période critique et se rappelle que les premiers mots, avant « papa » et « maman », qu'elle ait prononcés furent « doodle bugs » (les coccinelles), nom donné aux bombes qui tombaient du ciel. Elle retrouvera le lendemain matin le petit Sebastian Rice Edwards, son fils dans le film, pour une scène de pique-nique sur la plage dont la tonalité impressionniste contraste singulièrement avec l'apocalypse de la veille. C'est Philippe Kousset, le chef opérateur français de *Divas* et de *Thérèse*, qui dirige les lumières après avoir comblé Boorman avec sa photo de la *Forêt d'émeraude*.

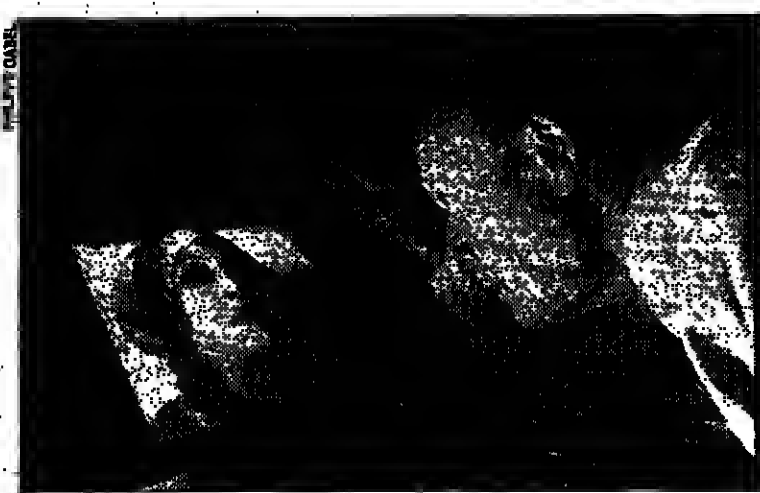
Un autre matin, Boorman aura tourné une scène de mariage à la sortie d'une église, un enterrement qui se déroule à l'arrière-plan puis le départ d'un soldat pour la guerre. L'après-midi, ce sera une séquence au bord de la Tamise, un enfant qui vole une pêche dans un arbre, un bungalow en bois et une pelouse qui descendent en pente douce vers le fleuve et ses eaux rapides qui fascinent tant le cinéaste dans tous ses films. Ainsi, en quatre jours seulement, se sont succédées à un rythme soutenu les séquences les plus variées — combats aériens au-dessus de Londres, Dunkerque, fêtes familiales, scènes bucoliques, — filmées avec un sentiment d'urgence par un cinéaste romantique qui aime travailler sous pression et se mesurer aux réalités les plus physiques.

MICHEL CIMENT.

« L'Inhumaine », de Marcel L'Herbier

Manifeste art déco

Le Festival d'automne va présenter à la Grande Halle de La Villette, les jeudi 23 et vendredi 24 octobre, à 21 heures, *L'Inhumaine*, de Marcel L'Herbier, film muet de 1923, entièrement restauré, accompagné d'une composition musicale originale. Cette manifestation a lieu avec le concours de la Boîte à images, du Service des archives du film et du Centre national du cinéma. Le film devrait, ensuite, « tourner » en province.



Jean Dréville

1923. Marcel L'Herbier, à cause des recherches plastiques d'*El Dorado* et de *Don Juan* et Faust, est considéré comme un metteur en scène d'avant-garde. Il a fondé sa propre maison de production, Cinégraph. De retour d'un voyage aux États-Unis, la cantatrice Georgette Leblanc (sœur du romancier Maurice Leblanc, compagne de l'écrivain belge Maeterlinck) lui confie qu'un financier new-yorkais s'intéresserait à un film montrant les tendances actuelles de l'art français, et où elle pourrait tenir la vedette. Ainsi naquit *L'Inhumaine*, histoire féérique imaginée par Marcel L'Herbier pour Georgette Leblanc, adaptée par Pierre Mac Orlan. Pour faire cinématographiquement la synthèse des arts décoratifs du moment, L'Herbier confia les décors au peintre cubiste Fernand Léger, à l'architecte Robert Mailler-Stevens, à Claude Autant-Lara et à Alberto Cavalcanti. Les meubles sont conçus par Pierre Chareau, les robes par le couturier Paul Poiret. Darius Milhaud écrit la musique d'accompagnement

pour orchestre. L'histoire : celle de Claire Lescot, cantatrice hantée et secrète, femme qui semble indigène à l'humanité. Elle s'éveille à l'amour lorsqu'elle croit que l'ingénieur suédois Enar Norson s'est suicidé à cause d'elle. Puis elle est victime d'un soupçon jaloux. L'intrigue est prétexte au modernisme de la composition, du rythme, du montage des images et d'un manifeste art déco. L'œuvre, l'une des plus significatives et des plus importantes du cinéma français des années 20, n'aura pas de succès au moment. On la redécouvra plus tard.

Elle revient devant le grand public. Non pas telle qu'on a pu la voir en novembre 1978 au « Ciné-Club » d'Antenne 2 mais « resuscitée » (telle Claire Lescot dans une des séquences les plus étonnantes) grâce au service de restauration des Archives du film de Bois-d'Arcy et au travail acharné du cinéaste Jean Dréville (quatre-vingts ans), ami et admirateur de L'Herbier. A partir d'un négatif

retrouvé, Jean Dréville a refait toute la coloration de *L'Inhumaine*, dont la pellicule devait être teintée en bleu, en jaune, en écarlate, en rouge, selon certains moments de l'action, afin d'établir une correspondance plastique avec la décoration, la mise en scène, le jeu des acteurs et leurs sentiments.

Dans son livre de souvenirs, *La tête qui tourne* (publié avant sa mort en 1979), Marcel L'Herbier mentionne le « montage cinématographique » de taches de couleur dans la dernière bobine. Marie-Ange L'Herbier, gardienne du patrimoine paternel, et Jean Dréville, le témoin de l'époque, affirment que jamais le film n'aurait dû être projeté en noir et blanc, et que la véritable *Inhumaine*, grâce aux recherches effectuées, est celle-ci. Il est vrai que l'on trouvait partiellement certains films muets. Il est vrai que chez L'Herbier, la coloration du noir et blanc était une autre façon de « faire chanter la lumière ». Mais, aux États-Unis, actuellement, les professionnels s'élèvent contre l'abus de coloration de vieux films, qu'on remet,

ainsi, commercialement, dans les circuits de télévision et de vidéo.

Mais *L'Inhumaine* de Marcel L'Herbier fut conçue avec ce jeu de teintes uniformes et changeantes qui rehausse toute l'esthétique art déco d'une espèce de magie (par ailleurs, le merveilleux scientifique et le fantastique social y ont leur place). Restait la musique. La partition originale de Darius Milhaud a été perdue. Un jeune compositeur, Jean-Christophe Desnoes, en a écrit une nouvelle, dont les sonorités rejoignent l'avant-gardisme des images de L'Herbier. Piano, saxophone, guitare, violon, cor, mais aussi percussions et ordinateur musical. Il a fallu plus de deux cents heures d'enregistrement en studio pour aboutir aux copies standards que la société La Boîte à images veut faire circuler. A La Villette, pour les soirées de « premières mondiales », la musique sera exécutée sur scène, dans un décor approprié.

JACQUES SICLIER.

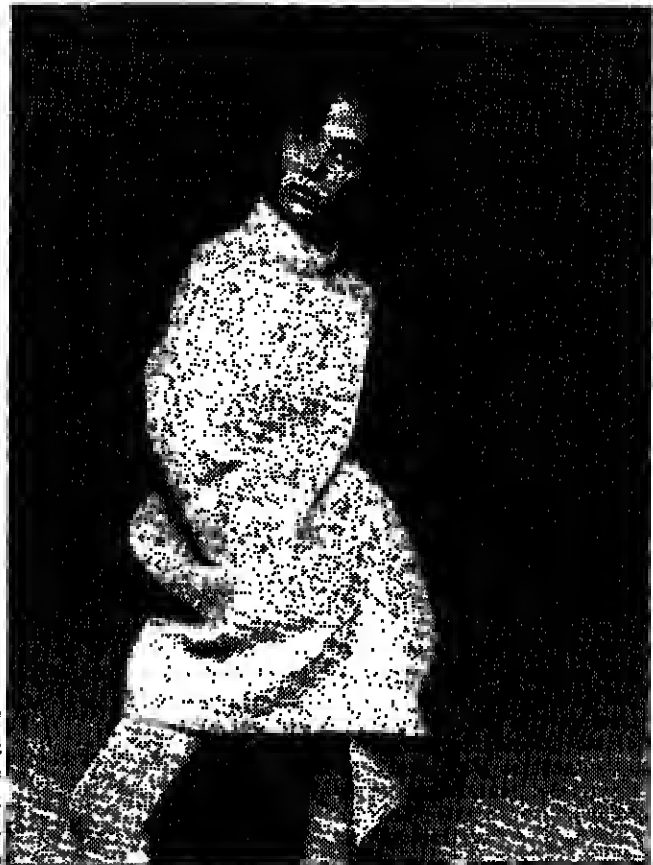
NANTERRE
THEATRE DES AMANDIERS
1986 • 1987



ABONNEZ-VOUS
ABONNEZ-VOUS
ABONNEZ-VOUS
ABONNEZ-VOUS
ABONNEZ-VOUS
(1) 4 7 2 1 1 8 8 1

PHOTOGRAPHIE

Comme des garçons à Beaubourg Sauvageonnes



Sous l'œil des photographes, les gamines défilées de Comme des garçons s'effichent à Beaubourg. Elles arborent leurs pulls troués, leurs chemises épaissies et leurs mailles boutonnées, nouées de guingois, avec une impeccable décontraction. L'art de Rei Kawakubo, la créatrice de Comme des garçons, s'apparente à celui du camouflage : avec beaucoup d'arrogance, un zeste de fragilité et une sensualité à fleur de peau. Sept photographes (Peter Lindbergh, Arthur Elgort, Eddy Kollis, Hans Feurer, Bruce Weber, Paolo Roversi et Steven Meisel) épinglent non la coupe ou la matière des vêtements portés par les mannequins, mais un mouvement, une manière d'être, libre, bien dans sa peau. — O. Ct.

* Comme des garçons. Galerie du Forum. Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 17 novembre.

Comme tous les deux ans, Paris va vivre durant cinq semaines à l'heure du Mois de la photographie. Débordant les musées, les murs et les médias, cette manifestation gigogne organisée par

« Créer un vêtement, dit Gianni Versace, c'est pour moi comme sculpter dans le marbre, extraire d'un matériau noble une forme superbe... » Quarante-deux ans, le visage souriant, cerné d'une courbe barbe bouclée, de taille moyenne, l'œil pétillant et sobrement vêtu de couleurs sombres, ainsi Gianni Versace évoque-t-il la source première de son inspiration. C'est aux photographes pourtant qu'il confie le soin de mettre en scène quelques-uns des quatre mille modèles qu'il crée par an et qu'il écrit d'abord. Reflétant le style des cent vingt boutiques qui, de Beverly Hills à Singapour, offrent dans le monde entier la gamme complète de sa création, via Gesù, au cœur du quartier chic de Milan, dans l'ancien palais Rizzoli entièrement rénové — sols somptueux, meubles laqués noirs, murs gris souris — tout est conçu à l'image séduisante et racée du maître des lieux.

« Ce qui frappe quand on voit les catalogues de vos collections, c'est l'abondance des grands noms : Penn, Avedon, Bourdin, Newton, Bailey, Bruce Weber. Autrement dit, le gotha photographique mondial. D'où est né votre désir de travailler avec eux ?

— Il y a, je crois, deux raisons. La première, c'est que j'utilise la photographie pour expliquer mon travail aux personnes qui achètent mes vêtements dans le monde. Si on veut expliquer correctement ce qu'on fait, il faut s'adresser aux meilleurs. C'est pourquoi j'ai choisi Avedon et Newton. La seconde raison, c'est que j'ai toujours aimé rencontrer les créateurs qui me donnent des émotions. Et c'est le cas de ces grands photographes. Ils modifient mon regard en me faisant percevoir autrement ce que je crée. Collaborer avec eux est une façon de mieux connaître ma mode. Tous ces photographes ont une personnalité différente, et chacun a cherché dans ma création un aspect différent. Newton a traité le sexy, Avedon son aspect glamour. Une des raisons du succès de la photo de mode, c'est qu'il s'agit d'un langage international. Partout dans le monde, en une image, on peut se dire : « Tiens, c'est ça Gianni Versace ! » Je me sens prêt désormais à collaborer avec de jeunes photographes auxquels je soumettrai mes exigences.

— Justement, comment se passe la collaboration avec les photographes ? Pressez-vous des accords au départ, quelle liberté leur laissez-vous et comment conciliez-vous votre création et la leur ?

— C'est à chaque fois différent. Je cherche d'abord à connaître le photographe avant de parler du travail, et c'est de cette connaissance que naît le désir d'une collaboration. Lorsque j'ai rencontré Richard Avedon la première fois à New-York, il a tout de suite saisi ce que je souhaitais

Gianni Versace au palais Galliera Portraits d'une mode

Paris-Audiovisuel méritait bien pour sa quatrième édition que le Monde lui consacre un supplément, le mercredi 29 octobre. L'inauguration du Mois de la photo 86 a eu lieu le 22 octobre en

présence de M. Jacques Chirac au Musée de la mode et du costume de la Ville de Paris, avec l'exposition consacrée au créateur de mode italien, Gianni Versace.



d'abandon. Mais je sais qu'il va changer de style, les hommes apparaîtront désormais sous un jour plus aristocratique.

— Vous ne cessez pas de créer. Après avoir conçu des décors pour la Scala, vous préparez avec Béjart un spectacle sur Mahaux qui sera présenté au Théâtre musical de Paris et, avec Bob Wilson, Salomé, de Richard Strauss. Quel a été votre itinéraire avant votre venue à la mode, en 1977 ?

— Né dans le sud de l'Italie, j'ai toujours eu sous les yeux des croquis de costumes féminins puisque ma mère dirigeait un atelier de couture. Si bien que, étant un enfant de la mode, c'est par elle que j'ai tout appris. C'est à travers elle que je connais l'histoire de l'art : ce que je lis, mes amis, où je vais, ce que je vis et entreprends, toute mon existence n'a jamais eu qu'un seul but : la mode. Elle est la racine de ma vie. Ce que je vois, les films, les livres, les gens ou cette table, je le transforme en mode.

— Un portrait de vous, par Alice Springs, réalisé à Milan en 1985, vous présente de profil, tournant à demi au visage rieur, sévère et conquérant. Est-ce ainsi que vous vous voyez ?

— Je me vois comme une pièce de monnaie ancienne grecque. Je suis né en Calabre, dans une région de l'Italie colonisée autrefois par la Grèce. Et chaque matin en m'éveillant, je vois au loin par la fenêtre un petit temple. Dans une vie antérieure, j'ai dû faire partie de la bande à Ulysse et j'en ai gardé le goût des Anciens, l'amour de la Grèce et des sculptures classiques. Les trois aspects que vous dites expriment des parts différentes de moi-même. Je pense sans cesse à vaincre, je suis toujours calme et, en moi, je suis content. Le contraste est la clé de mon caractère.

— Le Mois de la photo s'ouvre sur une grande exposition qui reprend, en cent cinquante images, une sélection de vos diverses campagnes, ainsi qu'une trentaine de vêtements et quelques croquis. En tant qu'artiste, mais aussi comme chef d'entreprise, qu'attendez-vous d'une telle rétrospective ?

— Je fais cette exposition car je crois qu'il est bon de montrer son travail. Ma motivation n'est pas d'ordre commercial. Bien sûr, je sais qu'il y aura des retombées, mais l'important est de rendre hommage à la beauté. C'est une occasion pour me connaître mieux moi-même, comprendre mieux mon époque, et pour créer demain une mode plus belle encore.

Propos recueillis par PATRICK ROGGERS.

* Gianni Versace : dialogues de mode, des photographes autour d'une création (Helmut Newton, Richard Avedon, David Bailey, Irving Penn, Bruce Weber, Giampaolo Barbieri, Francesco Scavullo). Palais Galliera, 10, avenue Pierre-de-Serbis, Paris-16, jusqu'au 4 janvier. Catalogue bilingue, texte de Françoise de Panafieu, Hécate Doucy, Jean-Luc Montmoussier, Guillaume Gamiar, 90 p., 160 F.

Fêtes d'Automne 1986
Exposition
JEANNE CARRIERE
du 17 octobre au 5 novembre
T.L.J. de 10h à 17h45
21, place du Panthéon (Salle du Souverain)

MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot
Côté Femmes
« si la féminité est universelle, la notion que nous en avons ne l'est pas »
T.L.J. sauf mardi de 9h à 17h15
à partir du 22 mars

FILMS-ROLES
Jusqu'au 28 octobre aux cinémas Le Panthéon et Utopia, Champollion (Paris 5) et Le Rex à Châteaufort-Malabry, Les Cinémas à Ris-Orangis, L'Ecran à St-Denis.
Rencontre avec R. Depardon, G. Franju, R. Hauff, L. Marr, A. Miller, D. Seyrig.

Galerie Associative
J. CHACRON
52, rue Cozette,
80000 AMIENS
Tél. : 22-89-36-80

Cherche Peintres ou Sculpteurs soucieux pour créer une galerie (à Paris) spécialisée dans la diffusion et l'exposition de leurs œuvres.

L'ECOLE

Formation professionnelle de haut niveau, d'une durée d'un an à plein temps, de médiateurs spécialisés en art contemporain (10 maximum par an). Les candidats doivent posséder un très bon niveau de connaissance en histoire de l'art et en art contemporain, parler correctement une langue étrangère et être aptes à une grande mobilité pendant toute la durée du stage.

Dossiers d'inscription disponibles à la Délégation aux Arts Plastiques, 27, av. de l'Opéra 75001 Paris, dans les différentes Directions Régionales des Affaires Culturelles et, par correspondance, au CENTRE NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN - MAGASIN, Site Bauchayer-Viallet, 155, cours Berriat 38000 Grenoble.

Ces dossiers doivent être renvoyés au CENTRE NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN de GRENOBLE avant le 1^{er} décembre 1986.

CENTRE NATIONAL
D'ART CONTEMPORAIN
DE GRENOBLE

MAGASIN SITE BAUCHAYER-VIALLET, 155, COURS BERRIAT 38000 GRENOBLE

AIR HAVAS
LES PRIX BAS
QUI VOUS DONNENT
DES AILES.

NEW YORK à partir de 2200 F
MARRAKECH à partir de 1290 F
LE CAIRE à partir de 2660 F
MEXICO à partir de 4825 F

Tarif A.R. pour le minimum de 7 jours. Prix à partir du 1^{er} octobre 86. Conditions Générales dans le catalogue Air Havas. En vente chez Havas Voyages, 20, avenue de l'Opéra 75001 Paris. Tél. : 42 61 80 56 et 42 61 26 00 (après 18h00).

HAVAS VOYAGES : FAITES LA DIFFERENCE.

Théâtre de la Portille
Spectacles de l'Association Paris
RILKE
LES ELEGES DE DUINO
HERMINE KARACHEUX
9 Octobre / 8 Novembre
HANDKE
LE MAUHEUR ENHÉRIENT
HISTOIRE D'ENFANT
JEANNE CHAMPAGNE
14 Octobre / 15 Novembre

Mémo Média
Parole de Varner
THEATRE 71
MALAKOFF
DU 8 AU 31 OCTOBRE
BALEINE
de PAUL GADENNE
Mise en scène : ARIANE & PIERRE ASCARIDE
« C'est la dernière fois, par Dieu le Dieu du monde, le premier langage et l'essence d'Ascaride, c'est la magnifique qualité d'écriture de Paul Gadenne. C'est le vertige du style qui vous saisisse. »
Annie HELLOT - QUOTIDIEN DE PARIS

مكتبة الأمل

EXPOSITIONS

Raoul Hausmann à Rochechouart

Un dadaïste en Limousin

Raoul Hausmann, membre fondateur du mouvement dada à Berlin, est mort en Limousin, le savait-on ? Après y avoir vécu les trente dernières années de sa vie. Le musée de Rochechouart fête le centenaire de sa naissance.

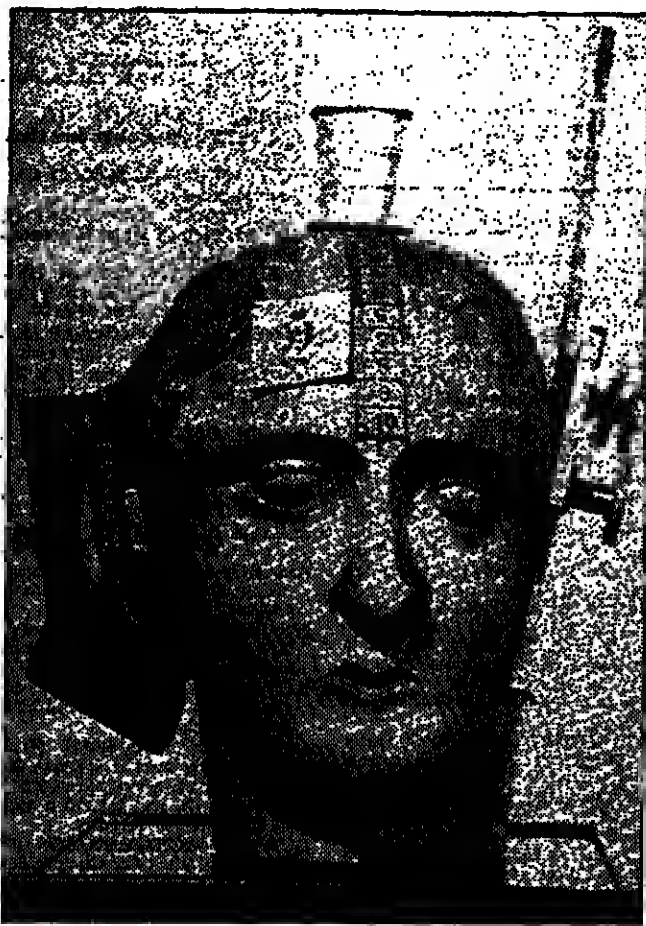
Raoul Hausmann, né à Vienne (Autriche) voilà juste cent ans, de parents tchèques, membre à vingt-cinq ans du groupe des peintres expressionnistes berlinois Der Sturm, fondateur en 1917 de dada à Berlin, inventeur du photomontage, acteur chez Piscator sous la brève république soviétique, ami de Bertolt Brecht, Kurt Schwitters, Hans Arp, Max Ernst, Alexandre Dovjenko, Moholy-Nagy et de beaucoup d'autres ; Raoul Hausmann, juridiquement apatride, classé dès 1933 par le nazisme dans la cohorte des « artistes dégénérés » : une vie et une œuvre fourmillantes, paradoxales, parmi les plus décalées et les plus méconnues du vingtième siècle.

Un accomplissement classique

Le dernier de ces paradoxes pourrait bien être le lieu de l'exposition qui célèbre le centenaire de l'artiste : le château de Rochechouart, sous-préfecture de la Haute-Vienne, quatre mille habitants. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent. Raoul Hausmann y est mort, en 1971, après y avoir vécu les dernières années de sa vie, et mené à l'accomplissement en quelque sorte classique une œuvre jusqu'alors plurielle et multiforme.

Hausmann arriva en Limousin en 1940. Il vivait alors en exil à Paris et la brutale victoire des nazis, qu'il avait eu l'occasion de connaître de près dans les années 30, le persuada tout de suite de se réfugier en zone libre. Sa logeuse, rue de Vaugirard, était originaire de Peyrat-le-Château (Haute-Vienne), un bourg très retiré de la montagne limousine. Elle lui trouva là un abri. Il alla y subsister jusqu'à la Libération en dormant des jours d'anglais, d'allemand et d'espagnol. Non sans difficultés. Un réfugié, apatride de surcroît, pour la police de Vichy était évidemment suspect. Il fut même transféré un temps au camp d'internement de Nexon, au sud de Limoges, le temps de s'assurer qu'il n'était pas juif.

A Peyrat-le-Château, Hausmann rencontra une jeune fille,



L'esprit de notre temps (1919).

Marthe Prévot, qui, à l'époque, cachait dans la grange de ses parents les documents dadaïstes qu'il avait amenés avec lui, et qu'une perquisition toujours possible pouvait saisir et détruire (Marthe Prévot est aujourd'hui la gardienne vigilante et efficace de l'œuvre de l'artiste). Il faut aussi parler, dans cette période, de la relation qu'il eut avec la Résistance. Sa machine à écrire a servi à taper les tracts du « préfet du maquis » (Georges Guingouin, qui tenait alors toute la montagne limousine), son sans-mal, car c'était un clavier allemand, qui rendait la frappe difficile.

La presse locale se scandalise

La Libération venue, Hausmann resta dans la région. Il descendit habiter Limoges d'où il ne bougera plus guère, sauf pour aller photographier les alentours. La région lui plaisait beaucoup et, dit Marthe Prévot, lui rappelait la Bohème-Moravie de ses origines : « A Limoges, il pouvait travailler en toute tranquillité, et quand même vivre en ville, s'acheter de belles cravates, de belles chaussures, car il est toujours resté très élégant ».

Il tenta même de s'intégrer à la vie locale, discrètement. Ce fut un fiasco considérable : être dadaïste à Limoges dans les années 1945-50, c'était beaucoup plus incongru que de l'être à Berlin dans les années 20. C'est peut-être que l'incompréhension fut totale ; la presse locale se scandalisa et Raoul Hausmann en fut mortifié. Il ne se manifesta plus dans sa ville d'adoption, qui ignore pratiquement sa présence jusqu'à sa mort ; à l'exception de quelques autocollants et de gens de passage, parmi lesquels le photographe Izis, le poète Pierre-Albert Bi-

rot, l'écrivain Georges Emmanuel-Claudian et surtout, dans les dernières années de sa vie, le peintre Claude Viallat, qui enseignait alors à l'École nationale d'art décoratif de Limoges.

On peut bien aujourd'hui gloser sur cet aveuglement provincial. Mais, à vrai dire, l'indifférence de Limoges ne fut pas pire que celle de Paris ni même que celle de toute l'Europe. La disparition d'Hausmann, en 1971, passa quasiment inaperçue. Et après tout, c'est quand même le Limousin qui lui organise la première rétrospective digne de ce nom.

Cette période limousine apparaît d'ailleurs d'une remarquable fécondité. A partir du moment où ce vagabond de l'art posa là ses valises, il prit son temps, il revint à la peinture, aux montages, aux collages ; il sembla approfondir toutes ses intuitions et des explorations artistiques. Il photographia aussi beaucoup, notamment le château de Chalusset, dans les environs. Célébra quelques années avant par les « cantos » du poète américain Ezra Pound, il termina enfin et publia (en allemand) son roman, *Hyloë*, que l'on dit traversé par un souffle à l'*Olympe* de Joyce ; et (en français), les beaux poèmes de Sagemorin (l'univers du *Micromégas* de Voltaire). Bref, il épanouit une œuvre foisonnante qui, dit joliment Guy Tossatti, le jeune conservateur du Musée d'art contemporain de Rochechouart, organisateur de cette rétrospective « est libre comme une feuille livrée au vent, et qu'il convient de ne pas promptement fixer sur les pages d'un herbier ».

GEORGES CHATAIN.

★ Raoul Hausmann (1886-1971). Cent vingt œuvres 1901-1970 - Musée départemental d'art contemporain de Rochechouart. Jusqu'au 14 décembre 1986. Une seconde exposition organisée par le photographe Roger Vuilleux au Centre culturel municipal (avenue Jean-Cagnat, Limoges) est consacrée aux photographies et photomontages.

Rétrospective Estève au Grand Palais

La peinture telle quelle

Les artistes vivants ont rarement l'honneur d'exposer dans les Galeries nationales du Grand Palais. Or les abstraits français, qu'on croyait trappés d'ostracisme par une mode

plus attentive aux peintres américains, y font leur rentrée, représentés par Maurice Estève. Une œuvre à redécouvrir, ou simplement à découvrir.

Une génération entière de peintres français est en train de s'installer dans l'histoire de l'art. Tous ceux qui, nés avec le siècle, ont eu la bonne fortune - ou le malheur - de se vouer aux beaux-arts vers 1920, et n'ont acquis quelque réputation qu'après vingt-cinq ans après, parce qu'ils étaient devenus abstraits entre-temps, tous accèdent à l'existence définitive que donnent livres et catalogues. Bénéficiaire d'une rétrospective (1), et tandis que nombre de galeries obéissent à la mode des années 50, Maurice Estève a enfin droit à la révision de son cas.

Depuis 1960, en effet, la vogue américaine avait précipité Estève,

et ses contemporains sinon dans l'oubli du moins dans la pénombre. Que leur reprochait-on ? Que lui reprochait-on à lui, homme de silence et de retraite ? De n'être pas un Pollock berriçon, adepte de la colère peinte et de l'expressionnisme. De n'être pas davantage Rothko ou Newman et de pas employer ses couleurs à la recherche d'un non-figuratif absolu et sublime. Tout cela est vrai. Estève, qui est né en 1904 à Culan, dans le Cher, n'a que bien peu de parenté avec les New-Yorkais. Il appartient - jusqu'à la manie, peut-être - à son époque et à sa nation. Il en partage les incertitudes et les penchants. Ses compositions les plus fameuses, celles qui sont comme sa marque de fabrique, arrange-



Paul et Virginie (1979).

ments serrés de surfaces courbes, ardoises et plates, il faut pour les admettre en revenir à l'histoire de leur auteur. Ses couleurs, si elles semblent d'abord trop nombreuses dans chaque toile et chantent à l'unisson avec un ensemble tel qu'il manque souvent l'accord qui attire ou intrigue, il convient semblablement d'examiner leur généalogie.

Collé à ses aïeux écrasants

On l'a dit : Estève se met à la peinture au début des années 20. Mauvaise période pour qui embrasse cette vocation. Non faite de marché - au contraire - mais par pléthore d'exemples et d'enseignements contradictoires. Il faut au jeune homme choisir entre Picasso, Léger, le retour à l'ordre, Matisse, les abstraits façon Delaunay, Mondrian et, bientôt, les surréalistes. Pas plus que Bissière, Estève ne se résout immédiatement à ne pouvoir tout

Hartung ont d'ores et déjà tenté leur propre expressionnisme abstrait et l'ont en partie popularisé.

Estève découvre pleinement son originalité quand il renonce à la représentation, même allusive, tout en se gardant de toute éloquence gestuelle. Son abstraction - il faut l'abstrait pour chasser le passé proche - sera essentiellement méthodique et épicurienne, sans rien des passions et des crises de nerfs chères aux « lyriques ». Forte de cette double justification, sa peinture entend se passer vraiment de sujet, d'évocation ou d'autobiographie pour se consacrer à la « fabrication » - le mot est d'Estève - de toiles qui doivent leur mérite à leur rigueur de conception.

Il serait bien vain de se plaindre que cet art ignore l'*fall-over*, quand il s'inscrit de son plein gré dans le cadre du rectangle et développe, à partir de ces limites, une structure centrée. L'architecture, dans tous les cas, conserve force de loi. Elle régit librement le découpage des surfaces, et la couleur se doit de relever son élégance et non de la contrarier. Le désordre n'a pas droit de cité, et c'est à peine si Estève tolère les douceurs de la matière picturale, tant il la suspecterait vite de brouiller le jeu. A mi-chemin entre Herbin et Poliakoff, Estève, à l'huile comme à l'aquarelle, demeure un voluptueux bricoleur par le calcul des proportions.

Cette discipline a sa grandeur. Il arrive aussi qu'elle engendre la répétition. On regrette alors une réserve si complète, car elle prive quelquefois la toile de sa force de conviction. Mais elle a sa logique, sa cohérence. Les adversaires les plus subtils de Matisse, Gide et Maurice Denis, l'accusaient en 1905 de résoudre des « équations » plus que de créer des images. Ils le traitaient sévèrement d'« abstrait ». Cette partie du fauvisme, c'est elle qu'Estève a poussée à son paroxysme, qu'il a l'enfermer.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 16 novembre. Grand Palais, jusqu'au 12 janvier 1987. Catalogue : 292 p., 200 F. Signalons, d'autre part, qu'Estève a illustré le *Champ des signes* de Roger Caillois, qui vient de paraître aux éditions Hermann (92 p., 25 ill., 66 F.).

GALA ANNUEL POUR MEDECINS DU MONDE
LUNDI 3 NOVEMBRE
20 H 30 AU ZENITH
AVEC
RIT

LE TRIOMPHE DU FESTIVAL D'AVIGNON
GROUPE TSE
PIERRE DUX
LA TEMPETE
SHAKESPEARE
Adaptation : Jean-Louis CURTIS
Mise en scène : Alfredo ARIAS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE
Location : 48.34.67.67 et 3 FNAC.

GEORGE V - LUMIÈRE - FAUVETTE - SAINT-AMBOISE - CLICHY-PATHÉ - MONTPARNOS
MISTRAL - GAUMONT-CONVENTION - PÉRIPHÉRIE
Dans des aventures inédites et palpitantes...
Les Minipuss
Un étonnant Dessin Animé à suspense...
DISTRIBUEUR ARTÉDIS

87
théâtre de gennevilliers
MEREDITH MONK
BOOK OF DAYS, CONCERT
22 au 26 octobre
47 93 26 30

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club
MUSÉE DE LA MARINE - Palais de Chaillot
CHARCOT, L'AVENTURE POLAIRE
Cinquantième du naufrage du « Pourquoi-Pas ? »
DU 15 OCTOBRE AU 1^{er} DÉCEMBRE

L'AFFAIRE CHELSEA

[illegible]

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 22 octobre

20 h 25 Football.
En direct du stade de Toulouse. Coupe de l'UEFA.
2^e tour, match aller. Toulouse-Spartak de Moscou.

22 h 15 Documentaire :
Voyage au bout de la vie.
Série de quatre émissions réalisées par Bernard Marzino
et Marc Horwitz. Deuxième partie : les stratèges de la
mort tendre.
Avec la participation des docteurs Louis Heyes-Moore,
Belfour-Moutz, Maurice Falardeau et Yves Quenneville.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Fred Cornexon.
De Serge Korber.
Avec Alain Doutey, Sophie Barjac, Jacqueline Doyen, Claude Villen.
Bastien Mercier, jeune député, est promis à un bel avenir politique et d'un brillant mariage. Tout semble lui réussir, mais voilà que son ex-femme réapparaît et, avec elle, la mafia et des problèmes.

21 h 55 Magazine : Soxy folles.
De P. Bruneau et B. Bouthier.
Au programme : Les ritus de l'amour ; Saisiers volés ; Soit qui peut ; Madame France ; Clip d'amour ; La Barbeille ; Casque présent ; Le Jeu de la séduction.

22 h 55 : Histoires courtes.
Sébé, de Christophe Jean-Elie.
Une jeune mannequin est manquée de drogue, son bébé enlevé... Mais tout l'aura pu s'arranger. Ce court métrage a été réalisé par le premier du jeune réalisateur Christophe Jean-Elie.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variétés : C'est aujourd'hui demain.
Avec Charles Aznavour, Stéphanie de Monaco, Jean-Pierre Mader, Jean-Luc Lahaye, Marcel Follin, Philippe Bonvard, Luis Fernandez, Marie Bouthouin.

21 h 55 Magazine : Thalassa.
Vingt-cinq ans d'essence de l'Atlantique.
Avec le journaliste William Garin et Jean-Louis

Jeudi 23 octobre 1986

- 14 h 40 Ravi de vous voir.
Jeu : la balance; Nicolas et Cécile; Le grain de sel de Jean Bergeron; Chacun a une histoire à raconter; Histoire d'un objet; Histoire d'animaux; week-end et sorties.
- 15 h 25 Quarté en direct de Longchamp.
- 15 h 35 Ravi de vous voir (suite).
- 15 h 45 Feuilleté : Le bonheur conjugal (rediff.).
Après l'aveu d'André Maurel.
Quinté : le Voyage de noces à Venise.
D'un Jean Desailly, Colette Castel, Dominique Patruel, Yvette Barry...
- 16 h 15 Variétés : Show bisess.
Emission de Jean Chatel.
Avec Michèle Torr, le groupe Europe, Lionel Kazan, Geneviève Dornann et Régine Deforges.
- 17 h 25 Série : Mademoiselle S.O.S. (rediff.).
1^{re} épisode : Karaté cœur.
Avec Jean Corly, Jean-Pierre Darrias, Jeanne Herviale, Greg Gervais.
- 18 h 25 Mini-journal pour la jeunesse.
De Patrice Drevet.
- 19 h 40 La vie des Botes.
- 19 h 10 Feuilleté : Santa Barbara.
- 19 h 40 Cocoricocoboy.
Invité : Spagna.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Questions à domicile.
Emission d'Anne Sinclair, Pierre-Luc Séguillon et Alexandre Tarta.
Ce soir, chez Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'Emploi, en direct de son domicile à Epiais.
- 21 h 50 Série : Columbo (rediff.).
Racon pour un mort.
Avec Peter Falk, Lee Grant, John Fink, Harold Gould, Patricia Maffick.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 20 C'est à lire.

- 15 h Série : Sergent Anderson.
- 16 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.
Présenté par Christophe Duchavanne.
Avec Marc Lavigne, Canada, Charles Henry, Yanne
Katzoules, Imagination, Carole Bouquet, Jean-François
Séverin, Martin Kaplan.
- 17 h 35 Récré A 2.
Saper Duo : Quick et Flupke ; Les mondes engorés.
- 18 h 5 Feuilleté : l'amour à tout prix.
d'épice.
- 19 h 30 Magazine : C'est le vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'après l'ancien, présenté par Patrice Laffont.
- 19 h 15 Actualités régionales.
- 19 h 40 Expression directe.
- UDF-RPR.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord.
- 21 h 35 Cinéma : 747 en feu. □
Film américain de Jack Smight (1974), avec Charlton
Heston, Karen Black, George Kennedy, Myrta Loy,
Susan Clark.
Un Boeing 747 allant de Washington à Los Angeles est
survolé accidenté en manœuvrant pour se poser à
Salt-Lake City. Panique à bord. Comment sauver les
passagers ? En les charlon Heston est là pour tout
arranger. Les pilotes, les passagers et le réalisateur ont
exploité le filon d'Airport : catastrophe à suspense et
groupe humain typique.
- 22 h 20 Magazine : Actions.
Emission présentée par Bernard Rapp.
Au sommaire : le dossier du mois (sambauchs on licen-
ciements ? Comment les entreprises ont-elles réagi après
la suppression de l'autorisation administrative de licen-
ciement ?) ; Titres en jeu : du nouveau dans les jeux
d'actions ; parties d'argent ; l'argent des stars ; l'aviété
du mois.

sean, à l'occasion de la prochaine Route du rhum. 1^{re} partie : L'étrange idée de Blondie Hasler.

22 h 45 Journal.

23 h 15 Magazine : Montagne.

23 h 40 Prélude à la nuit.

L'Œuf de Vivaldi, par l'European Master Orchestra, dir. Rudolf Nantchen

20 h 30, Les trépassés ; 21 h. : film IV de Courvoisier de la série Les trépassés ; 22 h 30, Football de coupe d'Europe Benfica-Bordeaux ; 0 h 28, Cinq ans : Taps, film américain d'Harold Becker (1981), avec George C. Scott, Timothy Hutton, Ronny Cox ; 2 h 30, Comics (6^e épisode de la série).

LA « 5 » :
20 h 30 Série : Thriller ; 21 h 40 Série : L'inspecteur Derrick ; 22 h 45 Série : Arabesque ; 23 h 35 Série : Thriller ; 0 h 45 Série : L'inspecteur Derrick ; 1 h 50 Arabesque.

20 h, Tonic 6; 23 h, NCI 6 (redist.) : 6 h, Tonic 6.

20 h 30 **Pour s'en dire.**
Invité: Jean-François Bory; portrait: Héraclite, par Marcel Conche; reportage: Québec vivant.

21 h 30 **Musique: Polésations.**
A Chypre, la musique monte la garde.

22 h 30 **Nuits magétiques.**
Le sort et le moment: Nos amies les étoiles.

20 h 30 Concert (donné au centre Georges-Crompond à Paris le 1^{er} mars 1986).
 Quatuor à cordes (création française), de Crawford Seeger; Quatuor à cordes, de Lutoskiwki; Quatuor à cordes n° 8, de Schulhoffer; Quatuor à cordes n° 3, de Bartok, par le Quatuor Kronos, David Harrington, John Serba, violon, Hank Dutt, alto, Johan Jaumeaud, violoncelle.

23 h Les soirées de France-Musique.
 Jazz-club en direct du New Morning, avec le groupe du contrebassiste Charlie Haden.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

16 h Boîte aux lettres (modif.).

16 h Documentaire : Architecture et géographies sacrées.

17 h Série : Les associés de la mer Rouge.

17 h 30 Série : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.

17 h 58 Croqui solés.

19 h Le 50 ans d'information.

19 h 15 Actualités régionales.

19 h 55 Dessin animé : Les antrochets.

20 h 4 Les jeux à Mulhouse.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Cinéma 16 : Oxygène.

Téléfilm de Jean-André Baudry et Jean-Paul Ronté.

Après le film de Jean-André Baudry : J. Ravie, G. Guilloit, R. Darcy, A. Moya, G. Albert, C. Cyler.

► **Entre reportage et fiction, ce film traite avec minutie et scrupule de la réinsertion des prisonniers. Les personnages sont presque allégoriques, le dénouement cornélien.**

22 h 10 Journal.

22 h 35 Documentaire : Kat ou l'Inde révisité.

23 h 20 de la série.

23 h 30 Séries à la nuit.

Somme pour violoncelle et piano de Rachmaninov, par G. Hoffman, violoncelle, D. Selig, piano.

Ross (1973) avec Jane Fonda, Michael Caine, Walter Matthau,
Richard Pryor : 18 h 40, Canada : le Quadrante Poirault,
m m film français de Serge Leroy (1985) avec Philippe Noiret
et Catherine Deneuve : 18 h 45, France : la Cinéma
Cinéma ; 17 h 35, Suisse : René Goussard à la conquête de l'uni-
vers : 18 h 5, Danemark anglais : 18 h 15, Jap. : les affluents
de la guerre : 18 h 45, Teyo 50 : 18 h 15, Zéland : 20 h 5
Stewart : 20 h 15, Espagne : 20 h 15, France : 20 h 15
Elsa, un film français de Didier Haudepin (1985) avec François
Cluzet, Lino, Tom Novembre, Christine Pascal.
« Les Affluents », 18 h 45, France : 17 h 35, Canada : Portrait
d'un homme en marche, un film français de Jean-Louis
Nouriss, M. Emmett Walsh, David Thewlis : 23 h 35, Canada :
le feu de guerre, m m film Franco-italien de Dino Risì (1985)
avec Jean-Pierre L  aud, Beppe Grillo, Bernard Blier : 20 h 15, Thailande
Gangneung

La « 5 »
16 h 45, Série : Jaimie; 17 h 35, Série : Shérif fais-moi
peur; 18 h 25, Série : K2000; 19 h 15, Série : Happy Days;
19 h 40, Série : Star Trek; 20 h 30, Série : Thriller;
21 h 40, Série : Lon Grant; 22 h 30, Série : Arabeque;
23 h 20, Série : Thriller; 0 h 30, Série : Low Grant; 1 h 20,
Série : Arabeque; 2 h 10, Série : K2000.

Huttington) ; 20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 (rediff.) ; 23 h, Profil 6 (invité : Eurythmics (rediff.)) ; 6 h, Tonic 6.

22 à 30 Noëts magiques : La nuit et le moment ; à 23 h, Nos rêves les plus...

22 h Concert de GRM. Deuxième suite, de Dufour;
Etude aux objets, de Schaeffer; Liber duodecim portum,
de Zbar.

Le marché international des programmes

La loi du vendeur

INFORMA

مكتبة من الأصول

CANNES
12/15 NOVEMBRE 86

SPONSORING MECENAT

ILS N'IMPROVISENT PAS

Réunis pour la première fois au SPONCOM, les hommes de la communication et du monde des affaires. Les grands noms de la culture et du sport... La presse. Et tous les partenaires impliqués dans la pratique du sponsoring et du mécénat. Ils sont là pour mieux connaître, pour structurer, pour faire avancer la communication par le mécénat et le sponsoring.

Exposition : 103 entreprises, organismes, leaders dans ces domaines, présentent sur leur stand, leurs réalisations, leur vécu, leurs projets.

Congrès : plus de 50 experts internationaux, des praticiens et des journalistes font partager leur expérience, leur réflexion au cours de tables rondes, ateliers, présentations de cas concrets.

Le SPONCOM est un événement sans précédent. Ne l'improvisez pas... Inscrivez-vous dès maintenant.

SPONCOM
MARCHE INTERNATIONAL DU SPONSORING ET DU MECENAT



SPONCOM 179, AVENUE VICTOR HUGO - 75116 PARIS

AVEC LA PARTICIPATION DE :

- François BABOU, Responsable des Relations Publiques de MARTINI et ROSSI (FRANCE).
- Jean-Marie BALESTRE, Président de la Fédération International Sport Automobile (FRANCE).
- François BENVENISTE, Manager Pan-Européen PROMOTION PHILIP MORRIS (SWITZERLAND).
- Jacques-Henri BOURDOIS, Rédacteur en Chef de "L'EXPRESS VOTRE ARGENT" (FRANCE).
- Dusty BRICKER, Vice-Président and Manager Events Marketing and International Promotion BBDO (USA).
- Patrick CHAPUIS, Rédacteur en Chef-Adjoint chargé de l'auto, moto, voile au journal L'ÉQUIPE (FRANCE).
- Austin CHAVE, President Promotion Dynamics Worldwide BBDO (USA).
- Jean CIER, Directeur de l'agence PARTENARIAT (FRANCE).
- Jean-Pierre COURCOL, Directeur des publications de L'ÉQUIPE, Directeur Général Adjoint du Groupe Philippe Amaury (FRANCE).
- J. Mark DAVIDSON SCHUSTER, Assistant Professor, at the Massachusetts Institute of Technology, MIT (USA).
- Jean-Charles DELESALLE, Grand Reporter au Service des Sports du JOURNAL DU DIMANCHE (FRANCE).
- Don DIXON, Président de HOWARD/MARLBORO SPORTS CONSULTING (USA).
- Xavier DUPUIS, Chercheur en Économie de la Musique à l'UNIVERSITÉ DE PARIS (FRANCE).
- Barrie GILL, Chief Executive of CSS PROMOTION Limited (UNITED-KINGDOM).
- Henry GOLDBERG, Senior Lecturer at the Polytechnic of Central London's Faculty of Management Studies (GRANDE-BRETAGNE).
- Philippe GURDJIAN, Président de NOSCAR (FRANCE).
- Alain GRANGE-CABANE, Vice-Président-Directeur Général de l'UDA (FRANCE).
- Jean-Claude HALLÉ, Directeur de la communication de la BNP (FRANCE).
- John-Peter HAYDEN, JR., Associate Publisher of HORIZON, The Magazine of the Arts (USA).
- Martin HEDGES, International Editor of MARKETING WEEK (UNITED-KINGDOM).
- Alain HELLÉS, Directeur de la Promotion de la BNP (FRANCE).
- Harold HOROWITZ, National Endowment for the Arts, NEA (USA).
- René HUYGHE, de l'Académie Française, Professeur honoraire au COLLÈGE DE FRANCE, Directeur du Musée JACQUEMART-ANDRÉ (FRANCE).
- Bernard KOUCHNER, Président d'honneur de MÉDECINS DU MONDE (FRANCE).
- Benoît de LAURENS, Directeur de la Communication et des Relations Publiques de la FÉDÉRATION ÉQUESTRE FRANÇAISE (FRANCE).
- Jean-Pierre LABRO, Directeur des Relations Publiques et de la Communication du Groupe ELF-AQUITAINE (FRANCE).
- Pierre LEBAILLIF, Chargé des Missions pour le Mécénat et l'Action Culturelle à la Direction Générale de la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (FRANCE).
- Jack MACDONOUGH, Vice-Président, Brand Management, ANHEUSER-BUSCH (USA).
- Jack MADDISON, Fund-Raising Officer of SPORTS AID FOUNDATION (UNITED-KINGDOM).
- Les MARGULIS, Senior Vice-President of BBDO (USA).
- Christian PELLERIN, Président-Directeur Général du Groupe SARI/SEERI (FRANCE).
- Alain-Dominique PERRIN, Président-Directeur Général de CARTIER INTERNATIONAL (FRANCE).
- Alain POIRÉE, Directeur Général de DUPUY SAATCHI et SAATCHI COMPTON (FRANCE).
- Gerry POSTLETHWAITE, Directeur de K.L.P. INTERNATIONAL (UNITED-KINGDOM).
- Patrick RASSAT, Professor, Hautes Études Commerciales, Institut Supérieur des Affaires (FRANCE).
- Wrandille RIBLIER, Responsable du Sponsoring à la SOFRES (FRANCE).
- Jean-Paul RICHARD, Directeur du Marketing de RICARD (FRANCE).
- Richard ROVSEK, AMERICAN MARKETING CONSULTANT (USA).
- Pierre SAHNOUN, Secrétaire Général de la Rédaction de MARKETING MIX (FRANCE).
- Pierre SALINGER, Chef du bureau de Paris et correspondant pour l'Europe de ABC (USA).
- François SIÉDEL, Président-Directeur Général du Magazine VSD (FRANCE).
- Jean-Ludovic SILICANI, Directeur de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel au Ministère de la Culture et de la Communication (FRANCE).
- Chris SMITH, General Manager NVC MEDIA Limited (UNITED-KINGDOM).
- Sue STOESEL, Head of Marketing of CHANNEL FOUR TELEVISION (UNITED-KINGDOM).
- Collin TWEEDY, Director of the Association for Business Sponsorship of the Arts, ABSA (UNITED-KINGDOM).
- Les UKMAN, President of IEG, International Event Group (USA).
- Élie VANNIER, Directeur des rédactions STRATÉGIES (FRANCE).
- Marie-Christine VENDROUX, Directrice de la Publicité et du Sponsoring à CANAL PLUS (FRANCE).
- Peter M. VEREST, Corporate and International Sponsoring Coordinator, International Sales Promotions Coordinator PHILIPS (PAYS-BAS).
- Michael VORBECK, Director of the Documentation and Pedagogical Research Department, Secretariat of the Council of Europe.
- Jerry WELSH, Executive Vice-President, Worldwide Marketing and Communications of American Express Travel Related Service Company, Inc. (USA).
- Keith YEOMANS, Managing Director of MEDIA DEVELOPMENT LTD (UNITED-KINGDOM).

Cette liste des intervenants n'est pas exhaustive et peut être sujette à modifications.

INFORMATIONS - INSCRIPTIONS : (1) 45 53 68 70 - (1) 45 05 14 03

La journée de grève dans la fonction publique

Une participation importante, mais inégale

Les mots d'ordre de grève dans la fonction publique et le secteur public, notamment l'énergie et les transports, lancés par les syndicats CGT, FEN, FO, CFDT, FGA (autonomes), et certaines fédérations de la CFDT et de la CGC, ainsi que par divers syndicats autonomes importants, ont été largement suivis, mardi 21 octobre, avec cependant des variations sensibles d'une branche et d'une région à l'autre, la participation au mouvement allant de 35 % à 98 %. Parmi les secteurs les plus touchés : l'enseignement, où les syndicats annoncent 75 % de grévistes chez les professeurs du secondaire, 85 % à 90 % chez les instituteurs, le ministère de l'Éducation nationale demandant, pour sa part, les chiffres de 45 % et de 65 %, respectivement ; l'administration des finances, notamment les impôts et le Trésor, avec 50 % à 90 % de grévistes, selon les services ; l'éducation surveillée. Dans les

PTT, la grève a été moins suivie : le ministère évaluant la participation à 42,4 % en moyenne dans les postes, et à 44,7 % aux télécommunications, mais avec des variations sensibles selon les régions (de 35 % en Alsace à 85 % à Nice), qui se sont traduites, entre autres, par d'importantes perturbations dans la distribution du courrier.

En ce qui concerne les services publics, c'est l'ÉDF-GDF qui a été la plus touchée, avec 60 % de grévistes selon la direction (70 % selon la CGT), mais pas de coupures de courant, malgré une baisse de production de l'ordre de 15 000 mégawatts. A la SNCF, la direction a décombré 50 % de grévistes (65 % chez les routiers) et le trafic, réduit à un train sur quatre le plus souvent, comme sur les grandes lignes, a été parfois totalement interrompu ou presque sur certains réseaux régionaux ou de ban-

lieue. Dans les transports urbains, la participation a été forte dans certaines villes comme Toulouse et Marseille, fluctuant à la RATP (où le trafic a varié de 50 % à 85 % pour le métro, 40 % à 50 % pour les autobus, la plupart des syndicats ayant donné des consignes d'arrêt de travail limitées à une heure ou deux heures). Enfin, 43 % des aiguilleurs du ciel avaient cessé le travail.

Si d'autres services publics (Sécurité sociale, hôpitaux et services de santé, notamment) ont été touchés, ainsi que les armées, si les trois chaînes de télévision et le radio national n'ont assuré qu'un service minimum, le secteur privé a été très peu touché : ainsi, il y a eu très peu de grévistes dans les banques, et chez Renault il n'y a eu de débrayages importants qu'à Mans (suivis à 25 %, et à Orléans (40 %).

Un succès pour la politique contractuelle

La CFTC et Force ouvrière signent à leur tour l'accord sur les licenciements

La CFTC a rejoint la CFDT dans la signature de l'accord sur les procédures de licenciement, à l'issue de la dernière réunion de travail avec la délégation patronale, le mercredi 22 octobre. Force ouvrière, qui avait déjà paraphé le mémorandum mardi, devait à son tour approuver le texte de l'accord en fin de matinée. La CGC, qui réunit ses instances confédérales vendredi, se joindra très certainement aux autres organisations syndicales. Seule la CGT, qui n'a pas participé aux dernières réunions, maintiendra son refus.

Du côté patronal, il paraît désormais acquis que la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) approuvera la signature aux deux textes, comme l'a déjà fait la CNPF.

Ainsi s'achève la première grande négociation sociale depuis le retour de la droite au pouvoir. Le maléfice de l'échec de la négociation du 16 décembre 1984 sur la flexibilité est rompu. La politique contractuelle, longtemps en difficulté, est apparemment renforcée par ce succès, obtenu sur un terrain particulièrement difficile. Ensemble, les représentants des salariés et des employeurs ont réussi à s'entendre sur les règles des licenciements collectifs, alors même que la polémique sur l'autorisation administrative avait sacrifié un symbole.

Pour le ministre des affaires sociales et de l'emploi, c'est également une victoire. Le voilà débarrassé d'un dossier encombrant, lui qui craignait d'avoir à intervenir sous la pression de sa majorité parlementaire, en cas d'échec des négociations. Il y aura mis du sien : l'État participera au financement de la for-

mation prévue pour les congés de conversion et devra également payer pour les préretraites FNE (65 000 F par an et par personne). D'une certaine façon, cet accord pourrait annoncer un tournant dans la vie sociale. Entraîné par la CFDT, et accompagné par FO, un mouvement de modernisation des rapports sociaux pourrait se dessiner. Un pas a été fait vers le réalisme, et, à l'occasion d'autres dossiers, on pourrait en voir les effets positifs.

Cela étant, cette réussite passe par des renoncements douloureux pour les organisations syndicales. Dans l'affaire, elles ont dû accepter une diminution des délais de consultation et, surtout, abandonner l'espoir d'une intervention de l'Inspection du travail dans le fonctionnement économique de l'entreprise.

Elles se consolent en améliorant le sort des salariés des petites entreprises et des victimes des « petits licenciements ». Les inégalités de traitement social en cas de licenciement économique sont réduites, si elle ne sont pas supprimées.

Toutefois, cela ne règle pas tout le problème. On compte en effet 450 000 licenciements économiques par an, dont chaque tiers provient respectivement des petites entreprises, des grandes entreprises et des entreprises en règlement judiciaire.

Si l'accord permet aux 150 000 licenciés des petites entreprises de bénéficier des mesures proches de celles accordées à ceux des grandes entreprises, rien n'est fait pour les salariés qui perdent leur emploi à la suite d'une faillite.

ALAIN LEBEAUE.

La CGT la plus nombreuse

Dans les manifestations qui ont traversé presque parallèlement la capitale, mardi 21 octobre en fin de matinée, la CGT a incontestablement fait mieux que les autres confédérations, en réunissant près de 20 000 personnes, pour la défense des salaires, de l'emploi et du service public.

La centrale de M. Krasucki a illustré à nouveau son savoir-faire, y compris dans l'organisation du cortège, avec des camionnettes sonorisées placées à intervalles réguliers, reprenant les slogans et donnant du tonus à une manifestation menacée d'un bon pas, mais plutôt bon enfant. Une manifestation dominée par les fonctionnaires et les salariés du service public : en tête, les hospitaliers, souvent en blouse blanche,

formant un contingent de plus de 1 200 personnes ; en queue, l'ÉDF, avec, entre les deux, les P et T, l'enseignement, les ébénistes, défendant « le statut et le service public », la RATP, et, comme d'habitude, les « communaux » de la banlieue - en particulier de Saint-Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, - qui constituaient presque un quart du cortège.

En revanche, malgré les appels lancés, le secteur privé avait une présence relativement discrète, exception faite de quelques bataillons, comme ceux du Livre. Ainsi, les usines Renault de Billancourt n'avaient envoyé qu'un contingent de 300 personnes, pour affirmer que « Billancourt vivra, et Besse n'y touchera pas ».

CFDT et FO sur le même parcours

Même parcours, même combat, mais - ouf ! - pas la même heure : la division syndicale l'a échappée belle, ce mardi, entre la Bastille et le Palais-Royal. A peine les derniers manifestants CFDT avaient-ils quitté la place, après un crochet par les colonnes de Buren, que commençait à se rassembler, sous celle de Juillard, leurs successeurs de Force ouvrière. Pour un peu, les rivaux d'un jour de grève auraient pu se croiser sur un quai de métro, se rattraper, voire se tromper de « main ». Mais, non, il n'en fut rien, toute promesse fut émise, ce qui n'empêcha pas ceux de l'après-midi (FO) de s'inscrire du « score » des fidèles d'Edmond. Mairie : « Les autres, ils étaient combien ? »

Les « autres » n'étaient pas très nombreux non plus : trois mille cinq cents pour la CFDT contre cinq mille environ pour FO. La pluie, il est vrai, avait rendu Paris encore plus désert. Fine dans la matinée - Edmond Mairie disparut dès les premières gouttes à la hauteur de l'Hôtel de Ville - elle se fit déconfortante au passage du cortège de FO, mais pas assez pour ébranler André Bergeron, qui termina le parcours en forme et en voix.

Même trajet, donc, mais pas la même style. Côté CFDT : de nombreux jeunes, qui étaient venus défendre le service public mais aussi l'emploi et finalement toutes les « bonnes causes ». Un défilé très rythmé, avec un quintette de chœurs engagé par la centrale, et le groupe des postiers de Paris, qui fit un

tabcac avec son Ouragan très peu monégasque : « Comme un ouragan, sur nos feuilles de paie, De Charette a soufflé ! » (...)

Gabardines, cravates, K-Way : le défilé FO, drapeau rouge en tête, fut plus sage. Principal mot d'ordre, « Balladeur, ça suffit, on n'est pas des nantis ! ». Un saharoviste du Pas-de-Calais en tête déjà à sa deuxième « manifestation », après Arras, où le marin. Les Nordistes avaient rempli trois cars. Un employé du centre hospitalier de Valenciennes commençait : « à en avoir ras le bol » : « Trois ans sans augmentation, à 5500 F par mois, j'aurais pas cru que ça en est des nantis ! ». Bref, les marcheurs en avaient assez d'être pris pour des privilégiés. André Bergeron devait leur donner raison contre ceux qui maintenaient en cause la « respectabilité des fonctionnaires ». « Ils font de leur métier », lançait-il sous les applaudissements et les coups de klaxon provocateurs des non moins respectables automobilistes entassés dans la rue de Rivoli. A 17 h 30, tout était fini, même la pluie.

CORINE LESNES.

La Bourse c'est ma vie.
La Bourse sur Minitel. L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.
Le Monde sur Minitel
36.15 tpeax : LEMONDE
LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

La FEN satisfaite

A l'appel de la Fédération de l'éducation nationale, un cortège de plus de sept mille personnes a défilé, mardi matin, de Montparnasse à la Mutualité (vingt mille selon M. Jacques Pommatu, secrétaire général de la FEN) : « La dynamique unitaire, impulsée par la FEN le 1^{er} septembre, a porté ses fruits », se réjouissait M. Pommatu. Étaient présents, surtout, les enseignants du primaire et du secondaire, généralement conduits par une délégation de l'UNEP-ID, et une du Syndicat national autonome des policiers en civil, cette dernière fermant la mar-

che. Une manifestation assez lâche, qui remplissait la rue de Rennes, de la tour Montparnasse à l'église Saint-Germain-des-Prés. L'atmosphère était relativement bon enfant (« On nous bourre la mou, on nous ballade, on nous monnaie, et ça nous fait mal », scandaient les enseignants) ; parfois carnavalesque, avec les éducateurs du SNPEP, affublés de masques blancs. Mais non dénuée d'une certaine gravité : « Ça fait dix ans que je « États pas revenue dans un manifest », explique une institutrice. Je m'étais endormie en 63. Mais là c'est trop ! »

Une portée limitée

Le retour d'un gouvernement de droite va-t-il redonner du tonus à l'action revendicative des syndicats, alors que le nombre de mouvements de grève et de journées perdues diminue régulièrement depuis plusieurs années ? Les grèves et les manifestations du mardi 21 octobre ne donnent pas encore la réponse ; de même, à la question banale mais inévitable : succès ou échec ? on ne peut répondre que de façon nuancée. Les comparaisons avec le passé sont délicates : il faut remonter à 1977 pour trouver un mouvement atteignant des branches aussi nombreuses du secteur public ; on ne retrouve pas le niveau de participation atteint alors - les écoles fermées, l'absence générale de transports en commun, etc. Mais il a manqué la dynamique unitaire qui avait alors contribué au succès.

Le mouvement supporte cependant largement la comparaison avec celui de mars et octobre 1984, où certains syndicats avaient marqué à l'appel : les proportions de grévistes ont été nettement plus élevées dans l'enseignement ou l'administration des finances, plus proches dans les PTT ; dans les services publics, le mouvement a été davantage suivi à la SNCF qu'à la RATP, mais il n'est pas sûr que les syndicats n'en tirent pas avantage, la grève du métro étant la plus impopulaire avec celle d'ÉDF. Les grèves et les manifesta-

tions - assez nombreuses - ont bien exprimé des mécontentements et des malaises divers de la fonction publique et du secteur public, provoqués par la loi des salaires, la perspective de réduction des effectifs de fonctionnaires en 1987, et ici ou là des menaces de réorganisation des services. Elles ont constitué le premier mouvement social d'envergure depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement.

Sont-elles suffisantes pour être un véritable avertissement à son égard, et pour faire inflexion la politique ? Les membres du gouvernement ne sont dans l'ensemble gardés de déclarations franches ou provocatrices sur la grève. Si M. de Charette, ministre délégué à la fonction publique, a polémié avec M. Bergeron sur l'importance du mouvement, il avait, quelques jours avant la grève, répondu que sa porte était « toujours ouverte aux syndicats » et avait présenté la « modernisation » du service public comme un nouveau terrain pour la « vie contractuelle », la négociation avec les syndicats... tentant de substituer l'idée d'un « mieux d'être » à celle d'un « moins d'être ». Il avait aussi tendu un harpon en évoquant, comme l'a fait aussi M. Chirac, la possibilité d'une amélioration de la situation des fonctionnaires dans un service public moins ample et plus dynamique.

Mais les marges de négociation sont extrêmement étroites : il y a peu de chances que le gouvernement relâche sa rigueur salariale alors que les menaces d'inflation demeurent. La « modernisation » envisagée par M. de Charette n'est guère susceptible de procurer de grandes satisfactions aux syndicats, même si ceux-ci n'ont pas refusé (sauf la CGT) la discussion sur ce terrain.

La convergence des actions et celle des manifestations dans des domaines nombreux vont sans doute encourager les syndicats à poursuivre les conversations et les rapprochements amorcés dans la préparation de la journée du 21 octobre. Mais les divergences restent profondes sur le fond, en particulier sur les salaires, malgré l'unanimité à refuser le décompte gouvernemental sur l'évolution des rémunérations.

La FEN pousse fortement à la poursuite de ces « convergences ». Cependant, cette détermination ne pourra guère rompre la « supercherie » de la CGT, enfermée dans sa conviction d'être aujourd'hui la seule organisation à défendre vraiment les salariés : M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a souligné que l'unité d'action n'était possible que si les autres centrales ne « capitulent » pas dans les négociations menées par ailleurs avec le patronat (concernant la suppression des procédures de licenciement). La FEN peut aussi trouver dans la présence dans la grève de nombreux syndicats autonomes un encouragement à son idée de « reconquête » du mouvement syndical, mais sa portée reste limitée.

GUY HERZLICH.

● PRÉCISION. - Dans l'article sur les négociations entre la CEE et les pays méditerranéens (Le Monde du 21 octobre), il fallait lire la note en bas de page de la manière suivante : excepté la Jordanie et la Libye.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

Une amélioration pour les salariés des petites entreprises

La rédaction du projet d'accord national interprofessionnel sur l'emploi a été terminée au cours de la nuit du mardi 21 au mercredi 22 octobre. Ce document s'ajoute au mémorandum, signé la veille par la CFDT et Force ouvrière, que les représentants sociaux doivent adresser à M. Philippe Séguin. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi pourra ainsi reprendre dans une loi les éléments qui se substitueront, à partir du 2 janvier 1987, à l'autorisation administrative préalable pour les licenciements économiques.

Dans leur ensemble, les nouvelles règles et procédures envisagées, renforcent les moyens de consultation et de négociation sur les mesures accompagnant des licenciements collectifs. Les comités d'entreprise, quand ils existent, pourront davantage discuter des plans sociaux, obligatoires pour plus de dix licencie-

ments. Ils se réuniront deux fois au cours de la procédure. A l'initiative de l'entreprise, des organismes, des comités paritaires de l'emploi, pourront être associés à la recherche d'emploi ou à la mise en œuvre d'actions de formation. En revanche, les délais de réflexion sont diminués et « l'autorité administrative compétente », autrement dit la direction départementale du travail et de l'emploi, ne disposera plus d'un comité suspensif. Elle sera informée et consultée, mais ne pourra pas retarder les procédures, sans avoir à juger du contenu du plan social.

Mais la principale innovation concerne les salariés des petites entreprises, ou les salariés touchés par un licenciement collectif jusqu'à neuf personnes. Dans ce cas, on appliquera la procédure prévue pour les licenciements individuels. Les intéressés pourront surtout obtenir, s'ils le souhaitent, un contrat de conversion (70 % du salaire pendant cinq mois et 300 heures de formation) et, selon leur âge, pourront bénéficier d'une préretraite FNE (Fonds national de l'emploi). A cette fin, le taux de contribution pour la FNE évoluera de 9 % à 22 % en fonction de la taille de l'entreprise. Parallèlement, la pratique des « licenciements secs par paquets de neuf » est limitée : désormais, l'employeur ne pourra procéder qu'à un total de trente de ces licenciements pendant une période de six mois et sera soumis aux obligations réglementaires. Enfin, la priorité de réembauche sera réservée aux salariés licenciés au cours de l'année suivante, est à nouveau réintégré dans le texte, sauf pour les bénéficiaires d'un congé de conversion, cette disposition étant finalement maintenue.

Voici ce que sera désormais la procédure d'un licenciement collectif. Pour moins de dix salariés dans une entreprise de moins de cinquante personnes ou pas, le licencié dispose de sept jours, et de quinze s'il est cadre. Dans une entreprise de plus de cinquante salariés, le délai entre la première consultation du comité d'entreprise et la notification de licenciement sera de trente jours pour de dix à cent licenciements, de quarante-cinq jours pour cent à deux cent cinquante licenciements et de soixante jours au-delà. L'autorité administrative compétente disposera, respectivement de 14, 21 et 30 jours pour faire connaître son impression. Une seconde réunion du CE est prévue avant l'expiration du délai.

I.P.G.E.

Pour assurer à votre enfant un BON NIVEAU SCOLAIRE et de RATTRAPAGE en math, physique, français, philosophie, langues DE LA 6^e A LA TERMINALE
● Séances hebdomadaires
● Stages intensifs aux vacances scolaires
Institut de Préparation aux Grandes Ecoles
Enseignement secondaire privé
6, rue Blanche 75008 Paris
Tél. : 42.82.89.74
Métro : St-Lazare, Trinité, Auber

(Publié)
PRÉFECTURE DE LA SAVOIE
1^{re} Direction - 2^e Bureau
SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
SOCIÉTÉ ALUMINIUM PÉCHINEY
USINE DE SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (Savoie)
La commission de la République du département de la Savoie a autorisé, par arrêté préfectoral du 2 juillet 1986, la mise en exploitation des nouvelles installations de la Société ALUMINIUM PÉCHINEY à SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE et VILLARONDRE.
Comme le prévoit la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement cette autorisation a été précédée d'une enquête publique conduite du 2 mai au 1^{er} juin 1986 sur les communes concernées.
Cet arrêté préfectoral définit :
1^o - Les conditions de fonctionnement de l'ensemble des installations existantes ou à construire sur le site et notamment :
- Les 60 cuves d'électrolyse de l'aluminium de la série F déjà existantes ;
- Les 120 cuves d'électrolyse de l'aluminium de la série G, portant la capacité de production de l'usine à 120 000 t/an ;
- L'atelier de fonderie ;
- Les ateliers de préparation et de cisailage des électrodes ;
- Les dépôts de chlore liquéfiés et de gaz naturels comprimés ;
2^o - Les quantités de rejets dans les milieux naturels à ne pas dépasser :
a) Rejets atmosphériques :
- Les rejets de fluor devront être inférieurs à 0,75 kg/tonne d'aluminium produit, soit 90 t/an pour une production de 120 000 tonnes contre 148 000 tonnes pour une production de 46 300 tonnes en 1985.
b) Rejets des eaux résiduaires dans les eaux naturelles :
- 308 kg/j de matières en suspension totales ;
- 315 kg/j de demande chimique en oxygène ;
- 67 kg/j de demande biologique en oxygène (5D)
- DAST : 800 m³/j.
Ces caractéristiques seront les cas échéant ultérieurement réduites à l'issue de l'examen d'une étude qui a été prescrite sur des possibilités de recyclage des eaux de refroidissement.
3^o - Les modalités de contrôle :
a) Des rejets atmosphériques par le maintien ou la mise en place :
- De mesures à l'émission des quantités de fluor émises à l'atmosphère ;
- De réseaux de mesures de la pollution atmosphérique comprenant :
- Un réseau de 31 boîtes à soude ;
- Un réseau de 14 capteurs « papier à la chaux » ;
- Un réseau de 4 préleveurs dynamiques ;
- Un réseau de surveillance des effets biologiques constitué de 20 ruches ;
- D'une surveillance des effets de fluor sur les espèces forestières sensibles (épiphytes).
Un rapport annuel de ces contrôles sera établi par la société ALUMINIUM PÉCHINEY et transmis à l'administration, aux collectivités concernées et au Conseil général du département.
b) - Des eaux résiduaires (rejets et milieu récepteur) ;
c) - Des déchets produits (nature, quantité, destination) ;
4^o - Les mesures à prendre pour prévenir les risques :
- De pollutions accidentelles, incendie, et d'explosion.
Sur simple demande l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1986 peut être consulté à la préfecture de la Savoie et dans les mairies de Saint-Jean-de-Maurienne et de Villarondre.
Le rapport annuel visé au paragraphe 3^o - a) ci-dessus pourra être également consulté dans les mêmes conditions.

Energie

L'OPEP achève ses travaux après un accord temporaire

Ni perdant ni gagnant

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

Après dix-sept jours de négociations byzantines, les treize ministres de l'OPEP ont fini par s'entendre pour renouveler l'accord qui, depuis le mois d'août, a permis de rééquilibrer le marché pétrolier, au grand soulagement de la majorité des pays membres et des opérateurs, qui redoutaient, en cas d'échec, un nouvel effondrement des prix.

Ce nouvel accord n'aura toutefois qu'une portée limitée. Officiellement valable jusqu'à la fin de l'année, il risque, en fait, d'être remis en cause dès la deuxième semaine de décembre, puisque les treize pays membres de l'OPEP ont décidé de se retrouver le 11 décembre pour tenter de nouveau, comme ils l'ont fait au cours des deux dernières semaines, de trouver un accord durable pour répartir des quotas de production permanents.

En attendant, ils ont décidé d'augmenter légèrement de 1,3 % le plafond de production global de l'OPEP pour donner un peu d'aïe aux Etats les plus gênés par l'accord actuel. Le plafond pour les deux prochains mois sera porté à 17 millions de barils par jour, contre 16,8 millions actuellement. Les deux plus petits producteurs de l'organisation, qui menaçaient de quitter les rangs de l'OPEP si leur demande n'était pas prise en compte, bénéficieront en priorité de cet assouplissement : l'Équateur et le Gabon verront donc leurs quotas gonfler respectivement de 20 % et 17 %.

Le solde, soit 135 000 barils par jour sera réparti entre tous les pays membres au prorata de leur part actuelle de production. Toutefois, deux pays se verront attribuer un peu plus que leur part normale, compte tenu de leurs revendications. Le Koweït, qui a bloqué la solution finale pendant quatre jours en récla-

mant une augmentation immédiate de 10 % de son quota, a finalement obtenu 6,6 % de plus en moyenne sur deux mois (1). De même, le Qatar, qui réclamait une hausse de même ampleur, n'a obtenu qu'une majoration de 7 %. La majorité des pays ayant refusé de satisfaire les demandes de ces deux Etats, c'est principalement l'Arabie saoudite et qui ont sacrifié sa part pour leur faire accepter ce compromis. Dans son communiqué final, l'Organisation précise que cette redistribution est provisoire et « ne préjuge en rien des discussions à venir sur la distribution de quotas permanents ».

Bien que ces ajustements soient relativement mineurs, ils n'en représentent pas moins, surtout pour les petits producteurs, des sommes non négligeables. « Pour l'Équateur, 10 000 barils par jour de plus représentent 150 000 dollars par jour de revenus supplémentaires, et c'est très important », explique le ministre équatarien du pétrole. Selon ses calculs, l'augmentation de production décidée à Genève devrait rapporter

à l'ensemble des pays de l'OPEP 3 millions de dollars par jour de revenus supplémentaires, soit 180 millions de dollars en deux mois.

Peu d'effet sur le marché

Cet accord devrait avoir peu d'effets réels sur le marché. D'une part, en raison de sa courte durée d'application, environ d'un mois, compte tenu des pratiques commerciales et de la proximité de la prochaine réunion. D'autre part, du fait que le relèvement du plafond décidé par l'OPEP est largement fictif et n'affectera donc pas l'équilibre fondamental entre l'offre et la demande réelle de pétrole. Cette hausse est, en effet, inférieure à la diminution attendue des exportations de l'Irak et de l'Iran au cours des prochaines semaines. Bagdad devrait voir ses ventes chuter d'au moins 300 000 barils par jour du fait de la fermeture temporaire de l'oléoduc par lequel transite un quart environ de ses exportations. Quant à l'Iran,

Nouvelle répartition des quotas

Voici la nouvelle répartition des quotas prévue par l'accord intervenu dans la nuit de mardi à mercredi à la conférence de l'OPEP, l'Irak étant exclu de cet arrangement (en millions de barils/jour) :

	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
Algérie	0,669	0,669
Équateur	0,221	0,221
Gabon	0,168	0,168
Indonésie	1,193	1,193
Iran	2,317	2,317
Koweït	0,921	0,929
Libye	0,999	0,999
Nigéria	1,304	1,304
Qatar	0,300	0,300
Arabie saoudite	4,353	4,353
Émirats arabes unis	0,950	0,950
Venezuela	1,574	1,574
TOTAL	14,961	15,039

Selon le président de la conférence, la production estimée de l'Irak est d'environ 2 millions de barils/jour.

ses capacités d'entraînement ont été réduites de moitié par les attaques de l'aviation irakienne.

Enfin, venant après plus de deux semaines de tractations épuisantes, cet accord a peu de chances de rassurer pleinement le marché. Tout au plus pourra-t-il, de l'avis de tous les experts, éviter une nouvelle dégradation des cours qui menaçait, compte tenu de l'importance des stocks accumulés pendant l'été. « L'impact sera plutôt positif au vu des inquiétudes des jours précédents. Mais le marché ne sera pas emballé. Ce sont des ajustements temporaires et il y a beaucoup de pétrole sur le marché », assure M. John Lichtblau, de la Petroleum Industry Research Foundation de New-York.

L'OPEP confirme certes ainsi qu'elle a décidé d'arrêter la guerre des prix et qu'elle continuera provisoirement à contrôler sa production pour soutenir les cours. Mais elle l'a fait dans des conditions si précaires que l'impact positif créé cet été s'en trouve considérablement diminué.

Cette épreuve se termine, en définitive, sur un match nul. La majorité des pays de l'OPEP atteint son objectif initial : renouveler le statu quo pour éviter un retour à la guerre des prix, catastrophique pour les revenus des pays concernés. Les pays du Golfe qui, derrière l'Arabie saoudite, s'étaient fait forcer la main en août dernier, ont de leur côté, réussi à retarder l'accord et, en multipliant les réserves, à ébranler la confiance du marché.

Contrairement aux conférences précédentes, il n'y a donc ni gagnant ni perdant. Seulement une organisation fragile, plus déchirée que jamais qui ne sait plus où elle va.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) L'augmentation du quota koweïtien se fera en deux étapes (voir tableau).

Etranger

Sévères mesures d'austérité au Danemark

COPENHAGUE
de notre correspondant

Le gouvernement minoritaire danois de centre-droite, présidé par le conservateur M. Schlüter, a réussi, avec l'appui des radicaux — dans l'opposition — à faire voter par le Folketing (le parlement) un ensemble de seize lois, surnommées officiellement « cure de pommes de terre ». Ces lois sont destinées à diminuer le déficit de la balance des paiements, à l'origine de la faiblesse de la monnaie nationale dans le SME. Le plan adopté durcit les conditions — jusqu'à très fortes — imposées au crédit sous toutes ses formes. Il encourage également l'épargne.

Le point le plus important de ce texte est une taxe de 20 % qui frappera, à dater du 1^{er} janvier 1987, les intérêts des emprunts bancaires contractés pour la consommation privée : achat de voitures, de postes de télévision, de meubles. Cette mesure ne touchera ni les emprunts contractés par les entreprises, ni les prêts d'études, ni certains emprunts pour l'achat de logements. Cependant, les conditions d'achat d'immeubles à crédit deviennent également plus restrictives. En outre, les achats à tempérament seront désormais sévèrement réglementés : pour tout achat à crédit d'un bien de consommation dépassant 2 000 couronnes (environ 1 700 F), il faudra verser au départ 30 % du prix fixé et le remboursement

total ne devra pas excéder trente-six mois.

Une taxe spéciale frappera par ailleurs l'ouverture des comptes clients dans les grands magasins et les chaînes de boutiques de quartier qui s'associent dans ce but.

Ce plan d'austérité prévoit aussi une série de droits d'enregistrement spécifiques, la taxation des navires de plaisance de plus de 5 tonnes, et accorde des facilités fiscales aux parents et grands-parents qui allègent des comptes-épargne pour les études de leurs enfants ou petits-enfants. Ces dispositions, inspirées de la loi par les théories de M. Modigliani, Prix Nobel d'économie 1985, ont été fort mal accueillies à la fois par un public habitué à vivre à crédit et par les milieux d'affaires immobiliers, artisans, — qui affirment qu'elles vont contribuer à augmenter le nombre des chômeurs.

L'expression slylline « cure de pommes de terre » a un double sens : la pomme de terre est, au Danemark, la nourriture du pauvre. Par ailleurs, ce texte de lois a été adopté au moment où commencent les vacances scolaires d'automne, baptisées au Danemark « vacances de pommes de terre ». La semaine de congé de la fin d'octobre a été créée spécialement pour les enfants d'agriculteurs qui aident leur famille à l'arrachage du tubercule qui, ici, remplace le pain quotidien.

CAMILLE OLSEN.

CONJONCTURE

Pas de libération totale des changes avant la fin de l'année

Confirmant son intention de prendre « encore avant la fin de cette année de nouvelles mesures d'allègement du contrôle des changes », M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a déclaré, à l'occasion d'une rencontre avec la presse, le mardi 21 octobre, que les changes ne pourront être totalement libérés au 31 décembre prochain.

Compte tenu des perturbations sur les marchés des changes, le ministre d'Etat avait déjà été amené

à reporter les décisions qu'il avait envisagé d'annoncer le 24 septembre dernier.

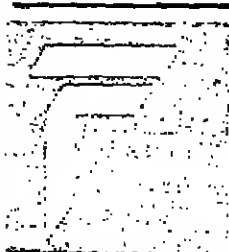
La politique de libération des prix sera, en revanche, poursuivie au rythme prévu. D'ici à la fin de l'année, trois nouvelles tranches de prix seront libérées. Les experts de la Rue de Rivoli craignent des indices des prix moins bons au cours des deux premiers mois de 1987. Le ministre a cependant confirmé l'objectif d'une hausse des prix de 2 % pour 1987.

Les Vikings n'ont pas froid aux yeux !



Les yeux de Berit Niss Kvaerness, Directeur du Bureau de représentation de la Forrettingsbanken A/S

F-BANK



La première banque Norvégienne présente en France

88 Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine Tél. (1) 47 47 86 06

هكنا من الأم

COMMENT LES INGENIEURS DE MOTOROLA ONT RESOLU UN VIEUX PROBLEME DE MARKETING A L'AIDE D'UNE TECHNOLOGIE NOUVELLE.

Le problème se pose depuis des années.

Chaque pays européen a ses propres exigences techniques en matière de postes émetteurs-récepteurs. C'est pourquoi les fabricants d'électronique ont cherché depuis longtemps à utiliser les avantages de la production de série pour ce type d'appareils.

Il n'était pas facile d'arriver à une solution.

Ce qu'il fallait, c'était fabriquer sur commande des émetteurs-récepteurs adaptés à chaque marché mais les produire en série sur une chaîne — ce qui, a priori, est totalement contradictoire!

Pourtant les ingénieurs de Motorola en Europe ont réalisé un tel exploit.

Et les émetteurs-récepteurs MC micro y sont maintenant produits en série.

Les installations ne sont ni plus ni moins qu'une chaîne de montage qui adapte automatiquement le produit aux diverses normes et exigences des marchés auxquels il est destiné, sans interrompre la production ni même la ralentir.

Presque tous les composants figurant sur les circuits imprimés relativement complexes de ces radios, sont envoyés en production sur une bande continue. Nos automates insèrent chaque heure des milliers de ces dispositifs miniatures dans toutes les configurations requises par des clients différents répartis à travers toute l'Europe, et tout cela avec une précision d'horloger.

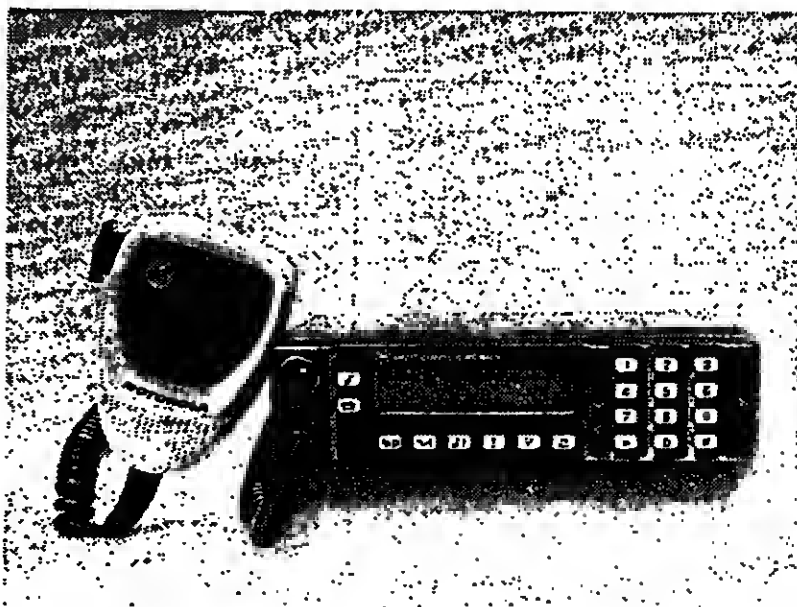
Ce procédé permet non seulement de produire des émetteurs-récepteurs sur commande en grande série, mais donne également des appareils d'une excellente qualité tout en faisant des économies substantielles sur les coûts de fabrication.

Ces installations et l'émetteur-récepteur MC micro sont une synthèse des nouvelles technologies de Motorola en matière de fabrication et de communication. Ceci n'est qu'un exemple de ce que notre société a réalisé pour servir la clientèle européenne.

En France, les installations de Motorola d'Angers et de Toulouse apportent une contribution importante au développement de l'industrie électronique en plein essor. En plus de ces usines, nous avons 15 agences commerciales au service de notre clientèle française.

Motorola est une des sociétés internationales de l'électronique les plus grandes du monde. Nous sommes actifs sur les cinq continents.

Notre objectif commun: le service auprès de nos clients dans le domaine des radiocommunications (parole et données), des ordinateurs, des semiconducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.



Un produit peut-il être fabriqué à la fois sur commande et en série? Pour le poste MC micro de Motorola, la réponse est "oui".



MOTOROLA Un leader mondial en électronique de pointe

Affaires

Les grandes manœuvres de l'industrie italienne

Ferruzzi renforce sa position dans Montedison avec l'appui de De Benedetti

M. Raoul Gardini, président du groupe agro-alimentaire italien Ferruzzi, qui contrôle Beghin-Say, a encore renforcé le mardi 21 octobre sa position de contrôle sur Montedison en rachetant un important paquet d'actions du géant de la chimie au prix de M. Carlo De Benedetti. En retour, le président d'Olivetti et Buitoni entre dans les deux sociétés holding du groupe Ferruzzi, dont il est désormais le deuxième actionnaire.

MILAN
de notre envoyé spécial

« Les grandes manœuvres autour de Montedison ne sont pas terminées », telle était la sentence qui prévalait dans la capitale lombarde après l'entrée en force, le 9 octobre, chez Montedison de M. Raoul Gardini, magnat de Ravenna dont les propriétés foncières et les industries agro-alimentaires, principalement sucrières atteignent des dimensions impressionnantes tant en Europe qu'en Amérique.

Pourquoi le président du groupe Ferruzzi a-t-il jeté son dévolu sur une entreprise de dimensions certes impressionnantes (deuxième groupe privé italien, le 21 de la chimie mondiale) mais qui, jusqu'à une date récente, constituait « un problème national, le psychodrame de l'économie italienne », selon le mot de l'ancien directeur du *Corriere della Sera*, Piero Ottone ?

De synergie entre les deux entreprises, il n'en existait jusqu'à présent qu'une seule : l'éthanol, un produit d'origine végétale, additif d'avenir du carburant, avec l'usine bâtie aux États-Unis.

M. Gardini croit que c'est une entreprise saine où il peut, comme capitaliste conscient et organisé, trouver son profit : assure-t-on au siège milanais de Ferruzzi.

En fait, d'une grande complexité la partie engagée intéresse l'ensemble de l'industrie italienne en pleine réorganisation.

Hormis M. Gardini, le véritable protagoniste de l'affaire Montedison est son président M. Mario Schimberni : « Il y a seulement

quelques semaines, on le donnait pour un homme fini ayant à ses trousses la terrible Garde des Finances et peut-être prêt à quitter clandestinement le pays », nous explique un banquier de la place. La rumeur voulait en effet que M. Schimberni devrait répondre devant la justice des conditions dans lesquelles son groupe avait acquis cet été la majorité (12,5 %) au sein de la Fondiaria, deuxième compagnie d'assurances italienne. La Montedison avait payé deux fois le prix bouffant théorique de sa participation dans cette société. Tout le monde en convient. Mais la différence entre la valeur supposée et celle annoncée aurait pu ne pas être perdue pour tout le monde. La justice a ouvert une enquête.

Un partage « feutré » du pouvoir

Nommé en 1980 M. Schimberni avait réuni l'assainissement et la restructuration de son groupe et, avec l'appui de M. Gianni Agnelli, président de la Fiat, l'avait arraché aux griffes de l'ENI pour le ramener dans le secteur La Montedison, traitant ensuite avec son ancien tuteur, lui avait octroyé sa chimie lourde ne gardant que des activités nobles et rentables (chimie fine, pharmacie).

Puis M. Schimberni s'est intéressé au secteur tertiaire, une diversification qui aurait dû lui valoir des louanges. Mais à la façon d'un corsaire, durant l'été 1985, il prenait d'assaut Bi-Invest, société financière appartenant à un capitaliste de très ancienne date, M. Carlo Benetton, de surcroît un des importants actionnaires de la Montedison. M. Schimberni fut immédiatement soupçonné de vouloir se débarrasser de ses « patrons » pour accéder à un « capitalisme diffus » après des décennies de partage « feutré » du pouvoir entre quelques grandes familles. Et de récidiver en s'emparant de la Fondiaria, elle aussi entre les mains de très anciennes familles, elles aussi actionnaires de Montedison. Ce fut alors la levée de bouillottes de M. Agnelli qui trouva « diabolique » de persévérer dans cette façon d'agir à M. Enrico Cuccia, conseiller de la principale banque d'affaires italienne Mediocredito, la coïde de M. Cuccia,

considéré comme « le gourou de la finance péninsulaire » était d'autant plus retentissante que M. Schimberni avait été mis en place par ses soins. M. Cuccia tenta donc de renouer la majorité contrôlant la Montedison afin de le chasser. A la Bourse de Milan, prise de frénésie, l'action Montedison monta en quelques jours de 25 %. Savoir qui achetait, et surtout au profit de qui — Enrico Cuccia ou M. Schimberni, — voilà qui fournit début octobre matière à feuilleton.

Le 9 octobre, le voile était levé : M. Raoul Gardini annonçait lui-même détenir désormais 14,5 % des actions Montedison, ce qui en faisait le principal actionnaire. Surmont, le patron de Ferruzzi précisa avec fierté l'alliance avec trois autres porteurs, des industriels sympathisants de M. Schimberni. La conclusion fut immédiate. Le patron de Mediocredito avait perdu, et peut-être l'heure de la retraite avait-elle sonné

pour lui. Mais un doute subsistait : M. Schimberni avait gagné la bataille, mais ne risquait-il pas, à terme, de se perdre la guerre ? Il venait en effet d'hériter un actionnaire principal, certes plein d'estime pour ses qualités de dirigeant, mais peu disposé à lui passer ses caprices. Cette impression s'est renforcée avec l'augmentation de la participation de Ferruzzi dans la Montedison. Le 21 octobre encore, par rachat d'un paquet substantiel détenu par M. Carlo De Benedetti, il en détenait désormais 22 %. Quelles sont les intentions de M. Gardini ? Veut-il gérer la Montedison ? Et quel est le sens de son rapprochement avec cette autre école montante déjà fort brillante dans la constellation du capitalisme italien qu'est M. De Benedetti ? S'agit-il de créer un axe en vue de nouvelles et importantes batailles sur le champ financier en Italie ?

JEAN-PIERRE CLERC.

Buitoni France devient le pôle de l'activité agro-alimentaire du groupe De Benedetti

Buitoni SA, société de droit français qui a récemment fait son entrée au second marché de la Bourse de Paris, va recevoir de sa société mère à 56 %, Buitoni International — dénommée 100 % par la CIR, une société holding italienne du groupe De Benedetti, — ses filiales britanniques (Buitoni UK) et néerlandaises (Buitoni NV). Le nouvel ensemble constitué autour de Buitoni France (groupé à été rejoint en juin dernier par Davigel, numéro un national du poisson surgelé) représentera un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de francs. Il devrait dégager fin 1986, sur des bases comptables révisées, le holding français du groupe De Benedetti, ont précisé MM. Claude Pierre-Brossollet et Alain Minic, respectivement président et administrateur-directeur général de CERUS, actuellement filiale à 40 % de la

CIR. A l'avenir, il n'est pas exclu que la CIR ramène à 35 % sa participation dans Cerus, coté à Paris.

Pour l'instant, les participations importantes de CERUS sont, d'une part, les 19,3 % de Valio, le numéro un français de l'équipement agro-alimentaire, et, d'autre part, les quelque 17 % à 20 % des Presses de la Cité. Numéro deux français de l'édition, cette société est l'ancre d'une bataille boursière qui oppose le groupe CERUS et ses alliés à M. Jimmy Goldsmith, le patron de l'Express et de la Générale occidentale (voir « Autour de la corbeille »).

D'autre part, les dirigeants de CERUS ont confirmé un projet d'émission obligataire de 120 millions d'ECU (1 ECU = 6,80 F environ). Le groupe pourrait émettre soit des obligations convertibles, soit des obligations assorties d'un bon permettant de souscrire ultérieurement à des obligations convertibles.

S. M.

M. Chirac au Salon de l'alimentation : « L'industrie et la distribution sont condamnées à s'entendre »

Inaugurant, le mardi 21 octobre, à la fois le parc d'exposition de Paris-Nord à Villepinte et le Salon international de l'alimentation (SIAL) qui s'y tient, M. Jacques Chirac a notamment déclaré qu'il n'ignorait pas les préoccupations de l'industrie face aux grandes entreprises de la distribution. « Ces deux partenaires sont condamnés à s'entendre et ce dialogue débouchera sur un nouveau droit de la concurrence qui sera prochainement institué par ordonnance », a-t-il

M. Chirac qui a poursuivi : « Sinon, il appartiendrait à l'Etat d'aider cette concertation ». Le premier ministre a par ailleurs annoncé qu'il avait confié à M. Camille Cabana, ministre délégué chargé de la réformation administrative, une étude sur la réorganisation des services de l'Etat en matière de qualité, d'hygiène et de contrôle. Ces services pourraient à nouveau être rassemblés sous l'autorité du ministère de l'Agriculture.



Plus vite, moins cher !

en permanence
1000 PEUGEOT
en stock

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir téléphoné

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service !

4, rue de Chateaudun - 75009 PARIS. Tel. : 42.85.34.34
227, bd. Anatole-France - 93200 ST-DENIS. Tel. : 48.21.60.21

Marchés financiers

PARIS, 21 octobre

Amélioration : + 0,44 %

Après cinq séances d'une baisse passablement épuisante, la Bourse de Paris a eu mardi une meilleure allure. Ce n'était pas encore la grande forme mais l'amélioration était nette. Dans la matinée déjà, au cours de la session préliminaire, le mouvement de repli, très relatif au départ, avait pris fin. Par la suite, le marché, encore tard une heure auparavant, confirmait ses meilleures dispositions. Trois valeurs — Printemps, Peugeot et CSE — effectuaient un joli réajustement et s'offraient même le luxe de progresser sensiblement. D'autre part la distribution baissait en général, sans bonne exception. Bref, à la clôture, l'indice boursier s'améliorait d'une cinquième de 0,44 %, à 4118,5 points (contre 4112,5 le 20/10). Avant la clôture du jour, la hausse s'élevait à 0,53 %.

Les professionnels étaient formels. En intervenant dans le marché sur le MATIF jusqu'à y déclencher une forte reprise, les investisseurs ont eu du moins coupé dans les appréhensions de la communauté.

En outre, à quarante-huit heures de la liquidation générale, le secteur technique a tenu un rôle non négligeable. Depuis mardi dernier, les valeurs françaises se sont en moyenne dépréciées de 0,5 % et les vendeurs à découvert ont commencé à se racheter, sans parler des grandes investisseurs qui au vu des niveaux de cours ont repris quelques positions.

Adjoints après l'ouverture, les marchés ont été marqués par des points de vue allemand et américain sur le dollar, dont la baisse paraît suffisamment tant de l'autre côté du Rhin qu'au-delà de l'Atlantique.

Au premier étage, les obligations sont restées en Récha. « Trop vite », disent les spécialistes, en déclinant les écarts dans les deux sens.

Le MATIF, quant à lui, est remonté de 1,4 %. Les cotations des actions Trois Quartiers et Paris-France ont été suspendues.

NEW-YORK, 21 octobre

Repli

Wall Street a enregistré, le 21 octobre, un nouveau repli. Après avoir évolué irrégulièrement, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a chuté à 1805,68, en baisse de 5,34 points. Il est tombé, un moment, sous la barre des 1800. Quatre 110 millions de titres ont été échangés. On notait 786 actions en hausse, 715 en repli et 488 inchangées.

Autour du Big Board, on attribuait des départs importants à l'annonce de progrès enregistrés à Genève par les ministres de l'OPEP. Avec l'accord intervenu « au finish » sur une limitation de la production jusqu'au 31 décembre, les prix pétroliers sont susceptibles d'augmenter et de stimuler l'inflation. Un surcroît de nervosité gagnait, en outre, les investisseurs à l'approche de la publication des statistiques sur le produit national brut. D'importants échanges de titres ont ainsi contribué à infléchir la tendance. Parmi les mouvements les plus significatifs, on remarquait Polaroid (-2,5 % à 11/8), Philip Morris (-1,1 % à 70 3/8), Goodyear gagnait, pour sa part, 2,3 % à 42 3/8, appartenant, en outre, comme la valeur la plus traitée (3,527 millions de transactions).

VALEURS	20 oct.	21 oct.
Alcoa	26 1/4	26 3/8
A.T.T.	25 1/8	25 1/4
Chrysler	28 1/8	28 1/4
Chemical Bank	36 1/8	36 1/4
Deere	80 1/8	80 1/4
Du Pont de Nemours	88 1/8	88 1/4
Eastman	88 1/8	88 1/4
Exxon	88 1/8	88 1/4
General Electric	76 1/4	76 3/4
General Motors	68 1/8	67 7/8
IBM	120 1/4	121 1/4
ITT	52 1/4	52 3/8
Johnson & Johnson	52 1/4	52 3/8
Merck	52 1/4	52 3/8
Pfizer	52 1/4	52 3/8
Schering	52 1/4	52 3/8
Union Carbide	52 1/4	52 3/8
US Steel	52 1/4	52 3/8
Westinghouse	52 1/4	52 3/8
Yale	52 1/4	52 3/8

INDICES BOURSIS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

20 oct. 21 oct.

Valeurs françaises... 139,3 140,4

Valeurs étrangères... 197,5 197,1

Cotations des actions

(base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général... 365,3 365,5

NEW-YORK

20 oct. 21 oct.

Industrielles... 1811,82 1805,48

LONDRES

(indice Financial Times)

20 oct. 21 oct.

Industrielles... 1244,4 1245,2

Mines d'or... 288,9 289,5

Fonds d'Etat... 82,6 82,6

TOKYO

20 oct. 21 oct.

Nikkei... 16765,4 16799,74

Indice général... 1367,87 1362,86

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 octobre

Nombre de contrats : 19 778

ÉCHÉANCES

COURS

Nov. 86

Déc. 86

Mars 87

Juin 87

Dernier... 107 107,90 107,90 107,90

Prochain... 105,50 106,50 106,50 106,50

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES PRESSES DE LA CITÉ

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

REJETENT L'OPEP CERUS

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

21 OCTOBRE Cours relevé à 17 h 39

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1800	A.B. 1875	1680	1670	1670	- 0.58	2080	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
4290	ALC. 3%	4380	4460	4470	+ 2.82	2120	Clary & Co	2752	2755	2850	+ 0.81	704	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
4390	M.A.P. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1210	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1211	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1212	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1213	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1214	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1215	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1216	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1217	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1218	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1219	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1220	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1221	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1222	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1223	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1224	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1225	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1226	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1227	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1228	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1229	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1230	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1231	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1232	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1233	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1234	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1235	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1236	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1237	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1238	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1239	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1240	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1241	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1242	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1243	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1244	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1245	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1246	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1247	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1248	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1249	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1250	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1251	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1252	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1253	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1254	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1255	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1256	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1257	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1258	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1259	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1260	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1261	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	2195	2199	- 0.54	703	Moravia	88	83.30	83.50	- 1.17	680	Schneider & Co	778	770	785	+ 0.77
1262	ALC. 3%	1180	1175	1173	+ 1.12	2130	Donner S.A.	2211	219														

Comptant (collection)

Second marché

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% de coupon	Cours princ.	Dernier cours	Cours princ.	Dernier cours	Cours princ.	Dernier cours	Cours princ.	Dernier cours	Cours princ.	Dernier cours	Cours princ.	Dernier cours	Cours princ.	Dernier cours	
Obligations																	
Emp. 7 1/2 1972	8100		288	801	Waco	158 28	158	158	A.S.P. S.A.	1295	1300	1900	1923	Waco	262 10	260	
Emp. 8 3/4 77	123 20	3 806	628	801	Waco	104 10	104 10	104	Alia Insurance	850	852	822	822	Waco	720	700	
8 3/4 78 3/3	103 70	2 738	629	816	Waco	185	185	185	Alia Insurance	850	852	822	822	Waco	720	700	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	345	345	345	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	182 80	182 80	182	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	Waco	3125	3125	3125	B.A.F.F.	860	840	860	840	Waco	431	431	
8 3/4 79 3/3	100 06	7 570	642	480	W												

SICAV (selection)

VALEURS		VALUES		VALEURS		VALUES	
Emibon	Rachet	Emibon	Rachet	Emibon	Rachet	Emibon	Rachet
Prale Ind.	net	Prale Ind.	net	Prale Ind.	net	Prale Ind.	net
A.A.A.	708 32	681 04	Francs	359 85	388 88	Paribas Egenon	76345 41
Atlantic Forces	446 12	429 08	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.T.A. 1978	258 18	258 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
Amifidur	831 31	831 31	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S. Atlantic Ind-CPI	1148 02	1120 02	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1970	981 72	938 28	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1971	1068 18	1068 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1972	453 18	453 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1973	1150 80	1144 88	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1974	658 81	647 84	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1975	715 21	715 21	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1976	306 24	306 24	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1977	1062 25	1062 25	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1978	700 13	700 13	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1979	502 18	502 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1980	922 85	922 85	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1981	516 12	516 12	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1982	409 18	409 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1983	1230 18	1230 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1984	1230 18	1230 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1985	457 34	457 34	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1986	2636 57	2636 57	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1987	82 32	82 32	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1988	1442 32	1442 32	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1989	864 32	864 32	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1990	777 18	777 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1991	1027 18	1027 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1992	688 18	688 18	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1993	446 12	446 12	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1994	373 54	373 54	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1995	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1996	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1997	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1998	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 1999	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2000	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2001	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2002	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2003	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2004	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2005	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2006	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2007	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2008	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2009	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2010	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2011	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2012	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2013	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2014	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2015	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2016	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2017	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2018	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2019	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2020	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2021	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2022	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2023	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2024	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2025	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2026	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2027	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2028	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2029	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2030	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2031	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2032	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2033	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2034	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2035	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2036	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2037	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2038	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2039	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2040	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2041	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2042	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2043	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2044	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2045	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2046	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2047	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2048	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2049	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2050	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2051	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2052	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2053	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2054	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2055	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2056	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2057	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2058	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2059	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2060	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2061	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2062	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2063	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2064	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2065	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2066	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2067	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2068	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2069	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2070	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2071	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2072	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2073	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2074	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2075	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2076	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2077	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2078	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2079	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2080	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2081	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2082	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2083	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2084	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2085	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2086	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2087	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2088	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2089	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2090	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2091	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2092	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2093	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2094	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2095	648 30	648 30	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2096	380 42	380 42	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2097	1294 48	1294 48	French Associations	1057 37	1357 37	Paribas Egenon	585 35
A.S.F. 2098	648 30	648 30	French Associations	1			

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS			MARCHÉ OFFICIEL			COURS DES BILLETS			MONNAIES ET DEVISES			COURS DES BILLETS			COURS DES BILLETS		
	Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Cours 21/10		Achete	Vende		Cours prix.	Cours 21/10		Cours prix.	Cours 21/10		Cours prix.	Cours 21/10
Attribution																	
Al Lipault	72		Euro-Union (100 %)	8 487	8 831		6 200	6 700	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Cairco	236		ECU	8 814	9 025	317	337 500	340 000	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal	226		Genève (100 %)	15 773	15 773	15 200	15 650	15 650	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	289 500	289 700	280	296	296	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Daguerre (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli, Pirelli	244		Genève (100 %)	87 000	87 000	82 500	80	80	Or fin (100 g)	97250	98000	France-Canada	615	595 77	Mon.-Jap.	61580	61580
Canal, Pirelli																	

ÉTRANGER

3 Le trentième anniversaire de l'octobre Polonais.
6 Les élections législatives du 2 novembre en Tunisie.
— La retraite d'IBM et de General Motors en Afrique du Sud.
— Mozambique : la catastrophe aérienne.

POLITIQUE

7 La loi sur la concentration des médias devant le Sénat.
8 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
9 M. Mauroy mène campagne... en URSS.
— Point de vue : mobiliser, rassembler, convaincre, par Michel Crépeau.

SOCIÉTÉ

10 Treize Algériens résident en France en instance d'expulsion.
— La privatisation des prisons au pas de charge.
14 L'affaire de l'aéroport d'Antigua.

ARTS ET SPECTACLES

17 John Boorman tourne Hope and Glory.
18 Photographies de mode.
19 Raoul Hausmann à Rochecorbiat et Estève au Grand Palais.
24 Communication : le marché international des programmes.

ÉCONOMIE

27 La journée de grève dans la fonction publique.
— La CFTD et FO signent un accord sur les licenciements.
28 L'OPEP achève ses travaux après un accord temporaire.
30 Les grandes manœuvres du capitalisme italien.
30-31 Marchés financiers.

SERVICES

Radio-télévision 22
Petites annonces 28
Carnet 28
Météorologie 23
Mots croisés 23
Programmes des spectacles 20 à 22

L'expulsion de 55 diplomates soviétiques

Washington met en avant la nécessité de rééquilibrer les effectifs des ambassades respectives

Le gouvernement américain a exigé mardi 21 octobre le départ, d'ici au 1^{er} novembre, de cinquante-cinq diplomates soviétiques en poste à Washington et à San Francisco. Cette mesure intervient deux jours après l'expulsion par Moscou de cinq diplomates américains accusés d'espionnage, mesure elle-même provoquée par l'obligation signifiée en septembre à vingt-cinq membres de la mission soviétique à l'ONU de quitter les États-Unis.

Sur les cinquante-cinq nouveaux expulsés, cinq ont explicitement été déclarés *personae non gratae*. Il s'agit, à San Francisco, du consul, M. Lev Zaitsev, et à l'ambassade de Washington, de MM. Vassili Fedorov, Nikolai Kovalev, Alexandre Metelkine et Oleg Likhatchev.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 octobre

Hausse

Nouvelle panne du système informatique mercredi matin au cours de la session préliminaire. D'après les informations recueillies auprès des professionnels, la tendance était à la hausse avec des gains de 4 à 5 % sur Prouvost, UCB, Eurocom notamment. Pen de baisses ont été enregistrées, les plus fortes s'excédant guère 1 %.

Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Acteur	404 60	408	407
Agencia News	187	187	187
Air Liquide (L)	719	719	720
Alcatel	320	320	320
Alcan (Can)	1062	1060	1060
Banque Paribas	2270	2270	2273
Bouygues	1226	1226	1226
B.S.N.	4050	4040	4050
Carrefour	3428	3410	3410
Chaparral S.A.	1236	1237	1237
Club Méditerranée	533	538	540
Dunlop	1705	1705	1718
Euro (Rd)	1329	1327	1330
ELF-Aquitaine	312	312	312
Enel	2860	2860	2865
Lafarge-Capelle	1280	1280	1285
Matras	2340	2335	2335
Medi (Can)	1488	1490	1490
Moët-Hennessy	2180	2151	2152
Oréal (L)	1034	1034	1044
Renault	3441	3441	3450
Renault-Hercule	982	988	990
Pagat S.A.	1062	1060	1066
Sand	680	680	686
Saurat Parif	790	795	805
Télécoms	2740	2740	2740
Thomson-CSF	1489	1470	1473
Toll-CFR	433 50	434	434
T.S.T.	2700	2700	2700
Veolia	501	501	501

Le numéro du « Monde » daté 22 octobre 1986 a été tiré à 490 782 exemplaires

La réunion des ministres de l'intérieur de la Communauté européenne

Le droit d'asile sur la sellette

LONDRES de notre correspondant

Trois semaines après une réunion d'urgence consacrée au terrorisme, la demande du gouvernement français, les ministres de l'intérieur de la Communauté européenne se sont réunis mardi 20 octobre. Tel qu'initialement prévu l'ordre du jour aurait dû être celui de la discussion de propositions d'actualité immédiate, mais des événements tout récents en Grande-Bretagne et en France ont influencé les travaux des Douze pour que ceux-ci mettent fortement l'accent sur le contrôle de l'immigration clandestine.

Au cours d'une conférence de presse, en fin de journée, M. Hurd, le ministre britannique, a déclaré : « Pour la première fois, les pays européens viennent de se lancer dans un examen approfondi de leur politique d'immigration et nous savons tous que, pour ne l'avoir pas fait jusqu'à présent, nous en payons le prix ». M. Pandraud et son collègue britannique ont ainsi l'occasion de justifier des décisions controversées. Pour le ministre français, il s'agit du renvoi de cent un Maliens dans leur pays, et pour M. Hurd, de l'insurrection soudanaise du visa pour les personnes venant de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh, mesure qui, la semaine dernière, au moment de son entrée en vigueur, a provoqué un énorme afflux de passagers et de pénibles perturbations à l'aéroport londonien d'Heathrow (le Monde du 18 octobre).

Au fur et à mesure que se multiplient les réunions, les ministres de l'intérieur de la Communauté ont de plus en plus conscience du paradoxe de leur double mission : parer, d'une part, à l'horizon de 1992, un nouvel et important assouplissement des formalités aux frontières, et d'autre part, un renforcement de la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration clandestine. Le consensus final retient l'embarras causé par cette démarche contradictoire. Un groupe de travail vient d'être créé pour tenter de trouver des moyens de résoudre cette difficulté. Il devra notamment prendre en considération l'accroissement des vérifications aux frontières « extérieures » de la Communauté et l'élaboration d'un système de visas et des dispositions communes pour « éliminer les abus du droit d'asile ». M. Pandraud, de son côté, a déclaré : « Nous avons assisté, par des transformations de procédure, à une transformation du droit d'asile conçu à l'origine pour les réfugiés politiques, à un droit pour réfugiés économiques. C'est très grave, car cela risque de mettre en cause notre volonté commune qui est de démanteler tout ce qui reste d'entraves à la circulation intercommunautaire ».

Sur le sujet de la lutte contre la drogue, également à l'ordre du jour de la réunion de Londres, le ministre français s'est déclaré satisfait de l'approche de plus en plus « concertée » des Douze. M. Hurd, de son côté, a annoncé l'approbation d'un plan en sept points prévoyant entre autres recommandations la modulation des programmes d'aide bilatéraux à l'échelle de la Communauté tout entière en fonction des « efforts » fournis par les « pays producteurs » : pour en juger, les ministres de la CESE soulignent la création d'un réseau européen d'agents de liaison dans ces pays.

FRANCIS CORNILLON

Dans une interview à « Libération »

Anis Naccache condamne les récents attentats en France

Anis Naccache, dont la libération est réclamée avec celle de Georges Ibrahim Abdallah et de Varoujan Garvidjian par le CSPPA (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient), « condamne » les récents attentats en France, qui, selon l'affirmation, « une salade moutée par les services secrets ». L'auteur de l'attentat manqué en 1980 contre M. Chapiro Bakhtiar, le dernier premier ministre du shah, répond depuis sa prison à un questionnaire envoyé par le journal *Libération*, et ses écrits ont été authentifiés par son avocat, précise le quotidien, ce mercredi 22 octobre.

Interrogé sur les otages français du Liban, Anis Naccache a affirmé que « la France a pris part dans les conflits du Moyen-Orient. Le gouvernement français fait la guerre contre l'ennemi ». Il ajoute que « les exigences de ceux qui détiennent les otages sont justes » et « sont justifiées par cette guerre non déclarée que la France mène contre les musulmans ». Anis Naccache estime également que « la prise d'otages, quand elle est politique, c'est l'arme des pauvres (...). Quand les grandes puissances font la source, elles ont la cause, il faut leur crever les oreilles pour qu'elles entendent bien ». Il écrit enfin : « Je demande à M. Chirac de continuer la stratégie qu'il a choisie pour résoudre le problème des otages ».

Sur le vif

Croulants

S'agit pas de rigoler, là, aujourd'hui. S'agit de gueuler haut et clair. Vous avez vu dans « la Monde » d'hier cet article sur la retraite des cadres ? A quarante ans. Ou, vous avez bien lu : à quarante ans, fini, terminé, les clés sont jetées, je cite. On ne peut plus améliorer la donne, je cite encore. Et attendez, si à quarante ans c'est râpé, c'est parce qu'à partir de trente-six ans on commence à dévaler la pente : carrière bloquée, avancement stoppé, tout juste si on vous donne pas le bras pour vous aider à descendre l'escalier de la boîte.

C'est pas dingue, ça ? Remarque, moi, ça ne me surprend pas. Je salue qu'on en arriverait là. Voyons, réfléchissez, la retraite pour beaucoup de gens, c'est déjà plus soixante ans, c'est souvent cinquante-cinq ans avec le plan FNE. Et la retraite, ça se prépare. On vous y prépare en vous filant des compléments de salaire comme la maison qui vous met sur la touche avant de vous mettre à la porte.

Dire qu'il y a encore des jeunes assez naïfs pour faire des tas d'études vachement longues, vachement poussées. Entre Normale Sup, un doctorat, l'ENA, un an à Harvard et le service mil-

taire, ça leur fait quel âge quand ils entrent sur le marché du travail ? Vingt-sept, vingt-huit ans. Et au bout de soixante-dix-huit mois, ils ont fait leur temps. Par ici la sortie.

Je ne vais pas vous refaire le couplet sur l'âgeisme, qui donne la rime à s'enfermer et à racisme, mais il y a quand même un truc qui me chagrine. Tous ces politiciens, à commencer par moi-même, assez solides, assez loquaces pour gérer la boutique France, quel âge ils ont ? Quel âge ont les sénateurs, les députés appelés à fixer du haut de leur sagesse et de leur longue très longue expérience, la mort d'un de nous autres, pauvres vieillards, on est bons à jeter, hein ?

Pourquoi il y aurait deux poids, deux mesures ? C'est qui les patrons de ce pays ? C'est vous, c'est moi, c'est nous. Bon, alors, d'accord pour rajouter les ordres. La PDG de l'Élysée, pas plus de cinquante-cinq ans. Le directeur général de Matignon, pas plus de cinquante ans, et nos représentants, on leur retire leur carte à quarante-cinq ans. Il y a plus qu'à leur envoyer leur lettre de licenciement.

CLAUDE SARRAUTE.

Au conseil des ministres

M. Carignon annonce une refonte du droit de l'eau

M. Alain Carignon, ministre délégué à l'environnement, devait présenter, le mercredi 22 octobre, au conseil des ministres une proposition de loi relative à la refonte du droit de l'eau. La gestion de l'eau, en effet, qu'il s'agisse d'eau potable, d'eaux usées, d'irrigation, d'annonces des crues, de débit des rivières ou d'exploitation des gravières, représente l'essentiel, avec la qualité de l'air, des préoccupations du ministère de l'environnement.

Le Conseil national de l'eau a donc été chargé d'une étude pour une éventuelle refonte du droit de l'eau. Il devra remettre son rapport au printemps prochain. Tous les moyens de la gestion de l'eau vont d'autre part être regroupés sous la tutelle d'une seule direction, qui prendra le nom de « direction de l'eau et de la prévention des pollutions ». Dans chaque bassin fluvial, un préfet coordonnateur sera désigné pour harmoniser l'action de l'État avec le délégué de bassin et les services hydrologiques. Dans les

départements, les préfets disposeront d'une plus grande latitude pour organiser les services et réduire le nombre des intervenants dans la police des eaux. Dans les nouveaux comités de bassin et conseils d'administration des agences financières de bassin qui seront mis en place en 1987, une part plus grande sera faite aux usagers et aux élus.

Enfin, un Institut de l'eau va regrouper diverses associations, fondations et centres d'études qui travaillent déjà sur le sujet.

Où trouver le Glenturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Écosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple « La Maison des Pêcheurs », R.N. 7, Vix-Châtillon.

(Publicité)

Participez aux compétitions ouvertes du golf de Domont

Challenge NEUBAUER-PEUGEOT

Jeudi 23 octobre

« SLANZINGER »

PEUGEOT-NEUBAUER

Réservation : GOLF DE DOMONT - Tél. 39-91-07.50

UN VRAI RESEAU LOCAL SUR IBM C'EST A LA REGLE A CALCUL

L'AT 3, le micro IBM le plus puissant est enfin livré. Il sert de cœur à la solution réseau local que vous proposez LA REGLE A CALCUL.

Une solution qui utilise des IBM PC multiméga comme terminaux sans limitation de nombre. Une solution incluant les logiciels de gestion pour PMS/PMR, MULTICOMPA, MULTIPAC, MULTIPAGE.

L'installation, la formation et l'assistance sont assurées par les spécialistes de LA REGLE A CALCUL.

En réseau local est en démonstration permanente à LA REGLE A CALCUL.



LA REGLE A CALCUL

125, rue de la République
92000 Nanterre
Tél. 1 47 47 47 47

MINITEL 300 SERVICES UTILES POUR LES ENTREPRISES VIDEOTEX magazine 30 F

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Une extension à 2 Mo. pour Macintosh Plus 4512 F HT 4990 F TTC. Jusqu'au 31/10

INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières 26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26 64, av. du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.03

la Règle à Calcul

125, rue de la République
92000 Nanterre
Tél. 1 47 47 47 47

A B C D E F G

مكتبة الشامل